



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

170^e Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 27 Mars 2015

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET RECTIFICATIF *2014 – 2015*



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

170^e Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 27 Mars 2015

SOMMAIRE

BUDGET RECTIFICATIF

2014 – 2015

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET RECTIFICATIF

2014 – 2015

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161, 163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu les articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'arrêté du 1^{er} octobre 2014 portant adoption du Budget Général de la République pour l'exercice 2014-2015 déposé au Parlement le lundi 30 juin 2014;
- Considérant qu'il y a lieu pour le Gouvernement de prendre en compte dans le Budget Général le manque à gagner potentiel en termes de mobilisation de ressources en raison de l'évolution à la baisse du cours des produits pétroliers sur le marché international;
- Considérant les nouvelles priorités du Gouvernement;

- Considérant qu'il y a lieu de protéger les acquis sur le plan économique et le besoin de maintenir l'économie sur une trajectoire de croissance soutenue géographiquement et socialement bien distribuée, une série de mesures sont retenues. Elles sont présentées à l'annexe 2 sous le titre «*Pacte pour l'emploi et la croissance économique*». Elles font partie intégrante de ce budget;
- Considérant la nécessité de modifier la répartition des crédits budgétaires initiaux de certaines entités administratives de façon à faciliter la mise en œuvre des mesures liées à la situation socioéconomique actuelle du pays;
- Sur le rapport des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres ;

DÉCRÈTE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1.- Sont ainsi modifiées les dispositions suivantes du Budget Général relatives aux ressources :

Article 1.2 - Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget de l'exercice fiscal 2014-2015 sont estimés à soixante milliards huit cent soixante millions cent sept mille une et 00/100 (GDES 60 860 107 001,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent Budget.

Article 1.3 - Les dons en appui budgétaire et en aide projets sont estimés à trente et un milliards deux cent vingt cinq millions sept cent vingt six mille neuf cent trente neuf et 00/100 de Gourdes (GDES 31 225 726 939,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent budget.

Article 1.4 - Les produits du financement interne et externe sont estimés à dix sept milliards six cent cinquante et un millions douze mille cinq cent soixante quinze et 00/100 de Gourdes (GDES 17 651 012 575,00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 10 du présent budget.

Article 2.- Les droits d'accises établis sur les produits tels que : Rhum, Bière, boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées sont fixées à 4% du prix ex-usine pour les produits de fabrication locale et à 16 % de la valeur en douane (CIF) pour les produits importés.

Article 3. - Il est institué une taxe de 10%, dite Taxe pour la Protection de l'Environnement (TPE), sur la valeur CIF, à l'importation des biens suivants :

- Pneus usagés
- Batteries usagées
- Articles de friperie usagés

Cette taxe sera de 25 % sur les véhicules suivants :

- Véhicules de tourisme de plus de sept (7) ans
- Véhicules utilitaires de plus de sept (7) ans
- Véhicules de transport de passagers de plus de sept (7) ans
- Camions de transport de marchandises de plus de cinq (5) tonnes de charge utile dont l'âge est supérieur à douze (12) ans.

- Article 4.-** Les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs de moins de 1100 CC sont exonérés de droits de douane;
- Les taux de droit de douane sur les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs entre 1100 et 1500 CC demeurent inchangés;
- Les taux de droit de douane sur les véhicules de tourisme ou tout terrain neufs dépassant 1500 CC passent de 10% à 12% à l'exception des véhicules spécialisés de la position 870390;
- Les camions de transport de marchandises neufs de plus de deux (2) tonnes sont exonérés de droit de douane;
- Les autobus neufs de plus de 16 places sont exonérés de droits de douane;
- Les exonérations sur les véhicules achetés par les institutions publiques sont éliminées.
- Article 5.-** Il est ajouté au début de l'article 19 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu le paragraphe suivant:
- Un acompte de dix pour cent (10%) sera également appliqué à la source sur les montants effectivement versés sur tous contrats de loyer passés entre l'Etat avec des tiers; les entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, les organisations non gouvernementales d'aide au développement, les institutions religieuses et autres personnes morales avec des tiers.
- Article 6.-** Il est établi un droit de «circulation à l'intérieur du pays» pour tout véhicule de transport de marchandises immatriculé à l'étranger et entrant sur le territoire national par la frontière terrestre.
- Ce droit est fixé à cinq mille Gourdes (Gdes 5000) pour les camions et six mille gourdes (Gdes 6000) pour les trailers et sera perçu par l'Administration Générale des Douanes sur formulaire spécial.
- Ces véhicules devront être couverts par la police minimale de l'Office Assurance Véhicules Contre Tiers.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

- Article 7.-** Sont ainsi modifiées les dispositions suivantes du Budget Général relatives aux charges :
- Article 7.1 -** Les crédits budgétaires de l'exercice 2014-2015 pour les dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'Etat, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la dette publique, sont fixés à cinquante six milliards deux cent quatre vingt huit millions cinq cent trente quatre mille six cent trente deux et 00/100 de Gourdes (GDES 56 288 534 632,00) distribués selon les tableaux présentés aux articles 10 et 11 du présent budget.
- Article 7.2 -** Les crédits budgétaires de l'exercice 2014-2015 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à cinquante trois milliards quatre cent quarante huit millions trois cent onze mille huit cent quatre vingt trois et 00/100 de Gourdes (GDES 53 448 311 883,00) répartis selon les tableaux présentés à l'article 11 du présent budget.
- Article 8.-** Sont ainsi modifiés les droits de douane pour les marchandises placées sous les positions tarifaires:

Modification des droits de douanes pour les marchandises placées sous les positions tarifaires

| POSITION TARIFAIRE | LIBELLÉ | TAUX APPLIQUÉ % | TAUX PROPOSÉ% |
|--------------------|--|-----------------|---------------|
| 10011000 | Froment (blé) | 3,5 | 0 |
| 10059000 | Maïs en Grain | 15 | 20 |
| 11010011 | Farine de froment | 3,5 | 15 |
| 11031300 | Semoule, gruau, maïs moulu | 3,5 | 20 |
| 19019019 | Autres préparations | 10 | 3,5 |
| 19021100 | Pate alimentaire | 15 | 25 |
| 19021900 | Autre | 15 | 25 |
| 2204 | Vins | 15 | 20 |
| 22082000 | Eaux de vie de vin ou de marc de raisin | 15 | 25 |
| 22083000 | Whiskies | 15 | 25 |
| 220840 | Rhum et autres eaux de vie | 15 | 40 |
| 22085000 | Gin et genièvre | 20 | 30 |
| 22086000 | Vodka | 20 | 30 |
| 22087000 | Liqueurs | 15 | 25 |
| 2402 | Cigares, cigarillos et cigarettes en tabac | 15-40 | 40 |
| 2403 | Autres tabacs, tabacs homogénéisés, extraits et sauces de tabacs | 5-10 | 20 |
| 252329 | Autres | | |
| 25232910 | Ciments portland gris en sacs | 3,5 | 10 |
| 25232920 | Ciments portland gris en vrac | 3,5 | 7 |
| 25232990 | Autres | 3,5 | 10 |
| 84818000 | Articles de robinetterie | | |
| 84818011 | Articles de robinetterie pour bonbonne à gaz propane et oxygène | 0 | 0 |
| 84818019 | Autres articles de robinetterie | 0 | 10 |

Article 9.- Il est institué des droits fixes et variables pour la commercialisation des jeux de hasard selon les dispositions tarifaires ci-après :

Droits fixes et variables pour la commercialisation des jeux de hasard

| Jeux de hasard | Droits |
|--|--|
| a) Tombola (Raffle) | 5 % de la valeur totale des primes offertes; |
| b) Tournoi de Poker | |
| Droit d'autorisation | 100 000.00 Gourdes; |
| c) Jeux Traditionnels | |
| Droit d'autorisation fixe | 5 000.00 Gourdes; |
| Droit d'exploitation: | |
| <i>Bingo Traditionnel</i> | 2 500.00 Gourdes; |
| <i>La Gaguère</i> | 5 000.00 Gourdes par mois; |
| <i>Course d'Animaux</i> | 2 000.00 Gourdes par activités; |
| <i>Le Jeux de Cartes</i> | 2 500.00 Gourdes par mois par table; |
| <i>Le Jeu de Dés</i> | 2 500.00 Gourdes par mois par table de jeu; |
| d) Jeux en ligne | |
| Droit d'autorisation | 6 000 000.00 Gourdes par an; |
| Droit d'exploitation: | |
| <i>Jeux Inter Actifs</i> | 7% des revenus bruts à verser mensuellement; |
| <i>Jeux de pronostics</i> | 7% des revenus bruts par mois; |
| <i>Jeux sur support Téléphonique ou Cellulaire</i> | 7% des revenus bruts par mois; |
| <i>Les Paris:</i> | |
| Fixes | 10 % des revenus bruts par mois; |
| Mutuels | 10 % des revenus bruts par mois; |
| Sportifs | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Jeux sur support Internet</i> | 15% des revenus bruts par mois; |
| e) Loterie Opérationnelle: | |
| Droit d'autorisation | 6 000 000.00 Gourdes par an; |
| Droit d'exploitation: | |
| <i>Loteries Sèches</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Les Grattés</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Loteries Instantanées</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Loteries à Multiples Juridictions</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Loteries Journalières</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| <i>Lotos</i> | 10 % des revenus bruts par mois; |
| f) Machine à sous: | |
| Droit de cession | 6 000 000.00 Gourdes par an; |
| Droit d'exploitation: | 4 000.00 Gourdes par mois par machine; |
| g) Casinos: | |
| Droit de cession | 6 000 000.00 Gourdes; |
| Droit d'exploitation: | |
| <i>Tables de Jeux</i> | 10 000.00 Gourdes par mois par table; |
| <i>Machines à sous</i> | 4 000.00 Gourdes par mois par machine; |

| | |
|---|--|
| h) Importation de machines de jeux à vocation locative | |
| Droit d'autorisation | 6 000 000.00 Gourdes par an; |
| Droit d'exploitation: | 4 000.00 Gourdes par mois par machine; |
| i) Maison d'assemblage d'appareils de jeux de Hasard: | |
| Droit d'autorisation | 6 000 000.00 Gourdes par an; |
| Droit d'exploitation: | 5 000.00 Gourdes par mois par appareil assemblé; |
| j) Salles de Jeux | |
| Type A | 1 000 000.00 Gourdes par an (<i>Ouest</i>); |
| Type B | 500 000.00 Gourdes par an (<i>chef lieu d'autres départements</i>); |
| Type C | 100 000.00 Gourdes par an (<i>reste du pays</i>); |
| k) Borlette | |
| Droit d'autorisation | 10 000.00 Gourdes par an par banque de borlette ou par machine de vente de borlette; |
| <i>Borlettes électroniques</i> | 5 000.00 Gourdes par mois par machine de vente de borlette; |
| <i>Carnet Borlette standardisé</i> | 50.00 Gourdes ; |

CHAPITRE III
DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 10.- Le tableau d'équilibre présenté à l'article 29 du Budget général 2014-2015 est ainsi modifié :

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
Tableau des opérations financières de l'État
(En Gourdes)

| OPERATIONS | A_ BUDGET 2014-2015 | B_ BUDGET 2014-2015 RECTIFIE | VARIATION | | |
|--|------------------------|------------------------------------|-----------|------------------------|-------------|
| | | | absolue | relative | |
| ENVELOPPE GLOBALE | 122 649 683 343 | 109 736 846 514 | - | 12 912 836 828 | -11% |
| A- Recettes totales (A1+A2+A3) | 60 130 190 000 | 60 860 107 001 | - | 729 917 002 | 1% |
| A1. Impot direct | 15 765 271 110 | 15 765 271 110 | | 0 | 0% |
| A2. Impot indirect | 42 812 102 322 | 42 573 135 413 | | -238 966 909 | -1% |
| A2.1. sur production locale | 8 836 023 796 | 8 833 574 513 | | -2 449 283 | 0% |
| A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée) | 25 986 888 526 | 25 187 544 100 | | -799 344 426 | -3% |
| A2.3. sur produits pétroliers | 7 989 190 000 | 8 552 016 800 | | 562 826 800 | 7% |
| A3. Autres recettes domestiques | 1 552 816 568 | 2 521 700 479 | | 968 883 911 | 62% |
| B- Dépenses totales (B1+D2) | 118 913 506 113 | 104 282 507 999 | - | -14 630 998 113 | -12% |
| B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.) | 51 371 095 622 | 50 187 685 897 | - | -1 183 409 725 | -2% |
| B1.1. Fonctionnement de l'Administration | 50 036 097 883 | 49 315 394 656 | - | -720 703 227 | -1% |
| Salaires et traitements | 28 973 104 570 | 28 993 098 533 | | 19 993 963 | 0% |
| Biens et services (y/c autres dépenses publiques) | 15 150 304 916 | 14 868 986 444 | | -281 318 472 | -2% |
| Transferts et subventions | 5 912 688 396 | 5 453 309 678 | | -459 378 718 | -8% |
| B1.2. Intérêts | 1 334 997 739 | 872 291 241 | - | -462 706 498 | -35% |
| Dette interne | 744 196 247 | 488 650 494 | | -255 545 753 | -34% |
| Dette externe | 590 801 492 | 383 640 747 | | -207 160 745 | -35% |
| C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1) | 10 094 092 117 | 11 544 712 345 | + | 1 450 620 228 | 14% |
| D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.) | 8 759 094 378 | 10 672 421 104 | + | 1 913 326 726 | 22% |
| D2. Dépenses en capital (D2.1+D2.2+D2.3) | 67 542 410 491 | 54 094 822 102 | - | -13 447 588 388 | -20% |
| D2.1 Immobilisations | 919 325 495 | 646 510 220 | - | -272 815 276 | -30% |
| D2.2 Investissements publics (financement interne) | 19 803 560 069 | 16 051 909 667 | - | -3 751 650 402 | -19% |
| Trésor Public | 13 609 000 000 | 10 294 052 369 | | -3 314 947 631 | -24% |
| Annulation dette FMI | 3 044 187 652 | 3 349 941 757 | | 305 754 105 | 10% |
| Autres Financements | 3 150 372 417 | 2 407 915 541 | | -742 456 876 | -24% |
| D2.3 Investissements publics (financement externe) | 46 819 524 926 | 37 396 402 216 | - | -9 423 122 710 | -20% |
| Sur Dons | 26 420 993 850 | 27 003 246 939 | | 582 253 088 | 2% |
| Sur Emprunt | 20 398 531 076 | 10 393 155 277 | | -10 005 375 799 | -49% |
| y c PETROCARIBE | 20 398 531 076 | 10 393 155 277 | | 10 005 375 799 | 49% |
| E-Solde global (hors dons) (A-B) | -58 783 316 113 | -43 422 400 998 | + | 15 360 915 115 | -26% |
| F-Dans | 30 463 793 850 | 31 225 726 939 | + | 761 933 088 | 3% |
| F1. Appui budgétaire global | 4 042 800 000 | 4 222 480 000 | + | 179 680 000 | 4% |
| F2. Aide projets | 26 420 993 850 | 27 003 246 939 | + | 582 253 088 | 2% |
| | | | | 0 | 0% |
| G-Solde global incluant dons (E+F) | -28 319 522 262 | -12 196 674 059 | + | 16 122 848 203 | -57% |
| H- Financement (H1+H2) | 28 319 522 269 | 12 196 674 061 | - | -16 122 848 208 | -57% |
| III. Financement externe net | 18 300 107 604 | 8 087 570 520 | - | -10 212 537 084 | -56% |
| III.1. Tirages sur emprunt | 20 398 531 076 | 10 393 155 277 | | -10 005 375 799 | -49% |
| III.2. Amortissement de la dette externe | -2 098 423 472 | -2 305 584 757 | | -207 161 285 | 10% |
| H2. Financement interne net | 10 019 414 665 | 4 109 103 540 | - | -5 910 311 125 | -59% |
| H2.1. Bons du Trésor | 5 462 608 354 | 1 500 000 000 | | -3 962 608 354 | -73% |
| H2.2. Autres financements internes des projets | 6 194 560 069 | 5 757 857 298 | | -436 702 771 | -7% |
| H2.3. Amortissement Interne | -1 637 753 758 | -3 148 753 758 | | -1 511 000 000 | 92% |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015**Tableau d'équilibre du Budget Rectificatif de l'exercice 2014-2015**

| VOIES ET MOYENS | 109 736 846 516 | DEPENSES TOTALES | 109 736 846 514 |
|--|------------------------|---|------------------------|
| Ressources Domestiques | 60 860 107 001 | Dépenses courantes | 50 187 685 897 |
| Recettes Internes | 44 803 481 319 | Salaires et traitements | 28 993 098 533 |
| Recettes douanières | 14 890 125 733 | Biens et services (y/c autres dépenses publiques) | 14 868 986 444 |
| Autres ressources domestiques | 1 166 499 949 | Transferts et subventions | 5 453 309 678 |
| | | Intérêts | 872 291 241 |
| Solde Budgétaire de base | | | 10 672 421 104 |
| Dons | 31 225 726 939 | | |
| Appui budgétaire global | 4 222 480 000 | Dépenses de Capital | 59 549 160 617 |
| Aide projets | 27 003 246 939 | Immobilisations | 646 510 220 |
| | | Programmes et Projets | 53 448 311 883 |
| Financement | 17 651 012 575 | Trésor Public | 10 294 052 369 |
| Tirages sur emprunt | 10 393 155 277 | Annulation dette FMI | 3 349 941 757 |
| Bons du Trésor | 1 500 000 000 | Autres Financements | 2 407 915 541 |
| Autres financements internes des projets | 5 757 857 298 | Dons et emprunts | 37 396 402 216 |
| | | Amortissement de la Dette | 5 454 338 515 |

Détails des Opérations

Article 11.- La répartition des crédits budgétaires par entité administrative et par titre de dépenses présentée à l'article 30 du Budget Général 2014-2015 est ainsi modifiée:

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédits de fonctionnement rect. 14-15 | Pond. | Crédits d'investissement rect. 14-15 | Pond. | Total des crédits rectifiés 14-15 | Pond. |
|--------------|---|---|---------------|--|---------------|--------------------------------------|---------------|
| TOTAL | | 56 288 534 632 | 100,0% | 53 448 311 883 | 100,0% | 109 736 846 514 | 100,0% |
| 1 | POUVOIR EXECUTIF | 51 582 471 311 | 91,6% | 52 649 186 883 | 98,5% | 104 231 658 194 | 96,0% |
| 11 | SECTEUR ECONOMIQUE | 7 361 683 060 | 13,1% | 33 936 916 234 | 63,5% | 41 298 599 295 | 37,6% |
| 1111 | MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 766 049 580 | 1,4% | 6 235 576 472 | 11,7% | 7 001 626 052 | 6,4% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 351 635 936 | 0,6% | 0 | 0,0% | 351 635 936 | 0,3% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 102 930 175 | 0,2% | 1 215 153 803 | 2,3% | 1 318 083 978 | 1,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 743 521 | 0,0% | 4 646 612 367 | 8,7% | 4 649 355 888 | 4,2% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 189 672 073 | 0,3% | 0 | 0,0% | 189 672 073 | 0,2% |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 119 067 876 | 0,2% | 373 810 302 | 0,7% | 492 878 178 | 0,4% |
| TITRE VII | Opérations financières | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| 1112 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 3 975 505 548 | 7,1% | 2 320 768 137 | 4,3% | 6 296 273 685 | 5,7% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 2 086 896 383 | 3,7% | 0 | 0,0% | 2 086 896 383 | 1,9% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 295 141 736 | 2,3% | 400 024 556 | 0,7% | 1 695 166 292 | 1,5% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 165 639 816 | 0,3% | 1 887 843 581 | 3,5% | 2 053 483 397 | 1,9% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 3 888 600 | 0,0% | 32 900 000 | 0,1% | 36 788 600 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 423 938 982 | 0,8% | 0 | 0,0% | 423 938 982 | 0,4% |
| 1113 | MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL | 788 518 414 | 1,4% | 5 780 066 309 | 10,8% | 6 568 584 723 | 6,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 680 863 485 | 1,2% | 0 | 0,0% | 680 863 485 | 0,6% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 58 541 291 | 0,1% | 1 099 600 418 | 2,1% | 1 158 141 712 | 1,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 387 230 | 0,0% | 3 164 869 835 | 5,9% | 3 175 257 065 | 2,9% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 806 618 | 0,0% | 1 515 596 056 | 2,8% | 1 516 402 674 | 1,4% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 37 919 787 | 0,1% | 0 | 0,0% | 37 919 787 | 0,0% |
| 1114 | MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 882 264 437 | 1,6% | 17 933 355 582 | 33,6% | 18 815 620 018 | 17,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 661 902 484 | 1,2% | 0 | 0,0% | 661 902 484 | 0,6% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 217 837 153 | 0,4% | 931 947 845 | 1,7% | 1 149 784 998 | 1,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 852 300 | 0,0% | 16 996 237 737 | 31,8% | 16 998 090 037 | 15,5% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 350 000 | 0,0% | 5 170 000 | 0,0% | 5 520 000 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 322 500 | 0,0% | 0 | 0,0% | 322 500 | 0,0% |
| 1115 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 480 518 288 | 0,9% | 537 437 226 | 1,0% | 1 017 955 514 | 0,9% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 357 317 212 | 0,6% | 0 | 0,0% | 357 317 212 | 0,3% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 116 074 507 | 0,2% | 93 723 728 | 0,2% | 209 798 235 | 0,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 5 053 569 | 0,0% | 233 107 904 | 0,4% | 238 161 473 | 0,2% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 73 000 | 0,0% | 210 605 594 | 0,4% | 210 678 594 | 0,2% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 2 000 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 2 000 000 | 0,0% |
| 1116 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 308 298 352 | 0,5% | 750 897 310 | 1,4% | 1 059 195 662 | 1,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 208 722 496 | 0,4% | 0 | 0,0% | 208 722 496 | 0,2% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 66 267 944 | 0,1% | 183 000 000 | 0,3% | 249 267 944 | 0,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 667 355 | 0,0% | 567 897 310 | 1,1% | 578 564 665 | 0,5% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 7 959 574 | 0,0% | 0 | 0,0% | 7 959 574 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 14 680 983 | 0,0% | 0 | 0,0% | 14 680 983 | 0,0% |
| 1117 | MINISTERE DU TOURISME | 160 528 471 | 0,3% | 378 815 199 | 0,7% | 539 343 670 | 0,5% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 106 620 612 | 0,2% | 0 | 0,0% | 106 620 612 | 0,1% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 44 162 429 | 0,1% | 1 72 983 799 | 0,3% | 217 146 228 | 0,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 640 864 | 0,0% | 205 831 400 | 0,4% | 210 472 264 | 0,2% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 5 104 566 | 0,0% | 0 | 0,0% | 5 104 566 | 0,0% |
| 12 | SECTEUR POLITIQUE | 15 117 705 353 | 26,9% | 3 259 773 250 | 6,1% | 18 377 478 603 | 16,7% |
| 1211 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 8 700 137 368 | 15,5% | 1 396 973 250 | 2,6% | 10 097 110 618 | 9,2% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 6 658 415 220 | 11,8% | 0 | 0,0% | 6 658 415 220 | 6,1% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 601 146 077 | 2,8% | 649 462 099 | 1,2% | 2 250 608 176 | 2,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 74 663 430 | 0,1% | 743 511 151 | 1,4% | 818 174 581 | 0,7% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 35 296 463 | 0,1% | 0 | 0,0% | 35 296 463 | 0,0% |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 330 616 178 | 0,6% | 4 000 000 | 0,0% | 334 616 178 | 0,3% |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédits de fonctionnement rect. 14-15 | Pond. | Crédits d'investissement rect. 14-15 | Pond. | Total des crédits rectifiés 14-15 | Pond. |
|--------------|---|--|---------------|---|---------------|--------------------------------------|---------------|
| TOTAL | | 56 288 534 632 | 100,0% | 53 440 311 883 | 100,0% | 109 736 846 514 | 100,0% |
| 1212 | MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 77 309 109 | 0,1% | 24 000 000 | 0,0% | 101 309 109 | 0,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 45 897 767 | 0,1% | 0 | 0,0% | 45 897 767 | 0,0% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 17 761 983 | 0,0% | 24 000 000 | 0,0% | 41 761 983 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 130 985 | 0,0% | 0 | 0,0% | 130 985 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 140 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 140 000 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 13 378 375 | 0,0% | 0 | 0,0% | 13 378 375 | 0,0% |
| 1213 | MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES | 2 267 193 160 | 4,0% | 0 | 0,0% | 2 267 193 160 | 2,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 284 666 117 | 0,5% | 0 | 0,0% | 284 666 117 | 0,3% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 88 016 801 | 0,2% | 0 | 0,0% | 88 016 801 | 0,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 26 731 486 | 0,0% | 0 | 0,0% | 26 731 486 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 867 778 756 | 3,3% | 0 | 0,0% | 1 867 778 756 | 1,7% |
| 1214 | LA PRESIDENCE | 1 260 283 183 | 2,2% | 0 | 0,0% | 1 260 283 183 | 1,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 530 069 473 | 0,9% | 0 | 0,0% | 530 069 473 | 0,5% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 277 114 771 | 0,5% | 0 | 0,0% | 277 114 771 | 0,3% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 76 826 015 | 0,1% | 0 | 0,0% | 76 826 015 | 0,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 2 672 924 | 0,0% | 0 | 0,0% | 2 672 924 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 373 600 000 | 0,4% | 0 | 0,0% | 373 600 000 | 0,3% |
| 1215 | LA PRIMATURE | 1 361 092 947 | 2,4% | 651 200 000 | 1,2% | 2 012 292 947 | 1,8% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 543 871 465 | 1,0% | 0 | 0,0% | 543 871 465 | 0,5% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 296 083 749 | 0,5% | 631 200 000 | 1,2% | 927 283 749 | 0,8% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 47 444 156 | 0,1% | 20 000 000 | 0,0% | 67 444 156 | 0,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 94 914 854 | 0,2% | 0 | 0,0% | 94 914 854 | 0,1% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 378 778 723 | 0,7% | 0 | 0,0% | 378 778 723 | 0,3% |
| 1216 | MINISTÈRE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES | 1 262 036 140 | 2,2% | 1 167 600 000 | 2,2% | 2 429 636 140 | 2,2% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 668 916 920 | 1,2% | 0 | 0,0% | 668 916 920 | 0,6% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 404 868 570 | 0,7% | 581 800 000 | 1,1% | 986 668 570 | 0,9% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 6 063 064 | 0,0% | 568 800 000 | 1,1% | 574 863 064 | 0,5% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 192 187 587 | 0,3% | 17 000 000 | 0,0% | 199 187 587 | 0,2% |
| 1217 | MINISTÈRE DE LA DEFENSE | 189 653 445 | 0,3% | 20 000 000 | 0,0% | 209 653 445 | 0,2% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 78 258 319 | 0,1% | 0 | 0,0% | 78 258 319 | 0,1% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 26 541 674 | 0,0% | 0 | 0,0% | 26 541 674 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 372 276 | 0,0% | 20 000 000 | 0,0% | 21 372 276 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 60 030 000 | 0,1% | 0 | 0,0% | 60 030 000 | 0,1% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 23 451 176 | 0,0% | 0 | 0,0% | 23 451 176 | 0,0% |
| 13 | SECTEUR SOCIAL | 14 651 346 328 | 26,0% | 15 082 794 480 | 28,2% | 29 734 140 808 | 27,1% |
| 1311 | MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS. | 9 918 014 628 | 17,6% | 10 281 496 252 | 19,2% | 20 199 510 880 | 18,4% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 7 488 271 713 | 13,3% | 0 | 0,0% | 7 488 271 713 | 6,8% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 274 902 153 | 2,3% | 8 576 657 349 | 16,0% | 9 851 559 502 | 9,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 64 925 985 | 0,1% | 72 443 489 | 0,1% | 137 369 474 | 0,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 733 533 834 | 1,3% | 1 632 395 413 | 3,1% | 2 365 929 247 | 2,2% |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 27 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 27 000 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 356 353 945 | 0,6% | 0 | 0,0% | 356 353 945 | 0,3% |
| 1312 | MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES | 875 763 294 | 1,6% | 2 445 332 395 | 4,6% | 3 321 095 689 | 3,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 679 564 480 | 1,2% | 0 | 0,0% | 679 564 480 | 0,6% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 118 835 632 | 0,2% | 0 | 0,0% | 118 835 632 | 0,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 15 784 098 | 0,0% | 1 179 832 395 | 2,2% | 1 195 616 493 | 1,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 1 265 500 000 | 2,4% | 1 265 500 000 | 1,2% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 61 579 084 | 0,1% | 0 | 0,0% | 61 579 084 | 0,1% |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédits de fonctionnement rect. 14-15 | Pond. | Crédits d'investissement rect. 14-15 | Pond. | Total des crédits rectifiés 14-15 | Pond. |
|--------------|---|---|---------------|--|---------------|--------------------------------------|---------------|
| TOTAL | | 56 288 534 632 | 100,0% | 53 448 311 883 | 100,0% | 109 736 846 514 | 100,0% |
| 1313 | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 3 321 822 201 | 5,9% | 2 195 765 833 | 4,1% | 5 517 588 034 | 5,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 2 987 264 595 | 5,3% | 0 | 0,0% | 2 987 264 595 | 2,7% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 270 998 027 | 0,5% | 157 556 500 | 0,3% | 428 554 527 | 0,4% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 28 221 682 | 0,1% | 2 038 209 333 | 3,8% | 2 066 431 015 | 1,9% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 7 344 765 | 0,0% | 0 | 0,0% | 7 344 765 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 27 993 133 | 0,0% | 0 | 0,0% | 27 993 133 | 0,0% |
| 1314 | MINISTERE A LA CONDITION FEMININE | 131 170 746 | 0,2% | 37 000 000 | 0,1% | 168 170 746 | 0,2% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 104 505 454 | 0,2% | 0 | 0,0% | 104 505 454 | 0,1% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 19 450 104 | 0,0% | 27 000 000 | 0,1% | 46 450 104 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 383 981 | 0,0% | 10 000 000 | 0,0% | 11 383 981 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 5 831 207 | 0,0% | 0 | 0,0% | 5 831 207 | 0,0% |
| 1315 | MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE | 404 575 459 | 0,7% | 123 200 000 | 0,2% | 527 775 459 | 0,5% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 300 083 767 | 0,5% | 0 | 0,0% | 300 083 767 | 0,3% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 56 944 667 | 0,1% | 103 200 000 | 0,2% | 160 144 667 | 0,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 8 550 834 | 0,0% | 20 000 000 | 0,0% | 28 550 834 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 38 996 192 | 0,1% | 0 | 0,0% | 38 996 192 | 0,0% |
| 14 | SECTEUR CULTUREL | 1 406 708 297 | 2,5% | 369 702 919 | 0,7% | 1 776 411 216 | 1,6% |
| 1411 | MINISTERE DES CULTES | 133 339 341 | 0,2% | 0 | 0,0% | 133 339 341 | 0,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 72 912 800 | 0,1% | 0 | 0,0% | 72 912 800 | 0,1% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 5 248 755 | 0,0% | 0 | 0,0% | 5 248 755 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 54 777 786 | 0,1% | 0 | 0,0% | 54 777 786 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 400 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 400 000 | 0,0% |
| 1412 | MINISTERE DE LA CULTURE | 1 005 840 456 | 1,8% | 348 702 919 | 0,7% | 1 354 543 375 | 1,2% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 421 821 786 | 0,7% | 0 | 0,0% | 421 821 786 | 0,4% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 439 015 827 | 0,8% | 308 000 000 | 0,6% | 747 015 827 | 0,7% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 12 163 953 | 0,0% | 40 702 919 | 0,1% | 52 866 873 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 19 417 436 | 0,0% | 0 | 0,0% | 19 417 436 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 113 421 454 | 0,2% | 0 | 0,0% | 113 421 454 | 0,1% |
| 1413 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 267 528 500 | 0,5% | 21 000 000 | 0,0% | 288 528 500 | 0,3% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 199 660 757 | 0,4% | 0 | 0,0% | 199 660 757 | 0,2% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 58 656 194 | 0,1% | 21 000 000 | 0,0% | 79 656 194 | 0,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 839 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 4 839 000 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 4 372 550 | 0,0% | 0 | 0,0% | 4 372 550 | 0,0% |
| 15 | AUTRES ADMINISTRATIONS | 13 045 028 273 | 23,2% | 0 | 0,0% | 13 045 028 273 | 11,9% |
| 1511 | INTERVENTIONS PUBLIQUES | 6 718 398 517 | 11,9% | 0 | 0,0% | 6 718 398 517 | 6,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 000 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 10 000 000 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 4 151 389 104 | 7,4% | 0 | 0,0% | 4 151 389 104 | 3,8% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 2 557 009 413 | 4,5% | 0 | 0,0% | 2 557 009 413 | 2,3% |
| TITRE VII | Opérations financières | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| 1512 | DETTE PUBLIQUE | 6 326 629 756 | 11,2% | 0 | 0,0% | 6 326 629 756 | 5,8% |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 6 326 629 756 | 11,2% | 0 | 0,0% | 6 326 629 756 | 5,8% |
| 2 | POUVOIR LEGISLATIF | 1 832 956 992 | 3,3% | 470 000 000 | 0,9% | 2 302 956 992 | 2,1% |
| 22 | SECTEUR POLITIQUE | 1 832 956 992 | 3,3% | 470 000 000 | 0,9% | 2 302 956 992 | 2,1% |
| 2211 | SENAT DE LA REPUBLIQUE | 746 179 406 | 1,3% | 470 000 000 | 0,9% | 1 216 179 406 | 1,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 419 773 286 | 0,7% | 0 | 0,0% | 419 773 286 | 0,4% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 188 536 723 | 0,3% | 0 | 0,0% | 188 536 723 | 0,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 34 920 306 | 0,1% | 470 000 000 | 0,9% | 504 920 306 | 0,5% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 69 941 075 | 0,1% | 0 | 0,0% | 69 941 075 | 0,1% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 33 008 016 | 0,1% | 0 | 0,0% | 33 008 016 | 0,0% |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédits de fonctionnement rect. 14-15 | Pond. | Crédits d'investissement rect. 14-15 | Pond. | Total des crédits rectifiés 14-15 | Pond. |
|--------------|--|--|---------------|---|---------------|--------------------------------------|---------------|
| TOTAL | | 56 288 534 632 | 100,0% | 53 448 311 883 | 100,0% | 109 736 846 514 | 100,0% |
| 2212 | CHAMBRE DES DEPUTES | 1 086 777 586 | 1,9% | 0 | 0,0% | 1 086 777 586 | 1,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 678 279 637 | 1,2% | 0 | 0,0% | 678 279 637 | 0,6% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 379 821 530 | 0,7% | 0 | 0,0% | 379 821 530 | 0,3% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 8 326 419 | 0,0% | 0 | 0,0% | 8 326 419 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 20 350 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 20 350 000 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| 3 | POUVOIR JUDICIAIRE | 914 314 866 | 1,6% | 60 625 000 | 0,1% | 974 939 866 | 0,9% |
| 32 | SECTEUR POLITIQUE | 914 314 866 | 1,6% | 60 625 000 | 0,1% | 974 939 866 | 0,9% |
| 3211 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 914 314 866 | 1,6% | 60 625 000 | 0,1% | 974 939 866 | 0,9% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 796 332 767 | 1,4% | 0 | 0,0% | 796 332 767 | 0,7% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 86 698 926 | 0,2% | 60 625 000 | 0,1% | 147 323 926 | 0,1% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 14 132 640 | 0,0% | 0 | 0,0% | 14 132 640 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 170 416 | 0,0% | 0 | 0,0% | 170 416 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 16 980 116 | 0,0% | 0 | 0,0% | 16 980 116 | 0,0% |
| 4 | ORGANISMES INDEPENDANTS | 1 958 791 463 | 3,5% | 268 500 000 | 0,5% | 2 227 291 463 | 2,0% |
| 41 | SECTEUR ECONOMIQUE | 563 074 332 | 1,0% | 117 500 000 | 0,2% | 680 574 332 | 0,6% |
| 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF | 563 074 332 | 1,0% | 117 500 000 | 0,2% | 680 574 332 | 0,6% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 405 410 610 | 0,7% | 0 | 0,0% | 405 410 610 | 0,4% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 51 774 226 | 0,1% | 0 | 0,0% | 51 774 226 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 205 253 | 0,0% | 117 500 000 | 0,2% | 119 705 253 | 0,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 581 157 | 0,0% | 0 | 0,0% | 581 157 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 103 103 087 | 0,2% | 0 | 0,0% | 103 103 087 | 0,1% |
| 42 | SECTEUR POLITIQUE | 341 648 180 | 0,6% | 0 | 0,0% | 341 648 180 | 0,3% |
| 4211 | CONSEIL ELECTORAL | 309 524 693 | 0,5% | 0 | 0,0% | 309 524 693 | 0,3% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 273 891 794 | 0,5% | 0 | 0,0% | 273 891 794 | 0,2% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 24 832 898 | 0,0% | 0 | 0,0% | 24 832 898 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 500 000 | 0,0% | 0 | 0,0% | 4 500 000 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 6 300 001 | 0,0% | 0 | 0,0% | 6 300 001 | 0,0% |
| 4212 | OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 32 123 487 | 0,1% | 0 | 0,0% | 32 123 487 | 0,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 25 859 487 | 0,0% | 0 | 0,0% | 25 859 487 | 0,0% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 3 923 999 | 0,0% | 0 | 0,0% | 3 923 999 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 340 001 | 0,0% | 0 | 0,0% | 2 340 001 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| 43 | SECTEUR SOCIAL | 1 039 837 751 | 1,8% | 151 000 000 | 0,3% | 1 190 837 750 | 1,1% |
| 4311 | UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 1 039 837 751 | 1,8% | 151 000 000 | 0,3% | 1 190 837 750 | 1,1% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 848 074 055 | 1,5% | 0 | 0,0% | 848 074 055 | 0,8% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 191 763 696 | 0,3% | 10 000 000 | 0,0% | 201 763 696 | 0,2% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 0 | 0,0% | 141 000 000 | 0,3% | 141 000 000 | 0,1% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| 44 | SECTEUR CULTUREL | 14 231 200 | 0,0% | 0 | 0,0% | 14 231 200 | 0,0% |
| 4411 | ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 14 231 200 | 0,0% | 0 | 0,0% | 14 231 200 | 0,0% |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 7 261 500 | 0,0% | 0 | 0,0% | 7 261 500 | 0,0% |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 6 969 700 | 0,0% | 0 | 0,0% | 6 969 700 | 0,0% |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédit initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
|--------------|---|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| TOTAL | | 122 649 683 342 | 18 212 620 371 | 5 299 783 543 | 109 736 846 514 |
| 1 | POUVOIR EXECUTIF | 116 994 795 263 | 16 276 009 061 | 4 512 871 993 | 104 231 658 194 |
| 11 | SECTEUR ECONOMIQUE | 52 938 888 552 | 12 668 921 408 | 1 028 632 151 | 41 298 599 295 |
| 1111 | MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 9 484 120 748 | 2 522 231 567 | 39 736 871 | 7 001 626 052 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 370 511 971 | 18 876 035 | 0 | 351 635 936 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 475 629 341 | 157 545 363 | 0 | 1 318 083 978 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 6 994 215 356 | 2 344 859 468 | 0 | 4 649 355 888 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 190 622 273 | 950 700 | 0 | 189 672 073 |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 453 141 307 | 0 | 39 736 871 | 492 878 178 |
| TITRE VII | Opérations financières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1112 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 6 546 414 087 | 403 552 315 | 153 411 883 | 6 296 273 655 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 2 060 025 720 | 0 | 26 870 664 | 2 086 896 383 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 2 086 066 467 | 390 900 175 | 0 | 1 695 166 292 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 926 942 179 | 0 | 126 541 219 | 2 053 483 397 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 40 699 002 | 3 910 402 | 0 | 36 788 600 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 432 680 721 | 8 741 738 | 0 | 423 938 982 |
| 1113 | MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL | 7 492 861 858 | 924 277 135 | 0 | 6 568 584 723 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 680 863 587 | 102 | 0 | 680 863 485 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 253 499 431 | 95 357 719 | 0 | 1 158 141 712 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 534 137 463 | 358 880 398 | 0 | 3 175 257 065 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 982 228 281 | 465 825 607 | 0 | 1 516 402 674 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 42 133 097 | 4 213 310 | 0 | 37 919 787 |
| 1114 | MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 25 930 993 461 | 7 765 142 427 | 649 768 984 | 18 815 620 018 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 679 568 972 | 17 666 488 | 0 | 661 902 484 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 504 835 538 | 0 | 644 949 460 | 1 149 784 998 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 24 740 640 406 | 7 742 550 369 | 0 | 16 998 090 037 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 700 476 | 0 | 4 819 524 | 5 520 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 5 248 070 | 4 925 570 | 0 | 322 500 |
| 1115 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 1 304 546 203 | 297 822 449 | 11 231 760 | 1 017 955 514 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 346 085 452 | 0 | 11 231 760 | 357 317 212 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 246 723 852 | 36 925 617 | 0 | 209 798 235 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 336 702 878 | 98 541 405 | 0 | 238 161 473 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 371 534 019 | 160 855 425 | 0 | 210 678 594 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 3 500 001 | 1 500 001 | 0 | 2 000 000 |
| 1116 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 1 205 661 960 | 320 948 951 | 174 482 653 | 1 059 195 662 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 208 722 496 | 0 | 0 | 208 722 496 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 74 785 291 | 0 | 174 482 653 | 249 267 944 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 875 224 132 | 296 659 468 | 0 | 578 564 665 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 27 442 585 | 19 483 011 | 0 | 7 959 574 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 19 487 456 | 4 806 473 | 0 | 14 680 983 |
| 1117 | MINISTERE DU TOURISME | 974 290 234 | 434 946 564 | 0 | 539 343 670 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 106 674 365 | 53 753 | 0 | 106 620 612 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 627 543 726 | 410 397 497 | 0 | 217 146 228 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 233 011 438 | 22 539 174 | 0 | 210 472 264 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 200 000 | 1 200 000 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 5 860 705 | 756 139 | 0 | 5 104 566 |
| 12 | SECTEUR POLITIQUE | 19 187 078 213 | 1 266 321 179 | 456 721 569 | 18 377 478 603 |
| 1211 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 9 772 836 701 | 6 537 773 | 330 811 690 | 10 097 110 618 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 6 654 607 387 | 0 | 3 807 833 | 6 658 415 220 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 2 035 681 978 | 0 | 214 926 198 | 2 250 608 176 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 747 456 220 | 0 | 70 718 361 | 818 174 581 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 41 834 236 | 6 537 773 | 0 | 35 296 463 |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 293 256 880 | 0 | 41 359 298 | 334 616 178 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédit initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
|--------------|---|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| TOTAL | | 122 649 683 342 | 18 212 620 371 | 5 299 783 643 | 109 736 846 514 |
| 1212 | MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 131 553 293 | 30 244 184 | 0 | 101 309 109 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 45 897 767 | 0 | 0 | 45 897 767 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 56 723 406 | 14 961 423 | 0 | 41 761 983 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 208 051 | 3 077 066 | 0 | 130 985 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 140 095 | 95 | 0 | 140 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 25 583 975 | 12 205 600 | 0 | 13 378 375 |
| 1213 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 2 267 356 745 | 31 687 579 | 31 523 993 | 2 267 193 160 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 284 666 117 | 0 | 0 | 284 666 117 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 106 382 760 | 18 365 960 | 0 | 88 016 801 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 39 053 105 | 12 321 619 | 0 | 26 731 486 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 0 |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 836 254 763 | 0 | 31 523 993 | 1 867 778 756 |
| 1214 | LA PRESIDENCE | 1 303 958 690 | 56 875 505 | 13 199 999 | 1 260 283 183 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 516 869 474 | 0 | 13 199 999 | 530 069 473 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 286 514 772 | 9 400 001 | 0 | 277 114 771 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 106 172 690 | 29 346 675 | 0 | 76 826 015 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 2 672 928 | 3 | 0 | 2 672 924 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 391 728 826 | 18 128 826 | 0 | 373 600 000 |
| 1215 | LA PRIMATURE | 2 026 275 736 | 86 572 029 | 72 589 241 | 2 012 292 947 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 526 626 958 | 0 | 17 244 507 | 543 871 465 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 873 836 440 | 0 | 53 447 309 | 927 283 749 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 104 368 033 | 36 923 877 | 0 | 67 444 156 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 144 563 007 | 49 648 153 | 0 | 94 914 854 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 376 881 298 | 0 | 1 897 424 | 378 778 723 |
| 1216 | MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 3 440 676 160 | 1 011 039 020 | 0 | 2 429 636 140 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 697 853 295 | 28 936 375 | 0 | 668 916 920 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 502 251 878 | 515 583 309 | 0 | 986 668 570 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 891 594 500 | 316 731 437 | 0 | 574 863 064 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 2 008 031 | 2 008 031 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 346 967 455 | 147 779 868 | 0 | 199 187 587 |
| 1217 | MINISTERE DE LA DEFENSE | 244 421 887 | 43 365 089 | 8 596 647 | 209 653 445 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 78 258 319 | 0 | 0 | 78 258 319 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 34 156 003 | 7 614 328 | 0 | 26 541 674 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 36 641 320 | 15 269 041 | 0 | 21 372 276 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 80 511 717 | 20 481 716 | 0 | 60 030 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 14 854 529 | 0 | 8 596 647 | 23 451 176 |
| 13 | SECTEUR SOCIAL | 30 787 474 990 | 2 021 605 728 | 968 271 546 | 29 734 140 808 |
| 1311 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT A FORM. PROFESS. | 20 377 274 714 | 535 012 808 | 357 248 974 | 20 199 510 880 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 7 188 271 713 | 0 | 300 000 000 | 7 488 271 713 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 10 136 859 712 | 285 300 210 | 0 | 9 851 559 502 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 80 120 500 | 0 | 57 248 974 | 137 369 474 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 2 404 666 360 | 38 737 113 | 0 | 2 365 929 247 |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 27 000 | 0 | 0 | 27 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 567 329 430 | 210 975 485 | 0 | 356 353 945 |
| 1312 | MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES | 3 613 421 792 | 386 246 439 | 93 920 336 | 3 321 095 689 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 603 552 338 | 0 | 76 012 143 | 679 564 480 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 117 973 113 | 0 | 862 518 | 118 835 632 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 500 606 536 | 304 990 043 | 0 | 1 195 616 493 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 248 154 325 | 0 | 17 045 675 | 1 265 500 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 142 835 480 | 81 256 396 | 0 | 61 579 084 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
|--------------|---|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| TOTAL | | 122 649 683 342 | 18 212 620 371 | 5 299 783 543 | 109 736 846 514 |
| 1313 | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 5 738 685 410 | 727 678 341 | 506 580 965 | 5 517 588 034 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 2 989 722 357 | 2 457 762 | 0 | 2 987 264 595 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 1 145 311 481 | 716 756 954 | 0 | 428 554 527 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 559 850 049 | 0 | 506 580 965 | 2 066 431 015 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 10 662 172 | 3 317 407 | 0 | 7 344 765 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 33 139 351 | 5 146 218 | 0 | 27 993 133 |
| 1314 | MINISTERE A LA CONDITION FEMININE | 172 232 820 | 9 270 806 | 5 208 731 | 168 170 746 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 104 505 454 | 0 | 0 | 104 505 454 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 41 241 372 | 0 | 5 208 731 | 46 450 104 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 19 493 919 | 8 109 939 | 0 | 11 383 981 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 336 228 | 336 228 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 6 655 846 | 824 639 | 0 | 5 831 207 |
| 1315 | MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE | 885 860 254 | 363 397 333 | 5 312 639 | 527 775 459 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 294 771 228 | 0 | 5 312 639 | 300 083 767 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 203 275 651 | 43 130 985 | 0 | 160 144 667 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 333 768 210 | 305 217 376 | 0 | 28 550 834 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 4 978 350 | 4 978 350 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 49 066 814 | 10 070 622 | 0 | 38 996 192 |
| 14 | SECTEUR CULTUREL | 1 963 739 435 | 183 660 746 | 6 332 527 | 1 776 411 216 |
| 1411 | MINISTERE DES CULTES | 146 701 513 | 19 694 699 | 6 332 527 | 133 339 341 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 66 580 273 | 0 | 6 332 527 | 72 912 800 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 11 185 603 | 5 936 848 | 0 | 5 248 755 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 13 582 705 | 13 582 705 | 0 | 0 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 54 777 786 | 0 | 0 | 54 777 786 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 575 146 | 175 146 | 0 | 400 000 |
| 1412 | MINISTERE DE LA CULTURE | 1 473 335 042 | 118 791 667 | 0 | 1 354 543 375 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 421 821 786 | 0 | 0 | 421 821 786 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 755 584 809 | 8 568 982 | 0 | 747 015 827 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 125 978 540 | 73 111 667 | 0 | 52 866 873 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 43 926 069 | 24 508 634 | 0 | 19 417 436 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 126 023 838 | 12 602 384 | 0 | 113 421 454 |
| 1413 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 333 702 880 | 45 174 380 | 0 | 288 528 500 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 199 660 757 | 0 | 0 | 199 660 757 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 118 288 950 | 38 632 756 | 0 | 79 656 194 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 839 000 | 0 | 0 | 4 839 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 807 840 | 1 807 840 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 9 106 333 | 4 733 784 | 0 | 4 372 550 |
| 15 | AUTRES ADMINISTRATIONS | 11 127 614 073 | 135 500 001 | 2 052 914 200 | 13 045 028 273 |
| 1511 | INTERVENTIONS PUBLIQUES | 6 056 439 104 | 135 500 001 | 797 459 413 | 6 718 398 517 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 10 000 000 | 0 | 0 | 10 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 4 286 889 104 | 135 500 001 | 0 | 4 151 389 104 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 759 550 000 | 0 | 797 459 413 | 2 557 009 413 |
| TITRE VII | Opérations financières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1512 | DÉTTE PUBLIQUE | 5 071 174 969 | 0 | 1 255 454 787 | 6 326 629 756 |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 5 071 174 969 | 0 | 1 255 454 787 | 6 326 629 756 |
| 2 | POUVOIR LEGISLATIF | 3 224 286 515 | 1 400 000 521 | 478 670 998 | 2 302 956 992 |
| 22 | SECTEUR POLITIQUE | 3 224 286 515 | 1 400 000 521 | 478 670 998 | 2 302 956 992 |
| 2211 | SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1 507 866 298 | 768 933 977 | 477 247 084 | 1 216 179 406 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 457 760 601 | 37 987 315 | 0 | 419 773 286 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 770 426 928 | 581 890 205 | 0 | 188 536 723 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 27 673 222 | 0 | 477 247 084 | 504 920 306 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 149 901 789 | 79 960 714 | 0 | 69 941 075 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 102 103 760 | 69 095 744 | 0 | 33 008 016 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

| CODE | INSTITUTION | Crédit initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
|--------------|--|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| TOTAL | | 122 649 683 342 | 18 212 620 371 | 5 299 783 543 | 109 736 846 514 |
| 2212 | CHAMBRE DES DEPUTES | 1 716 420 216 | 631 066 544 | 1 423 913 | 1 086 777 586 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 1 247 849 494 | 569 569 857 | 0 | 678 279 637 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 378 397 616 | 0 | 1 423 913 | 379 821 530 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 13 841 577 | 5 515 158 | 0 | 8 326 419 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 76 331 528 | 55 981 528 | 0 | 20 350 000 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 2 | 1 | 0 | 0 |
| 3 | POUVOIR JUDICIAIRE | 1 096 390 332 | 121 450 467 | 0 | 974 939 866 |
| 32 | SECTEUR POLITIQUE | 1 096 390 332 | 121 450 467 | 0 | 974 939 866 |
| 3211 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 1 096 390 332 | 121 450 467 | 0 | 974 939 866 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 804 332 767 | 8 000 000 | 0 | 796 332 767 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 191 700 851 | 44 376 924 | 0 | 147 323 926 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 56 846 573 | 42 713 932 | 0 | 14 132 640 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 280 190 | 109 774 | 0 | 170 416 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 43 229 952 | 26 249 836 | 0 | 16 980 116 |
| 4 | ORGANISMES INDEPENDANTS | 2 334 211 233 | 415 160 322 | 308 240 552 | 2 227 291 463 |
| 41 | SECTEUR ECONOMIQUE | 577 042 682 | 185 379 | 103 717 030 | 680 574 332 |
| 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX | 577 042 682 | 185 379 | 103 717 030 | 680 574 332 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 386 480 613 | 0 | 18 929 997 | 405 410 610 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 22 397 931 | 0 | 29 376 295 | 51 774 226 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 116 683 165 | 0 | 3 022 088 | 119 705 253 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 766 536 | 185 379 | 0 | 581 157 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 50 714 437 | 0 | 52 388 650 | 103 103 087 |
| 42 | SECTEUR POLITIQUE | 350 733 152 | 9 084 972 | 0 | 341 648 180 |
| 4211 | CONSEIL ELECTORAL | 317 913 665 | 8 388 972 | 0 | 309 524 693 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 273 891 794 | 0 | 0 | 273 891 794 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 27 591 527 | 2 758 630 | 0 | 24 832 898 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 9 430 343 | 4 930 343 | 0 | 4 500 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 7 000 001 | 700 000 | 0 | 6 300 001 |
| 4212 | OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 32 819 487 | 696 000 | 0 | 32 123 487 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 25 859 487 | 0 | 0 | 25 859 487 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 4 359 999 | 436 000 | 0 | 3 923 999 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 600 001 | 260 000 | 0 | 2 340 001 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 43 | SECTEUR SOCIAL | 1 391 435 399 | 397 859 670 | 197 262 022 | 1 190 837 750 |
| 4311 | UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 1 391 435 399 | 397 859 670 | 197 262 022 | 1 190 837 750 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 650 812 033 | 0 | 197 262 022 | 848 074 055 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 515 623 366 | 313 859 670 | 0 | 201 763 696 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 225 000 000 | 84 000 000 | 0 | 141 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 44 | SECTEUR CULTUREL | 15 000 000 | 8 030 300 | 7 261 500 | 14 231 200 |
| 4411 | ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 15 000 000 | 8 030 300 | 7 261 500 | 14 231 200 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 0 | 0 | 7 261 500 | 7 261 500 |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 15 000 000 | 8 030 300 | 0 | 6 969 700 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 0 | 0 | 0 | 0 |

BUDGET RECTIFICATIF DE L'EXERCICE 2014 - 2015

Article 12.- Le tableau des crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, présenté à l'article 31 du budget général 2014-2015 est ainsi modifié :

| PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE | | | |
|--|-------------|---------------|---------------|
| | INTÉRÊT | AMORTISSEMENT | TOTAL |
| TOTAL DETTE PUBLIQUE | 872 291 241 | 5 454 338 515 | 6 326 629 756 |
| 1512-1-DETTE INTERNE | 488 650 494 | 3 148 753 758 | 3 637 404 252 |
| 1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE | 300 000 000 | | 300 000 000 |
| 1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES | 104 196 247 | 151 457 736 | 255 653 983 |
| 1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS | 84 454 247 | 2 997 296 022 | 3 081 750 269 |
| 1512-2-DETTE EXTERNE | 383 640 747 | 2 305 584 757 | 2 689 225 504 |
| 1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE | 25 349 811 | 45 499 320 | 70 849 131 |
| 1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE | 358 290 936 | 2 260 085 437 | 2 618 376 373 |
| 1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES | | | |

CHAPITRE IV


Disposition Finale

Article 13.- Le présent décret abroge tous décrets, ou dispositions de décrets qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 18 mars 2015, An 212^e de l'Indépendance.

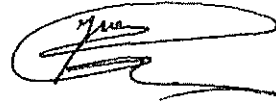
Par :

Le Président



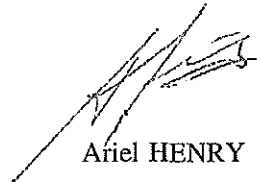
Joseph Michel MARTELLY

Le Premier Ministre



Evans PAUL

Le Ministre de l'Intérieur
et des Collectivités Territoriales



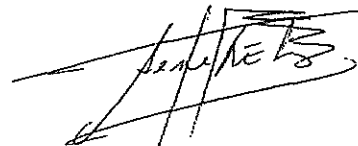
Ariel HENRY

Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique



Pierre Richard CASIMIR

Le Ministre des Affaires Étrangères
et des Cultes



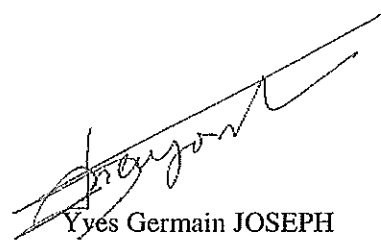
pr Duly BRUTUS

Le Ministre de l'Économie
et des Finances



Wilson LALEAU

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe



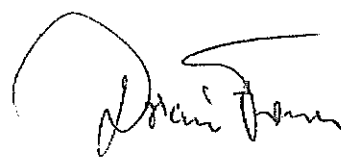
Yves Germain JOSEPH

Le Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Formation Professionnelle



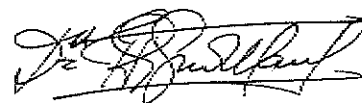
Nesmy MANIGAT

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural



Fresner DORCIN

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population



Florence Duperval GUILLAUME

Le Ministre du Tourisme
et des Industries Créatives



Stéphanie Balmir VILLEDROUIN

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications



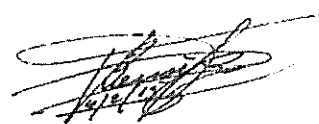
Jacques ROUSSEAU

Le Ministre de la Culture



Dithny Joan RATON

Le Ministre des Affaires Sociales
et du Travail



Victor BENOIT

Le Ministre de l'Environnement

Jean Mary Claude GERMAIN

Le Ministre à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes

Yves Rose MORQUETTE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie

Jude Hervé DAY

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de l'Action Civique

Jimmy ALBERT

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger

Pieriche OLICIER

Le Ministre de la Défense

Lener RENAULD

Le Ministre de la Communication

Rotchild FRANÇOIS JR

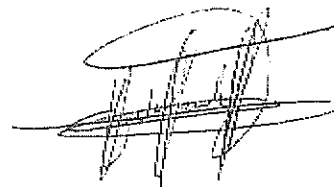
Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre
chargé des questions électorales

Jean Fritz JEAN-LOUIS

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LE DECRET CI-JOINT, PORTANT SUR LE BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 SOIT REVÊTU DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉ, PUBLIÉ ET EXECUTÉ.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 18 mars 2015, An 212^e de l'Indépendance.

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned above the printed name of the President.

Michel Joseph MARTELLY
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**DETAILS DES
DESAFFECTATIONS ET
REAFECTATIONS**

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|-----------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| | TOTAL | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1 | POUVOIR EXECUTIF | 50 349 889 727 | 2 264 022 691 | 3 496 604 274 | 51 592 471 311 | 65 644 905 535 | 15 604 192 329 | 2 608 473 676 | 52 649 186 883 |
| 11 | SECTEUR ECONOMIQUE | 7 870 998 020 | 589 670 416 | 80 355 457 | 7 361 683 060 | 45 067 890 532 | 12 860 292 363 | 1 729 313 066 | 33 536 916 234 |
| 1111 | MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | 880 568 656 | 117 118 904 | 2 599 829 | 766 049 580 | 8 603 552 092 | 2 451 785 922 | 83 810 302 | 6 235 576 472 |
| 11111 | SERVICES INTERNES | 880 568 656 | 117 118 904 | 2 599 829 | 766 049 580 | 8 603 552 092 | 2 451 785 922 | 83 810 302 | 6 235 576 472 |
| 1111-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 141 374 562 | 61 405 138 | 1 099 300 | 81 068 724 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 33 988 084 | 5 487 328 | - | 28 500 756 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 29 074 649 | 19 469 249 | - | 9 605 400 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 1 307 556 | 1 179 417 | - | 128 139 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | 1 099 300 | 1 099 300 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 77 004 274 | 35 269 145 | - | 41 735 129 | - | - | - | - |
| | TITRE VII Opérations financières | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 640 149 305 | 52 242 509 | - | 587 906 796 | 8 558 552 092 | 2 443 785 922 | 83 810 302 | 6 198 576 472 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 263 274 898 | 14 889 237 | - | 248 385 662 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 92 105 088 | 21 104 856 | - | 71 000 232 | 1 288 653 805 | 105 500 002 | - | 1 183 153 803 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 8 009 513 | 5 394 131 | - | 2 615 382 | 6 979 898 287 | 2 338 285 920 | - | 4 641 612 367 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 190 622 773 | 2 050 000 | - | 188 572 773 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 86 137 033 | 8 804 286 | - | 77 332 747 | 290 000 000 | - | 83 810 302 | 373 810 302 |
| 1111-1-13 | CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA) | 57 224 414 | 1 899 706 | - | 55 324 709 | 13 000 000 | 8 000 000 | - | 5 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 38 227 358 | - | - | 38 227 358 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 16 997 056 | 1 899 706 | - | 17 097 351 | 8 000 000 | 8 000 000 | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 5 000 000 | - | - | 5 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-14 | CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC) | 16 787 175 | 1 571 551 | 1 500 529 | 16 716 152 | 5 000 000 | - | - | 5 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 14 576 418 | - | 1 500 529 | 16 076 947 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 2 210 757 | 1 571 551 | - | 639 205 | 5 000 000 | - | - | 5 000 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-15 | CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT. | 25 033 200 | - | - | 25 033 200 | 27 000 000 | - | - | 27 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 20 445 213 | - | - | 20 445 213 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 4 587 987 | - | - | 4 587 987 | 27 000 000 | - | - | 27 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
 DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 241 847 587 | 56 288 524 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 863 |
| 1112 | MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 4 207 380 765 | 285 620 565 | 53 745 319 | 3 975 505 518 | 2 339 033 323 | 169 318 104 | 151 052 919 | 2 320 768 137 |
| 11121 | SERVICES INTERNES | 872 029 170 | 50 624 457 | 47 502 265 | 868 906 978 | 1 754 685 134 | 29 318 104 | 128 104 110 | 1 853 471 141 |
| 1112-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 55 645 568 | - | 52 100 | 55 697 669 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 28 890 475 | - | 52 100 | 28 942 575 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 12 999 861 | - | - | 12 999 861 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 13 755 232 | - | - | 13 755 232 | - | - | - | - |
| 1112-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 661 700 867 | 31 712 562 | 33 439 186 | 663 427 492 | 1 742 685 134 | 29 318 104 | 128 104 110 | 1 841 471 141 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 357 518 794 | - | 11 789 186 | 369 307 981 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 114 202 161 | 25 773 316 | - | 88 428 845 | 320 342 660 | 29 318 104 | - | 291 024 556 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 19 643 015 | 2 540 348 | - | 17 102 667 | 1 390 812 475 | - | 126 704 110 | 1 517 516 585 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 3 936 897 | 3 398 897 | - | 538 000 | 31 500 000 | - | 1 400 000 | 32 900 000 |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 166 400 000 | - | 21 650 000 | 188 050 000 | - | - | - | - |
| 1112-1-19 | FAES | 11 207 610 | 1 120 761 | - | 10 086 849 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 11 207 610 | 1 120 761 | - | 10 086 849 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-21 | UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | 93 336 752 | 15 791 134 | 13 593 275 | 91 198 893 | 6 000 000 | - | - | 6 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 57 824 883 | - | 13 593 275 | 71 418 158 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 35 571 869 | 15 791 134 | - | 19 780 735 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 6 000 000 | - | - | 6 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-22 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | 49 981 172 | 2 000 000 | 417 703 | 48 398 875 | 6 000 000 | - | - | 6 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 34 158 200 | 2 000 000 | - | 32 158 200 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 15 822 972 | - | 417 703 | 16 240 675 | 6 000 000 | - | - | 6 000 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-17 | BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES | 97 200 | - | - | 97 200 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 97 200 | - | - | 97 200 | - | - | - | - |
| 1112-1-28 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR ET BUDGETS ANNEXES | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION**

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 11122 | SERVICES EXTERNES | 3 335 351 595 | 234 996 108 | 6 243 054 | 3 106 598 540 | 584 348 188 | 140 000 000 | 22 948 808 | 457 296 996 |
| 1112-2-13- | INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | 88 168 150 | 265 899 | 302 748 | 88 204 999 | 213 000 000 | 140 000 000 | - | 73 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 66 366 636 | 1 | - | 66 366 635 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 11 030 149 | - | 302 748 | 11 332 897 | 213 000 000 | 140 000 000 | - | 73 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 808 030 | 225 803 | - | 1 582 227 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 40 095 | 40 095 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 8 923 240 | - | 0 | 8 923 240 | - | - | - | - |
| 1112-2-14- | DIRECTION GENERALE DU BUDGET | 117 691 192 | 0 | 2 500 000 | 120 191 191 | 5 000 000 | - | 10 000 000 | 15 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 78 228 485 | - | - | 78 228 485 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 26 513 564 | 0 | - | 26 513 564 | 5 000 000 | - | - | 5 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 726 881 | - | 140 779 | 2 867 660 | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 10 222 262 | - | 2 359 221 | 12 581 483 | - | - | - | - |
| 1112-2-15- | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 1 106 136 805 | 65 137 732 | - | 1 040 999 073 | 183 144 796 | - | 5 695 324 | 188 840 120 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 658 144 160 | - | - | 658 144 160 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 276 631 486 | 26 681 205 | - | 249 950 281 | 25 000 000 | - | - | 25 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 43 635 793 | 17 732 126 | - | 25 903 667 | 168 144 796 | - | 5 695 324 | 173 840 120 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 300 000 | 119 238 | - | 180 762 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 117 425 366 | 20 605 163 | - | 96 820 204 | - | - | - | - |
| 1112-2-16- | ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | 1 942 461 929 | 165 436 103 | 3 436 103 | 1 780 461 929 | 173 203 392 | - | 7 253 484 | 180 456 876 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 727 395 954 | - | 3 436 103 | 730 832 056 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 989 032 858 | 151 536 104 | - | 837 496 754 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 117 373 951 | 249 999 | - | 117 123 952 | 173 203 392 | - | 7 253 484 | 180 456 876 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 4 669 838 | 1 500 000 | - | 3 169 838 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 0 | 0 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 103 989 328 | 12 150 000 | - | 91 839 328 | - | - | - | - |
| 1112-2-25- | INSPECTION GENERALE DES FINANCES | 80 893 518 | 4 156 374 | 4 203 | 76 741 347 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 41 400 933 | - | - | 41 400 933 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 23 711 276 | 1 400 001 | - | 22 311 275 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 563 846 | 2 504 203 | - | 1 059 643 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 252 171 | 252 171 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 11 965 292 | - | 4 203 | 11 969 496 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|-----------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| | TOTAL | 56 026 598 247 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 893 |
| 1113 | MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL | 829 693 349 | 41 363 765 | 188 829 | 788 518 414 | 6 663 168 509 | 883 102 200 | - | 5 780 066 309 |
| 11131 | SERVICES INTERNES | 829 693 349 | 41 363 765 | 188 829 | 788 518 414 | 6 663 168 509 | 883 102 200 | - | 5 780 066 309 |
| 1113-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 74 066 161 | 6 592 376 | - | 67 473 785 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 33 235 774 | - | - | 33 235 774 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 4 397 610 | 2 625 059 | - | 1 772 552 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 2 249 565 | 459 391 | - | 1 810 174 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 1 018 025 | 211 407 | - | 806 618 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 33 165 187 | 3 316 519 | - | 29 848 668 | - | - | - | - |
| 1113-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 570 240 689 | 32 888 270 | - | 537 352 419 | 6 663 168 509 | 883 102 200 | - | 5 780 066 309 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 487 731 245 | - | - | 487 731 245 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 64 011 472 | 31 038 473 | - | 32 972 999 | 1 159 600 418 | 60 000 000 | - | 1 099 600 418 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 9 530 062 | 953 006 | - | 8 577 056 | 3 522 357 835 | 357 488 000 | - | 3 164 869 835 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | 1 981 210 256 | 465 614 200 | - | 1 515 596 056 |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 8 967 910 | 896 791 | - | 8 071 119 | - | - | - | - |
| 1113-1-13 | ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | 98 283 006 | - | 188 829 | 98 471 835 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 91 623 243 | - | - | 91 623 243 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 6 659 762 | - | 188 829 | 6 848 591 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1113-1-14 | INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE | 63 754 306 | 1 230 386 | - | 62 523 920 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 51 450 445 | - | - | 51 450 445 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 12 303 861 | 1 230 386 | - | 11 073 475 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1113-1-16 | INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH) | 9 339 676 | 121 079 | - | 9 218 595 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 8 128 880 | - | - | 8 128 880 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 1 210 795 | 121 079 | - | 1 089 715 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1113-1-17 | ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN) | 14 009 513 | 531 653 | - | 13 477 860 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 8 694 000 | 102 | - | 8 693 898 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 5 315 513 | 531 551 | - | 4 783 962 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1114 | MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 955 005 260 | 77 618 920 | 4 878 096 | 882 264 437 | 24 975 988 201 | 8 369 087 464 | 1 326 454 845 | 17 933 355 582 |
| 11141 | SERVICES INTERNES | 955 005 260 | 77 618 920 | 4 878 096 | 882 264 437 | 24 975 988 201 | 8 369 087 464 | 1 326 454 845 | 17 933 355 582 |
| 1114-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 59 828 712 | 15 171 779 | - | 44 656 933 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 42 363 366 | 1 829 006 | - | 40 534 360 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 9 147 431 | 6 756 501 | - | 2 390 930 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 7 150 455 | 5 818 812 | - | 1 331 643 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 700 476 | 350 476 | - | 350 000 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 466 984 | 416 984 | - | 50 000 | - | - | - | - |
| 1114-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 536 878 364 | 47 630 068 | - | 489 248 296 | 22 689 267 626 | 7 729 366 889 | 71 734 270 | 15 031 635 007 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 375 786 176 | 10 927 660 | - | 364 858 517 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 153 146 351 | 29 549 730 | - | 123 596 622 | 200 663 000 | - | 66 564 270 | 267 227 270 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 3 164 749 | 2 644 092 | - | 520 657 | 22 488 604 626 | 7 729 366 889 | - | 14 759 237 737 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | 5 170 000 | 5 170 000 |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 4 781 086 | 4 598 586 | - | 272 500 | - | - | - | - |
| 1114-1-15 | LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL. | 22 535 083 | 336 120 | 693 396 | 22 892 360 | 10 000 000 | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 19 173 927 | - | 693 396 | 19 867 323 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 3 361 156 | 336 120 | - | 3 025 037 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 10 000 000 | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-16 | OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | 48 031 809 | 614 939 | - | 47 416 870 | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 41 882 425 | 0 | - | 41 882 425 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 6 149 384 | 614 938 | - | 5 534 446 | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-17 | SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION | 28 738 139 | 914 906 | - | 27 823 233 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 19 569 060 | - | - | 19 569 060 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 9 149 058 | 914 906 | - | 8 234 152 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 588 347 | 3 579 911 203 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1114-1-18- | CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS | 7 740 558 | 474 284 | - | 7 266 274 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 7 255 598 | 416 181 | - | 6 839 417 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 484 060 | 58 104 | - | 426 856 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-19- | BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | 48 604 037 | 917 285 | - | 47 686 752 | 35 000 000 | - | - | 35 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 39 431 184 | - | - | 39 431 184 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 9 172 853 | 917 285 | - | 8 255 568 | 35 000 000 | - | - | 35 000 000 |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-20- | FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER | 4 994 417 | 487 469 | - | 4 506 948 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 119 730 | - | - | 119 730 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 4 874 687 | 487 469 | - | 4 387 218 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-21- | CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | 140 095 130 | 5 885 034 | - | 134 210 096 | 315 000 000 | - | 625 000 000 | 940 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 81 244 800 | - | - | 81 244 799 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 58 850 330 | 5 885 033 | - | 52 965 297 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | 315 000 000 | - | 625 000 000 | 940 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-22- | DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | 57 559 011 | 5 187 036 | 4 184 700 | 56 556 675 | 1 916 720 575 | 624 720 575 | 629 720 575 | 1 921 720 575 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 52 722 683 | 5 187 036 | - | 47 535 647 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 4 836 328 | - | 4 184 700 | 9 021 028 | - | - | 629 720 575 | 629 720 575 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | 1 916 720 575 | 624 720 575 | - | 1 292 000 000 |
| 1115 | MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE | 502 918 871 | 33 632 343 | 11 231 760 | 480 518 288 | 801 627 332 | 264 190 106 | - | 537 437 226 |
| 11151 | SERVICES INTERNES | 502 918 871 | 33 632 343 | 11 231 760 | 480 518 288 | 801 627 332 | 264 190 106 | - | 537 437 226 |
| 1115-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 54 723 463 | 6 160 579 | - | 48 562 884 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 33 920 467 | - | - | 33 920 467 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 15 264 999 | 3 830 760 | - | 11 434 239 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | 4 173 263 | 1 001 586 | - | 3 171 677 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 1 364 732 | 1 328 232 | - | 36 500 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1115-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 244 129 412 | 7 204 466 | - | 236 924 946 | 801 627 332 | 264 190 106 | - | 537 437 226 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 214 076 111 | - | - | 214 076 111 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 21 758 002 | 2 827 560 | - | 18 930 442 | 103 723 728 | 10 000 000 | - | 93 723 728 |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | 4 421 711 | 2 539 819 | - | 1 881 892 | 328 107 904 | 95 000 000 | - | 233 107 904 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 373 587 | 337 087 | - | 36 500 | 369 795 700 | 159 190 106 | - | 210 605 594 |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 3 500 000 | 1 500 000 | - | 2 000 000 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| | TOTAL | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 652 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 063 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1115-1-13- | OFFICE DES POSTES | 56 038 052 | 1 196 158 | 487 776 | 55 329 670 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 44 076 474 | - | 487 776 | 44 564 250 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 11 961 578 | 1 196 158 | - | 10 765 420 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1115-1-15- | DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES | 31 773 994 | 2 501 828 | 941 483 | 30 213 649 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 15 229 067 | - | 941 483 | 16 170 550 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 16 544 927 | 2 501 828 | - | 14 043 099 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1115-1-16- | CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI) | 116 253 951 | 16 569 313 | 9 802 501 | 109 487 139 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 38 783 333 | - | 9 802 501 | 48 585 834 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 77 470 618 | 16 569 313 | - | 60 901 305 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1116 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | 329 764 650 | 27 948 951 | 6 482 653 | 308 298 352 | 875 897 310 | 293 000 000 | 168 000 000 | 750 897 310 |
| 11161 | SERVICES INTERNES | 329 764 650 | 27 948 951 | 6 482 653 | 308 298 352 | 875 897 310 | 293 000 000 | 168 000 000 | 750 897 310 |
| 1116-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 77 852 288 | 4 652 504 | 6 334 196 | 79 633 980 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 49 449 032 | - | - | 49 449 032 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 13 084 169 | - | 6 334 196 | 19 418 365 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 15 319 088 | 4 652 504 | - | 10 666 583 | - | - | - | - |
| 1116-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 251 912 362 | 23 296 447 | 148 457 | 228 764 372 | 875 897 310 | 293 000 000 | 168 000 000 | 750 897 310 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 159 273 464 | - | - | 159 273 464 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 46 701 123 | - | 148 457 | 46 849 580 | 15 000 000 | - | 168 000 000 | 183 000 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 14 326 822 | 3 659 466 | - | 10 667 355 | 860 897 310 | 293 000 000 | - | 567 897 310 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 27 442 585 | 19 483 011 | - | 7 959 574 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 4 168 368 | 153 968 | - | 4 014 400 | - | - | - | - |
| 1117 | MINISTERE DU TOURISME | 165 666 469 | 8 366 968 | 1 228 971 | 160 528 471 | 808 623 765 | 429 808 566 | - | 378 815 199 |
| 11171 | SERVICES INTERNES | 165 666 469 | 8 366 968 | 1 228 971 | 160 528 471 | 808 623 765 | 429 808 566 | - | 378 815 199 |
| 1117-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 28 284 054 | 5 132 942 | - | 23 151 111 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 16 137 421 | 53 753 | - | 16 083 668 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 10 686 666 | 4 217 901 | - | 6 468 767 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 700 000 | 101 323 | - | 598 677 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 571 000 | 571 000 | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 188 955 | 188 965 | - | - | - | - | - | - |
| 1117-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 112 207 372 | 1 234 025 | 1 228 970 | 112 202 317 | 808 623 765 | 429 808 566 | - | 378 815 199 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 75 361 991 | 0 | - | 75 361 991 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 26 464 693 | - | 1 228 970 | 27 693 663 | 580 392 365 | 407 408 566 | - | 172 985 799 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 4 080 038 | 37 851 | - | 4 042 187 | 228 231 400 | 22 400 000 | - | 205 831 400 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 629 000 | 629 000 | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 5 671 740 | 567 174 | - | 5 104 566 | - | - | - | - |
| 1117-1-13- | ECOLE HOTELIERE | 25 175 043 | 0 | 0 | 25 175 043 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 15 175 043 | - | 0 | 15 175 043 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 10 000 000 | 0 | - | 10 000 000 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION**

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--|-------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 9 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 12 SECTEUR POLITIQUE | | 15 252 070 529 | 652 979 050 | 518 813 874 | 15 117 705 353 | 3 935 007 684 | 908 200 000 | 232 565 566 | 3 259 773 250 |
| 1211 MINISTERE DE LA JUSTICE | | 8 458 629 017 | 62 799 486 | 306 307 837 | 8 700 137 368 | 1 316 207 684 | 46 000 000 | 126 765 566 | 1 396 973 250 |
| 12111 SERVICES INTERNES | | 1 657 684 250 | 62 799 481 | 6 307 837 | 1 601 192 606 | 567 507 445 | 5 000 000 | 1 500 000 | 564 007 445 |
| 1211-1-11- BUREAU DU MINISTRE | | 44 960 575 | 7 195 975 | - | 37 764 599 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 26 823 147 | - | - | 26 823 147 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 6 999 177 | 711 008 | - | 6 288 168 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | | 6 214 813 | 4 311 481 | - | 1 903 331 | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | 1 867 935 | 1 867 935 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | 3 055 503 | 305 551 | - | 2 749 953 | - | - | - | - |
| 1211-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 1 332 901 714 | 40 569 167 | - | 1 292 332 548 | 567 507 445 | 5 000 000 | 1 500 000 | 564 007 445 |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 1 039 250 138 | 2 500 000 | - | 1 036 750 138 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 170 042 155 | 14 504 216 | - | 155 537 940 | 428 507 445 | 5 000 000 | - | 423 507 445 |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | | 45 495 824 | 4 735 724 | - | 40 760 100 | 139 000 000 | - | 1 500 000 | 140 500 000 |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | 4 669 838 | 4 669 838 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V Service de la Dette Publique | | 0 | 0 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | 73 443 760 | 14 159 389 | - | 59 284 370 | - | - | - | - |
| 1211-1-17- UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS | | 47 165 360 | 7 263 776 | 6 307 837 | 46 209 422 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 31 258 138 | - | 6 307 837 | 37 605 975 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 15 867 222 | 7 263 776 | - | 8 603 447 | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1211-1-18- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE | | 56 972 019 | 3 175 762 | - | 53 796 257 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 25 214 402 | - | - | 25 214 402 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | 31 757 617 | 3 175 762 | - | 28 581 855 | - | - | - | - |
| 1211-1-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION | | 140 095 130 | 3 000 001 | - | 137 095 129 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 110 095 121 | - | - | 110 095 121 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 30 000 009 | 3 000 001 | - | 27 000 008 | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1211-1-20- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1211-1-21- ECOLE DE LA MAGISTRATURE | | 35 589 452 | 1 594 801 | - | 33 994 651 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 19 641 441 | - | - | 19 641 441 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 15 948 011 | 1 594 801 | - | 14 353 210 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 12112 SERVICES EXTERNES | | 6 798 944 767 | 5 | 300 000 000 | 7 098 944 762 | 748 700 239 | 41 000 000 | 125 265 566 | 832 965 805 |
| 1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI | | 6 798 944 767 | 5 | 300 000 000 | 7 098 944 762 | 748 700 239 | 41 000 000 | 125 265 566 | 832 965 805 |
| TITRE I Dépenses de Personnel | | 5 402 285 000 | 5 | - | 5 402 284 995 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | | 1 189 363 305 | - | 200 000 000 | 1 389 363 305 | 178 954 654 | - | 47 000 000 | 225 954 654 |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | | 31 999 999 | - | - | 31 999 999 | 524 745 585 | - | 78 265 566 | 603 011 151 |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | | 35 296 463 | - | - | 35 296 463 | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | | 140 000 000 | - | 100 000 000 | 240 000 000 | 45 000 000 | 41 000 000 | - | 4 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 55 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1212 | MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | 91 553 293 | 15 282 761 | 1 038 577 | 77 309 109 | 40 000 000 | 16 000 000 | - | 24 000 000 |
| 12121 | SERVICES INTERNES | 91 553 293 | 15 282 761 | 1 038 577 | 77 309 109 | 40 000 000 | 16 000 000 | - | 24 000 000 |
| 1212-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 26 321 866 | 2 019 617 | 189 514 | 24 491 862 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 12 125 697 | - | - | 12 125 697 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 2 722 106 | - | 189 514 | 2 911 620 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 140 095 | 95 | - | 140 000 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 11 333 967 | 2 019 422 | - | 9 314 545 | - | - | - | - |
| 1212-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 65 231 428 | 13 263 244 | 849 063 | 52 817 247 | 40 000 000 | 16 000 000 | - | 24 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 33 772 069 | - | - | 33 772 069 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 14 001 300 | - | 849 063 | 14 850 363 | 40 000 000 | 16 000 000 | - | 24 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 208 051 | 3 077 066 | - | 130 985 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 14 250 007 | 10 186 178 | - | 4 063 829 | - | - | - | - |
| 1213 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | 2 267 356 745 | 31 687 579 | 31 523 993 | 2 267 193 160 | - | - | - | - |
| 12131 | SERVICES INTERNES | 2 267 356 745 | 31 687 579 | 31 523 993 | 2 267 193 160 | - | - | - | - |
| 1213-1-11 | BUREAU DU MINISTRE | 81 446 829 | 7 613 828 | - | 73 833 001 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 69 000 109 | - | - | 69 000 109 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 11 446 721 | 6 613 828 | - | 4 832 893 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1213-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 2 185 909 916 | 24 073 751 | 31 523 993 | 2 193 360 158 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 215 666 009 | - | - | 215 666 009 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 94 936 039 | 11 752 131 | - | 83 183 908 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 39 053 105 | 12 321 619 | - | 26 731 486 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 836 254 763 | - | 31 523 993 | 1 867 778 756 | - | - | - | - |
| 1214 | LA PRESIDENCE | 1 303 958 690 | 93 275 505 | 49 599 999 | 1 260 283 183 | - | - | - | - |
| 12141 | SERVICES INTERNES | 1 303 958 690 | 93 275 505 | 49 599 999 | 1 260 283 183 | - | - | - | - |
| 1214-1-11 | BUREAU DU PRESIDENT | 315 449 069 | 28 273 445 | 20 199 999 | 307 375 623 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 168 749 069 | - | 6 199 999 | 176 949 068 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 0 | 0 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 98 700 000 | 28 273 445 | - | 70 426 555 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 48 000 000 | - | 12 000 000 | 60 000 000 | - | - | - | - |
| 1214-1-12 | ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL | 480 139 319 | 65 002 058 | - | 415 137 261 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 87 034 516 | - | - | 87 034 516 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 230 093 934 | 9 800 001 | - | 220 293 933 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 7 472 690 | 1 073 230 | - | 6 399 460 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 409 354 | 2 | - | 1 409 352 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 154 128 825 | 54 128 825 | - | 100 000 000 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
 DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1214-1-13- | SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL | 462 770 301 | 2 | 5 400 000 | 468 170 299 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 261 085 888 | - | 5 000 000 | 266 085 888 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 56 420 838 | - | 400 000 | 56 820 838 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 1 263 573 | 1 | - | 1 263 572 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 144 000 001 | 1 | - | 144 000 000 | - | - | - | - |
| 1214-1-14- | DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT | 45 600 000 | - | 24 000 000 | 69 600 000 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 45 600 000 | - | 24 000 000 | 69 600 000 | - | - | - | - |
| 1215 | BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 1 481 275 736 | 153 936 558 | 33 753 769 | 1 361 092 947 | 545 000 000 | - | 106 200 000 | 651 200 000 |
| 12151 | SERVICES INTERNES | 1 441 702 271 | 152 391 411 | 33 753 769 | 1 323 064 630 | 545 000 000 | - | 106 200 000 | 651 200 000 |
| 1215-1-11- | BUREAU DU PREMIER MINISTRE | 338 033 094 | 22 556 919 | - | 315 476 175 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 212 243 382 | - | - | 212 243 382 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 67 192 085 | 14 579 831 | - | 52 612 254 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 31 882 497 | 7 977 088 | - | 23 905 409 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 26 715 129 | - | - | 26 715 129 | - | - | - | - |
| 1215-1-12- | ADMINISTRATION GENERALE | 789 059 880 | 87 831 742 | 6 100 278 | 707 328 416 | 530 000 000 | - | 106 200 000 | 636 200 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 167 865 023 | 2 000 000 | - | 165 865 023 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 135 155 018 | 9 151 434 | - | 126 003 584 | 510 000 000 | - | 106 200 000 | 616 200 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 52 485 536 | 28 946 789 | - | 23 538 747 | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 125 416 673 | 47 733 519 | - | 77 683 154 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 308 137 630 | - | 6 100 278 | 314 237 908 | - | - | - | - |
| 1215-1-13- | DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE | 42 028 539 | 4 202 854 | - | 37 825 685 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 42 028 539 | 4 202 854 | - | 37 825 685 | - | - | - | - |
| 1215-1-16- | CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | 37 424 734 | - | 63 763 | 37 488 497 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 26 562 367 | - | - | 26 562 367 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 10 862 367 | - | 63 763 | 10 926 130 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1-17- | COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE | 23 349 188 | 458 707 | - | 22 890 481 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 18 762 120 | 1 | - | 18 762 119 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 4 587 068 | 458 707 | - | 4 128 361 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1-18- | BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL | 16 053 968 | - | 8 000 000 | 24 053 968 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 10 504 968 | - | - | 10 504 968 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 5 549 000 | - | 8 000 000 | 13 549 000 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 895 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1215-1-19- | COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS | 88 726 915 | 21 368 448 | 19 589 728 | 86 948 195 | 15 000 000 | - | - | 15 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 51 350 000 | - | 19 589 728 | 70 939 728 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 37 376 915 | 21 368 448 | - | 16 008 467 | 15 000 000 | - | - | 15 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1-21- | CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE | 65 377 726 | 13 177 726 | - | 52 200 000 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 65 377 726 | 13 177 726 | - | 52 200 000 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1-22- | BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA | 22 501 893 | 880 381 | - | 21 621 512 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 15 350 283 | 165 220 | - | 15 185 063 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 7 151 610 | 715 161 | - | 6 436 449 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1-23- | APPUI A LA FORMATION | 19 146 334 | 1 914 633 | - | 17 231 701 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 19 146 334 | 1 914 633 | - | 17 231 701 | - | - | - | - |
| 12152 | SERVICES EXTERNES | 39 573 465 | 1 545 147 | - | 38 028 317 | - | - | - | - |
| 1215-2-14- | CEFOPAFOP | 24 508 102 | 1 345 147 | - | 23 162 954 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 11 056 631 | 0 | - | 11 056 631 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 13 451 471 | 1 345 147 | - | 12 106 324 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-2-20- | BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES | 15 065 363 | 200 000 | - | 14 865 363 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 12 932 183 | 160 000 | - | 12 752 183 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 2 133 180 | 20 000 | - | 2 113 180 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216 | MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 1 426 875 160 | 244 736 408 | 79 897 388 | 1 262 036 140 | 2 013 800 000 | 846 200 000 | - | 1 167 600 000 |
| 12161 | SERVICES INTERNES | 1 426 875 160 | 244 736 408 | 79 897 388 | 1 262 036 140 | 2 013 800 000 | 846 200 000 | - | 1 167 600 000 |
| 1216-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 139 275 618 | 45 118 989 | - | 94 156 629 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 77 897 427 | 21 461 801 | - | 56 435 626 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 8 978 027 | 5 351 359 | - | 3 596 669 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 1 419 130 | 1 419 130 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 2 005 031 | 2 005 031 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 48 973 003 | 14 848 668 | - | 34 124 334 | - | - | - | - |
| 1216-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 872 260 738 | 160 438 690 | 58 281 438 | 770 103 486 | 2 013 800 000 | 846 200 000 | - | 1 167 600 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 454 315 036 | 28 895 184 | - | 425 619 853 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 132 075 679 | - | 58 281 438 | 190 357 317 | 1 111 500 000 | 529 700 000 | - | 581 800 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 9 875 371 | 3 817 307 | - | 6 058 064 | 880 300 000 | 311 500 000 | - | 568 800 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 275 994 452 | 127 931 200 | - | 148 053 252 | 22 000 000 | 5 000 000 | - | 17 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | INVESTISSEMENT | | | | |
|-------------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| | TOTAL | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 268 534 632 | 66 623 084 995 | 16 253 246 789 | 3 083 473 676 | 52 448 311 883 |
| 1216-1-15- | ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL | 6 438 882 | - | 1 615 951 | 8 054 833 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 5 648 200 | - | 1 220 610 | 6 868 810 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 790 682 | - | 395 341 | 1 186 023 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-17- | SMCRS | 408 899 922 | 39 178 729 | 19 999 999 | 389 721 192 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 159 992 632 | - | 19 999 999 | 179 992 631 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 248 907 290 | 39 178 729 | - | 209 728 561 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1217 | MINISTERE DE LA DEFENSE | 224 421 887 | 51 260 753 | 16 492 311 | 189 653 445 | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| 12171 | SERVICES INTERNES | 224 421 887 | 51 260 753 | 16 492 311 | 189 653 445 | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| 1217-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 118 834 910 | 27 170 005 | 16 492 311 | 109 157 216 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 17 592 438 | - | 2 456 135 | 20 048 573 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 15 060 599 | 4 209 033 | - | 10 851 567 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 3 343 604 | 3 343 604 | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 79 017 368 | 19 617 368 | - | 59 400 000 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 4 820 901 | - | 14 036 176 | 18 857 077 | - | - | - | - |
| 1217-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 104 586 977 | 24 090 748 | - | 80 496 229 | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 60 665 481 | 2 456 135 | - | 58 209 346 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 10 095 403 | 3 405 296 | - | 15 690 108 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 13 297 716 | 11 925 440 | - | 1 372 276 | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 1 494 348 | 864 348 | - | 630 000 | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 10 033 628 | 5 439 529 | - | 4 594 099 | - | - | - | - |
| 13 | SECTEUR SOCIAL | 14 708 620 589 | 518 620 854 | 481 346 593 | 14 651 346 328 | 16 078 254 401 | 1 642 249 966 | 646 190 045 | 15 032 794 480 |
| 1311 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS. | 9 852 014 628 | 294 081 337 | 360 081 337 | 9 918 014 628 | 10 525 260 086 | 334 051 546 | 90 287 712 | 10 281 496 252 |
| 13111 | SERVICES INTERNES | 9 852 014 628 | 294 081 337 | 360 081 337 | 9 918 014 628 | 10 525 260 086 | 334 051 546 | 90 287 712 | 10 281 496 252 |
| 1311-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 485 857 951 | 4 000 001 | 0 | 481 857 950 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 134 968 114 | - | - | 134 968 114 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 17 665 924 | - | - | 17 665 924 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 691 136 | - | 0 | 691 136 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 302 178 832 | 4 000 000 | - | 298 178 832 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 30 353 945 | - | 0 | 30 353 945 | - | - | - | - |
| 1311-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 9 078 983 813 | 286 751 335 | 316 081 336 | 9 108 313 814 | 10 313 002 520 | 282 793 980 | 56 144 222 | 10 086 352 762 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 6 328 985 521 | - | 264 000 000 | 7 092 985 521 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 1 145 630 106 | - | 52 081 336 | 1 197 711 442 | 8 698 451 329 | 282 793 980 | - | 8 415 657 349 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 79 429 364 | 15 194 515 | - | 64 234 849 | - | - | 38 300 000 | 38 300 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 487 936 337 | 52 581 335 | - | 435 355 002 | 1 614 551 191 | - | 17 844 222 | 1 632 395 413 |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | 27 000 | - | - | 27 000 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 536 975 485 | 218 975 485 | - | 318 000 000 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
 DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1311-1-15- COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO | 16 943 178 | - | 1 | 16 943 179 | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | 14 870 738 | - | - | 14 870 738 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 2 072 440 | - | 1 | 2 072 441 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-17- INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | 280 890 011 | 1 | 44 000 000 | 304 890 010 | 212 257 566 | 51 257 566 | 34 143 489 | 195 143 489 |
| TITRE I Dépenses de Personnel | 209 447 339 | - | 36 000 000 | 245 447 339 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 51 442 671 | 1 | - | 51 442 671 | 212 257 566 | 51 257 566 | - | 161 000 000 |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | 34 143 489 | 34 143 489 |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | 8 000 000 | 8 000 000 | - | - | - | - |
| 1311-1-18- OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT | 9 339 675 | 3 330 000 | - | 6 009 675 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 9 339 675 | 3 330 000 | - | 6 009 675 | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1312 MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES | 908 089 397 | 113 588 539 | 81 262 436 | 875 763 294 | 2 705 332 395 | 284 500 000 | 24 500 000 | 2 445 332 395 |
| 13121 SERVICES INTERNES | 908 089 397 | 113 588 539 | 81 262 436 | 875 763 294 | 2 705 332 395 | 284 500 000 | 24 500 000 | 2 445 332 395 |
| 1312-1-11- BUREAU DU MINISTRE | 114 467 020 | 9 488 541 | 6 242 807 | 111 221 287 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | 94 436 176 | - | 5 431 733 | 99 867 909 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 6 934 241 | - | 811 074 | 7 745 315 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | 933 967 | 933 967 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | 12 162 636 | 8 554 574 | - | 3 608 062 | - | - | - | - |
| 1312-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 594 055 124 | 96 921 305 | 75 019 629 | 572 153 448 | 2 705 332 395 | 284 500 000 | 24 500 000 | 2 445 332 395 |
| TITRE I Dépenses de Personnel | 393 120 273 | - | 70 580 410 | 463 700 683 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 67 161 128 | - | 4 439 219 | 71 600 347 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 36 274 141 | 20 490 043 | - | 15 784 098 | 1 464 332 395 | 284 500 000 | - | 1 179 832 395 |
| TITRE IV Dépenses de Transferts | 6 520 358 | 6 520 358 | - | - | 1 241 000 000 | - | 24 500 000 | 1 265 500 000 |
| TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | 90 979 224 | 69 910 903 | - | 21 068 321 | - | - | - | - |
| 1312-1-13- INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES | 52 836 375 | 1 023 721 | - | 51 812 654 | - | - | - | - |
| TITRE I Dépenses de Personnel | 42 599 161 | - | - | 42 599 161 | - | - | - | - |
| TITRE II Dépenses de Biens et Services | 10 237 214 | 1 023 721 | - | 9 213 493 | - | - | - | - |
| TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 247 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1312-1-14- | E.P.P.L.S | 50 078 929 | 1 270 454 | - | 48 808 475 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 37 374 394 | - | - | 37 374 394 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 12 704 535 | 1 270 454 | - | 11 434 082 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1312-1-15- | OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION | 56 958 329 | 2 093 600 | - | 54 864 730 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 36 022 334 | - | - | 36 022 334 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 20 935 995 | 2 093 600 | - | 18 842 396 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE V Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1312-1-17- | BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES | 39 693 620 | 2 790 919 | - | 36 902 701 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 39 693 620 | 2 790 919 | - | 36 902 701 | - | - | - | - |
| 1313 | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | 3 344 423 490 | 31 335 567 | 8 734 278 | 3 321 822 201 | 2 394 261 920 | 720 698 420 | 522 202 333 | 2 195 765 833 |
| 13131 | SERVICES INTERNES | 3 344 423 490 | 31 335 567 | 8 734 278 | 3 321 822 201 | 2 394 261 920 | 720 698 420 | 522 202 333 | 2 195 765 833 |
| 1313-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 73 475 801 | 7 321 863 | - | 66 153 937 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 61 801 530 | 53 227 | - | 61 748 303 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 6 461 682 | 4 792 812 | - | 1 668 870 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 3 176 719 | 439 954 | - | 2 736 765 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 2 035 870 | 2 035 870 | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 3 268 547 690 | 23 779 702 | 8 734 278 | 3 253 508 265 | 2 394 261 920 | 720 698 420 | 522 202 333 | 2 195 765 833 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 2 927 920 827 | 2 404 534 | - | 2 925 516 293 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 260 594 879 | - | 8 734 278 | 269 329 157 | 878 254 920 | 720 698 420 | - | 157 556 500 |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | 43 843 049 | 15 621 368 | - | 28 221 682 | 1 516 007 000 | - | 522 202 333 | 2 038 209 333 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 5 085 453 | 2 637 452 | - | 2 448 001 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 31 103 481 | 3 110 348 | - | 27 993 133 | - | - | - | - |
| 1313-1-14- | SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS | 2 400 000 | 240 001 | - | 2 159 999 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 2 400 000 | 240 001 | - | 2 159 999 | - | - | - | - |
| 1314 | MINISTERE A LA CONDITION FEMININE | 130 232 820 | 5 018 078 | 5 956 004 | 131 170 746 | 42 000 000 | 5 000 000 | - | 37 000 000 |
| 13141 | SERVICES INTERNES | 130 232 820 | 5 018 078 | 5 956 004 | 131 170 746 | 42 000 000 | 5 000 000 | - | 37 000 000 |
| 1314-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 37 230 579 | 1 383 705 | 892 958 | 36 739 832 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 27 982 932 | - | 747 272 | 28 650 204 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 2 183 564 | - | 145 686 | 2 334 250 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'immobilisations | 1 934 919 | 729 798 | - | 1 206 121 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 149 435 | 149 435 | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 5 054 730 | 505 473 | - | 4 549 257 | - | - | - | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION**

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | INVESTISSEMENT | | | | |
|-------------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 596 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 887 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1314-1-12- | DIRECTION GENERALE | 93 002 241 | 3 634 373 | 5 063 045 | 94 430 914 | 42 000 000 | 5 000 000 | - | 37 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 76 602 522 | 747 272 | - | 75 855 250 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 12 052 808 | - | 5 063 045 | 17 115 854 | 27 000 000 | - | - | 27 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 559 001 | 2 381 141 | - | 177 860 | 15 000 000 | 5 000 000 | - | 10 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 186 794 | 186 794 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 601 116 | 319 166 | - | 1 281 950 | - | - | - | - |
| 1315 | MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L | 473 860 254 | 74 597 333 | 5 312 539 | 404 575 459 | 412 000 000 | 298 000 000 | 9 200 000 | 123 200 000 |
| | ACTION CIVIQUE | | | | | | | | |
| 13151 | SERVICES INTERNES | 473 860 254 | 74 597 333 | 5 312 539 | 404 575 459 | 412 000 000 | 298 000 000 | 9 200 000 | 123 200 000 |
| 1315-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 91 234 260 | 10 606 219 | 5 312 539 | 85 940 580 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 71 297 207 | - | 5 312 539 | 76 609 746 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 12 249 653 | 3 070 569 | - | 9 179 084 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 166 688 | 54 938 | - | 111 750 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 783 000 | 1 783 000 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 5 737 712 | 5 697 712 | - | 40 000 | - | - | - | - |
| 1315-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 382 625 993 | 63 991 114 | 0 | 318 634 879 | 412 000 000 | 298 000 000 | 9 200 000 | 123 200 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 223 474 021 | - | 0 | 223 474 021 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 97 025 998 | 49 260 415 | - | 47 765 583 | 94 000 000 | - | 9 200 000 | 103 200 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 15 601 522 | 7 162 436 | - | 8 439 084 | 318 000 000 | 298 000 000 | - | 20 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 3 195 350 | 3 195 350 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 43 329 102 | 4 372 910 | - | 38 956 192 | - | - | - | - |
| 14 | SECTEUR CULTUREL | 1 390 586 516 | 52 252 370 | 68 374 151 | 1 406 708 297 | 563 152 920 | 193 450 000 | - | 369 702 919 |
| 1411 | MINISTERE DES CULTES | 136 701 513 | 9 694 699 | 6 332 527 | 133 339 341 | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| 14111 | SERVICES INTERNES | 136 701 513 | 9 694 699 | 6 332 527 | 133 339 341 | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| 1411-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 136 701 513 | 9 694 699 | 6 332 527 | 133 339 341 | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 66 580 273 | - | 6 332 527 | 72 912 800 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 11 185 603 | 5 936 848 | - | 5 248 755 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 3 582 705 | 3 582 705 | - | - | 10 000 000 | 10 000 000 | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 54 777 786 | - | - | 54 777 786 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 575 146 | 175 146 | - | -400 000 | - | - | - | - |
| 1412 | MINISTERE DE LA CULTURE | 982 682 123 | 32 341 667 | 55 500 000 | 1 005 840 456 | 490 652 919 | 141 950 000 | - | 348 702 919 |
| 14121 | SERVICES INTERNES | 982 682 123 | 32 341 667 | 55 500 000 | 1 005 840 456 | 490 652 919 | 141 950 000 | - | 348 702 919 |
| 1412-1-11- | | | | | | | | | |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 41 733 541 | - | - | 41 733 541 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 16 064 723 | 1 606 472 | - | 14 458 251 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 675 044 | 467 504 | - | 4 207 540 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 16 595 795 | 3 604 712 | - | 12 991 084 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 8 000 000 | 800 000 | - | 7 200 000 | - | - | - | - |
| 1412-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 224 175 363 | 16 290 431 | - | 207 884 932 | 432 477 940 | 99 700 000 | - | 332 777 940 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 61 271 054 | - | - | 61 271 054 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 28 899 621 | 2 889 962 | - | 26 009 659 | 350 000 000 | 50 000 000 | - | 300 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 8 840 459 | 884 046 | - | 7 956 413 | 62 288 057 | 29 510 117 | - | 32 777 940 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 7 140 391 | 714 039 | - | 6 426 352 | 20 189 883 | 20 189 883 | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 118 023 838 | 11 802 384 | - | 106 221 454 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
 DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 55 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 298 534 632 | 65 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1412-1-13- | ECOLE NATIONALE DES ARTS | 45 013 607 | 1 258 854 | - | 43 754 753 | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 32 425 066 | - | - | 32 425 066 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 12 588 541 | 1 258 854 | - | 11 329 687 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-14- | INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | 66 753 611 | 2 776 987 | - | 63 976 624 | 26 924 980 | 26 000 000 | - | 924 980 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 38 983 742 | - | - | 38 983 742 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 27 769 869 | 2 776 987 | - | 24 992 882 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 26 924 980 | 26 000 000 | - | 924 980 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-15- | THEATRE NATIONAL | 36 417 427 | 233 305 | - | 36 184 122 | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 34 084 379 | - | - | 34 084 379 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 2 333 048 | 233 305 | - | 2 099 743 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-16- | MUSEE DU PANTHEON NATIONAL | 40 420 164 | 1 686 208 | - | 38 733 956 | 14 250 000 | 14 250 000 | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 23 558 080 | - | - | 23 558 080 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 16 862 084 | 1 686 208 | - | 15 175 875 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 14 250 000 | 14 250 000 | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-17- | BUREAU D ETHNOLOGIE | 21 105 831 | 557 948 | - | 20 547 883 | 2 000 000 | 2 000 000 | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 15 526 350 | - | - | 15 526 350 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 5 579 481 | 557 948 | - | 5 021 533 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 2 000 000 | 2 000 000 | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-18- | BIBLIOTHEQUE NATIONALE | 44 396 733 | 1 422 246 | - | 42 974 487 | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 30 174 271 | - | - | 30 174 271 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 14 222 462 | 1 422 246 | - | 12 800 216 | 2 000 000 | - | - | 2 000 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-19- | ARCHIVES NATIONALES | 121 034 132 | 1 636 999 | - | 119 397 133 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 104 664 144 | - | - | 104 664 144 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 16 369 988 | 1 636 999 | - | 14 732 989 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-23- | ACTIVITES CULTURELLES | 219 263 000 | - | 50 000 000 | 269 263 000 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 219 263 000 | - | 50 000 000 | 269 263 000 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 094 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 1412-1-24- | DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | 43 398 878 | - | 4 000 000 | 47 398 878 | 6 000 000 | - | - | 6 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 23 947 560 | - | - | 23 947 560 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 19 451 318 | - | -4 000 000 | 23 451 318 | 3 000 000 | - | - | 3 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 3 000 000 | - | - | 3 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1412-1-25- | BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR | 33 634 274 | - | 1 500 000 | 35 134 274 | 3 000 000 | - | - | 3 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 15 453 600 | - | - | 15 453 600 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 18 180 674 | - | 1 500 000 | 19 680 674 | 3 000 000 | - | - | 3 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1413 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 271 202 880 | 10 216 004 | 6 541 624 | 267 528 500 | 62 500 000 | 41 500 000 | - | 21 000 000 |
| 14131 | SERVICES INTERNES | 271 202 880 | 10 216 004 | 6 541 624 | 267 528 500 | 62 500 000 | 41 500 000 | - | 21 000 000 |
| 1413-1-11- | BUREAU DU MINISTRE | 36 502 544 | 6 541 624 | 6 541 624 | 36 502 544 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 14 494 704 | - | - | 14 494 704 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 14 066 667 | - | 6 541 624 | 20 608 291 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 807 840 | 1 807 840 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 6 133 333 | 4 733 784 | - | 1 399 550 | - | - | - | - |
| 1413-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | 60 406 536 | 0 | - | 60 406 536 | 62 500 000 | 41 500 000 | - | 21 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 39 235 775 | - | - | 39 235 775 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 13 358 760 | 0 | - | 13 358 760 | 62 500 000 | 41 500 000 | - | 21 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 4 839 000 | 0 | - | 4 839 000 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 2 973 000 | - | - | 2 973 000 | - | - | - | - |
| 1413-1-13- | TELEVISION NATIONALE D HAITI | 123 828 500 | 2 108 033 | - | 121 720 467 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 102 748 183 | - | - | 102 748 183 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 21 080 317 | 2 108 033 | - | 18 972 284 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1413-1-14- | RADIO NATIONALE D'HAITI | 50 465 300 | 1 566 347 | - | 48 898 953 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 43 182 095 | - | - | 43 182 095 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 7 283 205 | 1 566 347 | - | 5 716 858 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 15 | AUTRES ADMINISTRATIONS | 11 127 614 073 | 450 500 000 | 2 387 914 200 | 13 045 028 273 | - | - | - | - |
| 1511 | INTERVENTIONS PUBLIQUES | 6 056 439 104 | 150 500 000 | 812 459 413 | 6 718 398 517 | - | - | - | - |
| 1511-1-11- | SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION | 623 889 104 | 100 000 000 | - | 523 889 104 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 623 889 104 | 100 000 000 | - | 523 889 104 | - | - | - | - |
| 1511-1-13- | AUTRES INSTITUTIONS | 155 000 000 | - | 15 000 000 | 170 000 000 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 155 000 000 | - | 15 000 000 | 170 000 000 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|---|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 247 | 3 579 911 303 | 3 241 847 587 | 56 288 524 632 | 56 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 033 473 676 | 63 448 011 869 |
| 1511-1-49- | AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES | 5 277 550 000 | 50 500 000 | 797 459 413 | 6 024 509 413 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'immobilisations | 10 000 000 | - | 0 | 10 000 000 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 3 508 000 000 | 50 500 000 | - | 3 457 500 000 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 1 759 550 000 | - | 797 459 413 | 2 557 009 413 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1512 | DETTE PUBLIQUE | 5 071 174 969 | 300 000 000 | 1 555 454 787 | 6 326 629 756 | - | - | - | - |
| 15121 | DETTE INTERNE | 2 381 950 005 | 300 000 000 | 1 555 454 247 | 3 637 404 252 | - | - | - | - |
| 1512-1-11- | INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE | 600 000 000 | 300 000 000 | - | 300 000 000 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 600 000 000 | 300 000 000 | - | 300 000 000 | - | - | - | - |
| 1512-1-12- | AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES | 255 653 983 | - | - | 255 653 983 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 255 653 983 | - | - | 255 653 983 | - | - | - | - |
| 1512-1-13- | AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES | 1 526 296 022 | - | 1 555 454 247 | 3 081 750 269 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 1 526 296 022 | - | 1 555 454 247 | 3 081 750 269 | - | - | - | - |
| 15122 | DETTE EXTERNE | 2 689 224 964 | - | 540 | 2 689 225 504 | - | - | - | - |
| 1512-2-11- | DETTE MULTILATERALE | 70 849 131 | - | - | 70 849 131 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 70 849 131 | - | - | 70 849 131 | - | - | - | - |
| 1512-2-12- | DETTE BILATERALE | 2 618 375 833 | - | 540 | 2 618 376 373 | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | 2 618 375 833 | - | 540 | 2 618 376 373 | - | - | - | - |
| 1512-2-13- | AUTRES DETTES EXTERNES | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE V | Service de la Dette Publique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | POUVOIR LEGISLATIF | 2 774 286 515 | 974 295 886 | 32 966 363 | 1 832 956 992 | 450 000 000 | 450 000 000 | 470 000 000 | 470 000 000 |
| 2211 | SENAT DE LA REPUBLIQUE | 1 057 866 298 | 318 933 977 | 7 247 084 | 746 179 406 | 450 000 000 | 450 000 000 | 470 000 000 | 470 000 000 |
| 22111 | SERVICES INTERNES | 1 057 866 298 | 318 933 977 | 7 247 084 | 746 179 406 | 450 000 000 | 450 000 000 | 470 000 000 | 470 000 000 |
| 2211-1-11- | ASSEMBLEE DES SENATEURS | 1 057 866 298 | 318 933 977 | 7 247 084 | 746 179 406 | 450 000 000 | 450 000 000 | 470 000 000 | 470 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 457 760 601 | 37 987 315 | - | 419 773 286 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 320 426 928 | 151 890 205 | - | 188 536 723 | 450 000 000 | 450 000 000 | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'immobilisations | 27 673 222 | - | 7 247 084 | 34 920 306 | - | - | 470 000 000 | 470 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 149 991 789 | 79 960 711 | - | 69 941 075 | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 102 103 760 | 69 095 744 | - | 33 008 016 | - | - | - | - |
| 2212 | CHAMBRE DES DEPUTES | 1 716 420 216 | 655 361 909 | 25 719 279 | 1 086 777 586 | - | - | - | - |
| 22121 | SERVICES INTERNES | 1 716 420 216 | 655 361 909 | 25 719 279 | 1 086 777 586 | - | - | - | - |
| 2212-1-11- | CHAMBRE DES DEPUTES | 502 288 302 | 238 969 254 | - | 263 319 048 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 422 684 645 | 214 673 385 | - | 208 010 757 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 79 603 656 | 24 295 366 | - | 55 308 290 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | 1 | 1 | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 0 | 0 | - | 0 | - | - | - | - |
| 2212-1-12- | QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES | 53 483 332 | 6 121 623 | - | 47 361 709 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 53 483 332 | 6 121 623 | - | 47 361 709 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 0 | 0 | - | 0 | - | - | - | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION**

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Crédit rectifié 2014-2015 | Crédit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Crédit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 083 473 676 | 53 448 311 883 |
| 2212-2-11- | SECRETARIAT GENERAL | 1 160 648 582 | 410 271 032 | 25 719 279 | 776 096 829 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 771 681 517 | 348 774 347 | - | 422 907 170 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 298 793 960 | - | 25 719 279 | 324 513 239 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 13 841 577 | 5 515 158 | - | 8 326 419 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 76 331 527 | 55 981 527 | - | 20 350 000 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 3 | POUVOIR JUDICIAIRE | 1 031 390 332 | 124 133 952 | 7 058 486 | 914 314 866 | 65 000 000 | 4 375 000 | - | 60 625 000 |
| 3211 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE | 1 031 390 332 | 124 133 952 | 7 058 486 | 914 314 866 | 65 000 000 | 4 375 000 | - | 60 625 000 |
| 32111 | SERVICES INTERNES | 1 031 390 332 | 124 133 952 | 7 058 486 | 914 314 866 | 65 000 000 | 4 375 000 | - | 60 625 000 |
| 3211-1-11- | ADMINISTRATION GENERALE | 256 878 564 | 86 839 543 | - | 170 039 022 | 65 000 000 | 4 375 000 | - | 60 625 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 142 309 720 | 8 000 000 | - | 134 309 720 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 59 373 711 | 31 060 372 | - | 28 313 339 | 65 000 000 | 4 375 000 | - | 60 625 000 |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 26 219 532 | 26 147 569 | - | 71 963 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 28 975 601 | 21 631 601 | - | 7 344 000 | - | - | - | - |
| 3211-2-12- | COUR DE CASSATION | 86 073 470 | 4 438 884 | 0 | 81 634 585 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 62 021 737 | - | 0 | 62 021 737 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 12 120 848 | 3 375 263 | - | 8 745 585 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 10 634 743 | 930 806 | - | 9 703 937 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 380 190 | 109 774 | - | 170 416 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 1 015 951 | 23 041 | - | 992 910 | - | - | - | - |
| 3211-2-13- | COUR D'APPEL | 75 854 583 | 20 563 498 | - | 55 291 086 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 51 878 038 | - | - | 51 878 038 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 16 037 821 | 12 624 774 | - | 3 413 048 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 4 303 886 | 4 303 886 | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 3 634 838 | 3 634 838 | - | - | - | - | - | - |
| 3211-2-14- | TRIBUNAUX | 612 583 715 | 12 292 027 | 7 058 485 | 607 350 173 | - | - | - | - |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 548 123 271 | - | 0 | 548 123 272 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 39 168 470 | - | 7 058 485 | 46 226 955 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 15 688 412 | 11 331 671 | - | 4 356 740 | - | - | - | - |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 9 603 562 | 960 356 | - | 8 643 206 | - | - | - | - |
| 4 | ORGANISMES INDEPENDANTS | 1 871 031 773 | 217 458 774 | 305 218 464 | 1 958 791 463 | 463 179 460 | 199 679 460 | 5 000 000 | 288 500 000 |
| 4111 | COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX | 464 542 682 | 2 163 291 | 100 694 942 | 563 074 332 | 112 500 000 | - | 5 000 000 | 117 500 000 |
| 41111 | SERVICES INTERNES | 464 542 682 | 2 163 291 | 100 694 942 | 563 074 332 | 112 500 000 | - | 5 000 000 | 117 500 000 |
| 4111-1-11- | CONSEIL DE LA COUR | 464 542 682 | 2 163 291 | 100 694 942 | 563 074 332 | 112 500 000 | - | 5 000 000 | 117 500 000 |
| | TITRE I Dépenses de Personnel | 386 480 613 | - | 18 929 997 | 405 410 610 | - | - | - | - |
| | TITRE II Dépenses de Biens et Services | 22 397 931 | - | 29 376 295 | 51 774 226 | - | - | - | - |
| | TITRE III Dépenses d'Immobilisations | 4 183 165 | 1 977 912 | - | 2 205 253 | 112 500 000 | - | 5 000 000 | 117 500 000 |
| | TITRE IV Dépenses de Transferts | 766 536 | 185 379 | - | 581 157 | - | - | - | - |
| | TITRE VI Autres dépenses publiques | 50 714 437 | - | 52 388 650 | 103 103 087 | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

| CODE | INSTITUTION | FONCTIONNEMENT | | | | INVESTISSEMENT | | | |
|--------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|
| | | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Affectation | Credit rectifié 2014-2015 | Credit Initial 2014-2015 | Désaffectation | Réaffectation | Credit rectifié 2014-2015 |
| TOTAL | | 56 026 598 347 | 3 579 911 303 | 3 841 847 587 | 56 288 534 632 | 66 623 084 995 | 16 258 246 789 | 3 033 473 676 | 53 448 311 883 |
| 4211 | CONSEIL ELECTORAL | 317 913 665 | 8 388 972 | - | 309 524 693 | - | - | - | - |
| 42111 | SERVICES INTERNES | 317 913 665 | 8 388 972 | - | 309 524 693 | - | - | - | - |
| 4211-1-11- | CONSEIL ELECTORAL | 317 913 665 | 8 388 972 | - | 309 524 693 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 273 891 794 | - | - | 273 891 794 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 27 591 527 | 2 753 630 | - | 24 832 898 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 9 430 343 | 4 950 343 | - | 4 500 000 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | 7 000 001 | 700 030 | - | 6 300 001 | - | - | - | - |
| 4212 | OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 32 819 487 | 696 000 | - | 32 123 487 | - | - | - | - |
| 42121 | SERVICES INTERNES | 32 819 487 | 696 000 | - | 32 123 487 | - | - | - | - |
| 4212-1-12- | OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN | 32 819 487 | 696 000 | - | 32 123 487 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 25 859 487 | - | - | 25 859 487 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 4 359 999 | 436 000 | - | 3 923 999 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | 2 600 001 | 260 000 | - | 2 340 001 | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE VI | Autres dépenses publiques | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 4311 | UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | 1 040 755 939 | 198 180 210 | 197 262 022 | 1 039 837 751 | 350 679 460 | 199 679 460 | - | 151 000 000 |
| 43111 | SERVICES INTERNES | 1 040 755 939 | 198 180 210 | 197 262 022 | 1 039 837 751 | 350 679 460 | 199 679 460 | - | 151 000 000 |
| 4311-1-11- | RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI | 1 040 755 939 | 198 180 210 | 197 262 022 | 1 039 837 751 | 350 679 460 | 199 679 460 | - | 151 000 000 |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | 650 812 033 | - | 197 262 022 | 849 074 055 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 389 943 906 | 198 180 210 | - | 191 763 696 | 125 679 460 | 115 679 460 | - | 10 000 000 |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | 225 000 000 | 84 000 000 | - | 141 000 000 |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 4411 | ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 15 000 000 | 8 030 300 | 7 261 500 | 14 231 200 | - | - | - | - |
| 44111 | SERVICES INTERNES | 15 000 000 | 8 030 300 | 7 261 500 | 14 231 200 | - | - | - | - |
| 4411-1-11- | SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN | 15 000 000 | 8 030 300 | 7 261 500 | 14 231 200 | - | - | - | - |
| TITRE I | Dépenses de Personnel | - | - | 7 261 500 | 7 261 500 | - | - | - | - |
| TITRE II | Dépenses de Biens et Services | 15 000 000 | 8 030 300 | - | 6 969 700 | - | - | - | - |
| TITRE III | Dépenses d'Immobilisations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TITRE IV | Dépenses de Transferts | - | - | - | - | - | - | - | - |

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES**

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|-----------|---|-----------------------|---------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| | Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement | 25 941 590 252 | 25 200 000 000 | 8 552 016 800 | 50 043 239 463 | 109 736 846 516 |
| | Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements | | | | | |
| | Ressources hors Dons et Emprunts | 25 941 590 252 | 25 200 000 000 | 8 552 016 800 | 1 166 499 949 | 60 860 107 001 |
| | Recettes courantes | 25 941 590 252 | 25 200 000 000 | 8 552 016 800 | 1 166 499 949 | 60 860 107 001 |
| ARTICLE 1 | RECETTES FISCALES | 25 438 793 494 | 25 191 750 134 | 8 552 016 800 | 546 536 380 | 59 729 096 809 |
| 10 | Impôts sur le revenu | 14 849 450 453 | 0 | 0 | 0 | 14 849 450 453 |
| 100 | <i>Sociétés et autres personnes morales</i> | <i>6 134 067 971</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>6 134 067 971</i> |
| 1000 | Impôt base forfaitaire | 6 134 067 971 | | | | 6 134 067 971 |
| 1001 | Impôt base bénéfice réel | | | | | 0 |
| 101 | <i>Personnes physiques</i> | <i>8 715 382 482</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>8 715 382 482</i> |
| 1010 | Impôt sur le salaire | 8 715 382 482 | | | | 8 715 382 482 |
| 1011 | Impôt sur les loyers, créances, tantièmes et actions de présence | | | | | 0 |
| 1012 | Impôt sur les commissions - courtages | | | | | 0 |
| 1013 | Impôt sur les intérêts, arrérages et gains de change | | | | | 0 |
| 1014 | Impôt sur revenus distribués et dividendes | | | | | 0 |
| 1015 | Impôt sur plus-values mobilières et immobilières | | | | | 0 |
| 1016 | Impôt sur revenu industriel et commercial | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10160 | <i>Base forfaitaire</i> | | | | | 0 |
| 10161 | <i>Base bénéfice réel</i> | | | | | 0 |
| 1017 | Impôt sur revenu des professions non commerciales | | | | | 0 |
| 1019 | Impôt sur revenu base déclaration définitive | | | | | 0 |
| 102 | <i>Autres impôts sur le revenu non ventilables</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> |
| 1030 | Compte perçu à l'importation | | | | | 0 |
| 109 | <i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur le revenu</i> | | | | | 0 |
| 11 | Taxe sur le salaire ou taxe sur main-oeuvre | 490 742 154 | 0 | 0 | 0 | 490 742 154 |
| 110 | <i>Taxe sur la masse salariale</i> | <i>490 742 154</i> | | | | <i>490 742 154</i> |
| 119 | <i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Taxe sur la masse salariale</i> | | | | | 0 |
| 12 | Impôts sur la propriété | 425 078 503 | 0 | 0 | 0 | 425 078 503 |
| 120 | <i>Propriété immobilière</i> | <i>38 645 589</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>38 645 589</i> |
| 1200 | Laxe additionnelle sur CEPB | 38 645 589 | | | | 38 645 589 |
| 121 | <i>Droits de successions et donations</i> | <i>235 560 000</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>235 560 000</i> |
| 1210 | Droit proportionnel d'enregistrement | | | | | 0 |
| 1211 | Laxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement | | | | | 0 |
| 1212 | Laxe supplémentaire sur successions | 235 560 000 | | | | 235 560 000 |
| 1213 | Droit de transcription de droits immobiliers | | | | | 0 |
| 122 | <i>Droits sur transactions mobilières et immobilières</i> | <i>95 266 544</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>95 266 544</i> |
| 1220 | Droit proportionnel d'enregistrement | | | | | 0 |
| 1221 | Laxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement | 95 266 544 | | | | 95 266 544 |
| 1222 | Droit de transcription de droits immobiliers | | | | | 0 |
| 123 | <i>Droits sur autres actes relatifs à la propriété</i> | <i>5 040 000</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>5 040 000</i> |
| 1230 | Droit proportionnel d'enregistrement | 5 040 000 | | | | 5 040 000 |
| 1231 | Laxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement | | | | | 0 |
| 1232 | Droit de transcription de droits immobiliers | 0 | | | | 0 |
| 124 | <i>Divers impôts sur la propriété</i> | <i>35 560 563</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>35 560 563</i> |
| 1240 | Laxe sur transmission de titres et laxe sur actions | 35 560 563 | | | | 35 560 563 |
| 1241 | Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs | 0 | | | | 0 |
| 125 | <i>Droits d'hypothèque</i> | <i>6 060 000</i> | | | | <i>6 060 000</i> |
| 129 | <i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété</i> | <i>8 945 807</i> | | | | <i>8 945 807</i> |
| 13 | Taxes sur les biens et services | 8 787 038 133 | 10 297 418 367 | 1 495 246 184 | 46 536 380 | 20 626 239 064 |
| 130 | <i>Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)</i> | <i>6 787 519 117</i> | <i>9 268 491 152</i> | | | <i>16 056 010 269</i> |
| 1300 | Laxe sur le chiffre d'affaires à l'importation | | 9 268 491 152 | | | 9 268 491 152 |
| 1301 | Laxe sur le chiffre d'affaires intérieur | 6 787 519 117 | | | | 6 787 519 117 |
| 131 | <i>Droits d'accises</i> | <i>352 681 690</i> | <i>568 413 702</i> | <i>1 495 246 184</i> | <i>0</i> | <i>2 416 341 576</i> |
| 1310 | Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées | 150 852 496 | 0 | 0 | 0 | 150 852 496 |
| 13100 | <i>Boissons de cane</i> | | | | | 0 |
| 13101 | <i>Boissons gazeuses</i> | | | | | 0 |
| 13102 | <i>Boissons molles</i> | | | | | 0 |
| 13103 | <i>Boissons spiritueuses</i> | | | | | 0 |
| 13104 | <i>Boissons vinées</i> | | | | | 0 |
| 13105 | <i>Autres boissons non gazeuses (à base de lait, fruits, légumes)</i> | <i>150 852 496</i> | | | | <i>150 852 496</i> |
| 1311 | Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13110 | <i>Sucre</i> | | | | | 0 |
| 13111 | <i>Farine tubérique</i> | | | | | 0 |
| 1312 | Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes | 201 829 194 | 0 | 0 | 0 | 201 829 194 |
| 13120 | <i>Allumettes</i> | <i>2 159 194</i> | | | | <i>2 159 194</i> |
| 13121 | <i>Cigarettes</i> | <i>199 670 000</i> | | | | <i>199 670 000</i> |

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|-----------|---|---------------|---------------------------|----------------------|------------|-----------------------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| 1313 | Droits d'accises ordinaires sur véhicules | | 568 413 702 | 0 | 0 | 568 413 702 |
| 13130 | Véhicules importés | | 568 413 702 | | | 568 413 702 |
| 1314 | Droits d'accises ordinaires sur les combustibles et lubrifiants | 0 | 0 | 994 255 854 | 0 | 994 255 854 |
| 13140 | Carburants, huiles et assimilés | | | | | 0 |
| 13141 | Huile et graisse lubrifiante | | | | | 0 |
| 13142 | Fuel oil | | | | | 0 |
| 13143 | Gasoline | | | 0 | | 0 |
| 13144 | Gasoil | | | 942 761 121 | | 942 761 121 |
| 13145 | Kérosène | | | 51 494 733 | | 51 494 733 |
| 13146 | W-jet | | | | | 0 |
| 1315 | Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants | 0 | 0 | 500 990 330 | 0 | 500 990 330 |
| 13150 | Gasoline accise variable | | | 0 | | 0 |
| 13151 | Gasoil accise variable | | | 486 292 062 | | 486 292 062 |
| 13152 | Kérosène accise variable | | | 14 698 268 | | 14 698 268 |
| 1316 | Droits d'accises complémentaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13160 | Bière | | | | | 0 |
| 13161 | Stout | | | | | 0 |
| 13162 | Cerveaux | 0 | | | | 0 |
| 132 | Taxes sur services déterminés | 263 019 689 | 0 | 0 | 0 | 263 019 689 |
| 1320 | Taxes sur les services d'assurances | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13200 | Taxe sur les primes d'assurances | | | | | 0 |
| 13201 | Droit spécial sur polices assurances véhicules | 0 | | | | 0 |
| 13202 | Contribution de libération économique sur assurances | | | | | 0 |
| 1321 | Taxe sur ventes de carnets de bordete | 263 019 689 | | | | 263 019 689 |
| 133 | Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers | 1 063 608 400 | 460 513 513 | 0 | 46 536 380 | 1 570 658 293 |
| 1330 | Contributions patentes et licences | 1 063 608 400 | 0 | 0 | 0 | 1 063 608 400 |
| 13300 | Paiement usure restant 20% pour compte du Trésor | | | | | 0 |
| 13301 | Licence d'étranger | | | | | 0 |
| 13302 | Licence matières inflammables | | | | | 0 |
| 13303 | Licence d'exploitation | 1 063 608 400 | | | | 1 063 608 400 |
| 13304 | Licence radio et télévision | | | | | 0 |
| 1331 | Taxes sur les véhicules à moteur | 0 | 460 513 513 | 0 | 46 536 380 | 507 049 893 |
| 13310 | Taxe 1ère immatriculation véhicules | | 242 913 751 | | | 242 913 751 |
| 13311 | Taxe 2ème immatriculation véhicules (voitures et motos) | | | | | 0 |
| 13312 | Taxe sur inspection des véhicules | | | | | 0 |
| 13313 | Taxe additionnelle sur véhicules (DGI) | | | | | 0 |
| 13314 | Taxe touristique | | 217 599 762 | | 46 536 380 | 264 136 142 |
| 1332 | Autres taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13320 | Licence amies à feu | | | | | 0 |
| 13321 | Droit de pages sur les routes | | | | | 0 |
| 134 | Diverses taxes sur biens et services | 318 330 016 | 0 | 0 | 0 | 318 330 016 |
| 1340 | Taxe d'importation | | | | | 0 |
| 1341 | Taxe sur tickets de voyage | 318 330 016 | | | | 318 330 016 |
| 1342 | Taxe d'exploitation de carrières | | | | | 0 |
| 1343 | Vente de plaques d'immatriculation de véhicules sans moteur | 0 | | | | 0 |
| 139 | Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services | 1 879 221 | | | | 1 879 221 |
| 14 | Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 0 | 14 890 125 733 | 7 056 770 616 | 0 | 21 946 896 349 |
| 140 | Droits d'importation | 0 | 7 785 132 338 | 5 340 523 852 | 0 | 13 125 656 190 |
| 1400 | Droits de Douane | | 7 785 132 338 | 5 340 523 852 | | 13 125 656 190 |
| 141 | Autres perceptions à l'importation | 0 | 6 938 237 812 | 1 716 246 764 | 0 | 8 654 484 576 |
| 1410 | Frais de vérification | | 6 189 205 331 | 1 716 246 764 | | 7 905 952 096 |
| 1411 | Droit de transit | | 110 051 | | | 110 051 |
| 1412 | Droit d'entrepôt | | 533 750 | | | 533 750 |
| 1413 | Vente à l'encan des biens saisis | | | | | 0 |
| 1414 | Dépôts de garanties acquis à l'étranger | | | | | 0 |
| 1419 | Recettes à l'importation non ventilées ailleurs | | 747 888 680 | | | 747 888 680 |
| 142 | Divers impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales | | | | | 0 |
| 149 | Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales | 0 | 166 755 583 | | 0 | 166 755 583 |
| 1490 | Pénalités, amendes et frais de poursuite - importation | | 166 755 583 | | | 166 755 583 |
| 1491 | Pénalités, amendes et frais de poursuite : divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales | | | | | 0 |

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|------------------|---|--------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| 15 | Autres recettes fiscales | 886 484 251 | 4 206 035 | | 500 000 000 | 1 390 690 286 |
| 150 | Impôts de capitation | 49 191 516 | 0 | | 0 | 49 191 516 |
| 1500 | Carte d'identité fiscale | 49 191 516 | | | | 49 191 516 |
| 1501 | Carte d'identité professionnelle | 0 | | | | 0 |
| 151 | Droits de timbre | 517 339 467 | 4 206 035 | | 0 | 521 545 502 |
| 1510 | Droits de timbre fixe | 517 339 467 | 0 | | 0 | 517 339 467 |
| 15100 | Droit de fonctionnement | 517 339 467 | | | | 517 339 467 |
| 15101 | Droit de non fonctionnement | | | | | 0 |
| 15102 | Autres droits de timbre fixe | | | | | 0 |
| 1511 | Droits de timbre proportionnel | | 4 206 035 | | 0 | 4 206 035 |
| 15110 | Droit de timbre sur capital social | | | | | 0 |
| 15111 | Autres droits de timbre proportionnel | | 4 206 035 | | | 4 206 035 |
| 1512 | Droit de timbres spéciaux | | | | | 0 |
| 152 | Droits fixe d'enregistrement | 1 137 827 | 0 | | 0 | 1 137 827 |
| 1520 | Sur actes encls | | | | | 0 |
| 1521 | Sur actes judiciaires et extrajudiciaires | | | | | 0 |
| 1522 | Taxe supplémentaire sur droits fixe d'enregistrement | 1 137 827 | | | | 1 137 827 |
| 153 | Diverses autres recettes fiscales | 250 970 599 | 0 | | 500 000 000 | 750 970 599 |
| 1530 | Taxe sur appels téléphoniques | 0 | | | | 0 |
| 1531 | Droit spécial sur bordereaux administratifs | 107 380 347 | | | | 107 380 347 |
| 1532 | Carte d'immatriculation fiscale | 141 590 252 | | | 500 000 000 | 641 590 252 |
| 159 | Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales | 67 844 842 | | | | 67 844 842 |
| ARTICLE 2 | RECETTES NON FISCALES | 502 796 758 | 8 249 866 | | 619 963 569 | 1 131 010 193 |
| 20 | Revenus des Domaines et de l'entreprise | 1 630 000 | 0 | | 376 285 199 | 377 915 199 |
| | Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières | 0 | 0 | | 376 285 199 | 376 285 199 |
| 2000 | Apports des entreprises publiques | | | | 342 549 949 | 342 549 949 |
| 2001 | Apports des institutions financières | | | | 11 511 635 | 11 511 635 |
| 2009 | Autres apports | | | | 22 223 614 | 22 223 614 |
| 201 | Revenus de la propriété | 1 630 000 | 0 | | 0 | 1 630 000 |
| 2010 | Affermage des biens domaniaux (terrains) | 0 | | | | 0 |
| 2011 | Frais d'arpentage | | | | | 0 |
| 2019 | Autres revenus de la propriété | 1 630 000 | | | | 1 630 000 |
| 21 | Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires | 324 516 165 | 8 249 866 | | 243 678 371 | 576 444 401 |
| 210 | Droits administratifs | 309 107 154 | 0 | | 243 678 371 | 552 785 525 |
| 2100 | Droit de passeport | 266 420 707 | | | 0 | 266 420 707 |
| 2101 | Droit de Permis de conduire | | | | 127 599 299 | 127 599 299 |
| 2102 | Droit de Certificat de bonne vie et moeurs | | | | | 0 |
| 2103 | Droit de Quitté fiscal | | | | | 0 |
| 2109 | Autres droits administratifs non ventilés ailleurs | 42 686 447 | | | 116 079 071 | 158 765 518 |
| 211 | Frais administratifs | 15 409 011 | 8 249 866 | | 0 | 23 658 877 |
| 2110 | Frais de justice | | | | | 0 |
| 2111 | Margine de fabrication | | | | | 0 |
| 2112 | Actes de l'Etat civil | | | | | 0 |
| 2113 | Fonds de soutien aux ex-ante | | | | | 0 |
| 2114 | Permis de séjour des étrangers | | | | | 0 |
| 2115 | Frais administratifs CDC (pourcentage du Trésor) | | | | | 0 |
| 2116 | Vente de formulaires administratifs divers | | 8 249 866 | | | 8 249 866 |
| 2117 | Taxe de légalisation de pièces | | | | | 0 |
| 2118 | Taxe d'immigration et d'émigration | 1 033 797 | | | | 1 033 797 |
| 2119 | Autres frais administratifs non ventilés ailleurs | 14 375 214 | | | | 14 375 214 |
| 212 | Ventes de biens et services des administrations publiques | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 2120 | Vente de biens de consommation courante | | | | | 0 |
| 2121 | Vente de petit mobilier, matériel et outillage d'équitation | | | | | 0 |
| 2122 | Vente de services | | | | | 0 |
| 22 | Amendes et sanctions | 54 546 286 | 0 | | 0 | 54 546 286 |
| 220 | Amendes correctionnelles | | | | | 0 |
| 221 | Amendes entraveant des véhicules | | | | | 0 |
| 222 | Amendes de simple police | | | | | 0 |
| 229 | Autres Amendes et sanctions non fiscales | 54 546 286 | | | | 54 546 286 |
| 23 | Autres recettes non fiscales | 122 104 307 | 0 | | 0 | 122 104 307 |
| 230 | Frais de recouvrement et de perception | 122 104 307 | | | | 122 104 307 |
| 231 | Produits divers | | | | | 0 |

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|------------------|--|-----|---------------------------|----------------------|----------------|----------------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| ARTICLE 3 | RECETTES EN CAPITAL | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 30 | Ventes d'immobilisations corporelles | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 300 | <i>Ventes de mobilier, matériel et outillage</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3000 | Vente de mobilier et matériel de bureau | | | | | 0 |
| 3001 | Vente de matériel mécanique, informatique et télématique | | | | | 0 |
| 3002 | Vente de mobilier et matériel éducatifs, récréatifs, culturels et sportifs | | | | | 0 |
| 3003 | Vente de mobilier et matériel sanitaire | | | | | 0 |
| 3004 | Vente de mobilier et matériel médicaux, chirurgicaux et paramédicaux | | | | | 0 |
| 3005 | Vente de mobilier et matériel électroménager | | | | | 0 |
| 3006 | Vente de matériel et outillage technique, électrique et mécanique | | | | | 0 |
| 3007 | Vente de matériel d'armement, de police et de défense | | | | | 0 |
| 3008 | Vente de matériel de télécommunications | | | | | 0 |
| 3009 | Vente d'autre mobilier, matériel et outillage | | | | | 0 |
| 301 | <i>Ventes de matériel de transport</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3010 | Vente de matériel de transport terrestre | | | | | 0 |
| 3011 | Vente de matériel de transport ferroviaire | | | | | 0 |
| 3012 | Vente de matériel de transport fluvial et maritime | | | | | 0 |
| 3013 | Vente de matériel de transport aérien | | | | | 0 |
| 3019 | Vente d'autre matériel de transport | | | | | 0 |
| 302 | <i>Ventes de collections, oeuvres d'art</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3020 | Vente d'oeuvres et objets d'art | | | | | 0 |
| 3021 | Vente de fonds de bibliothèques et des musées | | | | | 0 |
| 3029 | Vente d'autres collections et oeuvres d'art | | | | | 0 |
| 303 | <i>Ventes de terrains</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3030 | Vente de terrains à bâtir | | | | | 0 |
| 3031 | Vente de terrains de voirie | | | | | 0 |
| 3032 | Vente de jardins, espaces verts, places publiques | | | | | 0 |
| 3033 | Vente de cimetières | | | | | 0 |
| 3034 | Vente de carrières, mines | | | | | 0 |
| 3035 | Vente de propriétés agricoles | | | | | 0 |
| 3039 | Vente de terrains destinés à d'autres usages | | | | | 0 |
| 304 | <i>Ventes de bois, forêts, plantations</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3040 | Vente de bois et forêts | | | | | 0 |
| 3041 | Vente de plantations | | | | | 0 |
| 305 | <i>Ventes de littoral, étangs et lacs</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3050 | Vente de littoral | | | | | 0 |
| 3051 | Vente d'étangs et lacs | | | | | 0 |
| 306 | <i>Ventes de bâtiments</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3060 | Vente de bâtiments administratifs | | | | | 0 |
| 3061 | Vente de bâtiments scolaires, universitaires, culturels et sportifs | | | | | 0 |
| 3062 | Vente de logements sociaux | | | | | 0 |
| 3063 | Vente de résidences de fonction | | | | | 0 |
| 3064 | Vente de halles et marchés | | | | | 0 |
| 3069 | Vente d'autres bâtiments | | | | | 0 |
| 307 | <i>Ventes de voies, réseaux et ouvrages</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3070 | Vente de routes, ponts, puits et aéroports | | | | | 0 |
| 3071 | Vente de réseaux et ouvrages hydrauliques | | | | | 0 |
| 3072 | Vente de réseaux et ouvrages d'électrification | | | | | 0 |
| 3073 | Vente de réseaux et ouvrages de télécommunications | | | | | 0 |
| 3079 | Vente d'autres voies, réseaux et ouvrages | | | | | 0 |
| 309 | <i>Ventes d'autres immobilisations corporelles</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3090 | Vente d'animaux vivants | | | | | 0 |
| 3099 | Vente d'autres immobilisations corporelles | | | | | 0 |
| 31 | <i>Ventes d'immobilisations incorporelles</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 310 | <i>Ventes de droits</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3100 | Vente de droits d'exploiter des gisements | | | | | 0 |
| 3101 | Vente de droits d'exploiter des zones de pêche | | | | | 0 |
| 3109 | Vente d'autres droits | | | | | 0 |
| 319 | <i>Ventes d'autres immobilisations incorporelles</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 3190 | Vente de concessions | | | | | 0 |
| 3191 | Vente de brevets et droits d'auteur | | | | | 0 |
| 3199 | Vente de diverses immobilisations incorporelles | | | | | 0 |
| 32 | <i>Recettes stratégiques</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 320 | <i>Vente de stocks stratégiques</i> | | | | | 0 |
| 321 | <i>Autres recettes stratégiques</i> | | | | | 0 |
| ARTICLE 5 | DONS | 0 | 0 | | 31 225 726 939 | 31 225 726 939 |
| 50 | Dons pour dépenses courantes | 0 | 0 | | 4 222 480 000 | 4 222 480 000 |
| 500 | <i>Dons intérieurs</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 5000 | Dons d'autres administrations | | | | | 0 |
| 5009 | Autres dons intérieurs | | | | | 0 |
| 501 | <i>Dons extérieurs</i> | 0 | 0 | | 4 222 480 000 | 4 222 480 000 |
| 5010 | Dons d'organismes internationaux | | | | 4 222 480 000 | 4 222 480 000 |
| 5011 | Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères | | | | 0 | 0 |
| 5019 | Autres dons extérieurs | | | | | 0 |

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|------------------|--|----------|---------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| 51 | Dons pour dépenses en capital | 0 | 0 | | 27 003 246 939 | 27 003 246 939 |
| 510 | Dons intérieurs | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 5100 | Dons d'autres administrations | | | | | 0 |
| 5109 | Autres dons intérieurs | | | | | 0 |
| 511 | Dons extérieurs | 0 | 0 | | 27 003 246 939 | 27 003 246 939 |
| 5110 | Dons d'organismes internationaux | | | | 18 761 560 622 | 18 761 560 622 |
| 5111 | Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères | | | | 8 241 686 316 | 8 241 686 316 |
| 5119 | Autres dons extérieurs | | | | | 0 |
| ARTICLE 6 | REMBOURSEMENTS DE PRETS ET AVANCES ET VENTES DE PARTICIPATIONS OU RESTITUTIONS DE CAPITAL | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 60 | Remboursements de prêts et avances | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 600 | Des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes | | | | 0 | 0 |
| 601 | Des collectivités territoriales | | | | | 0 |
| 602 | Des organismes autonomes à caractère administratif, culturel ou scientifique | | | | | 0 |
| 603 | Des entreprises publiques et entreprises mixtes | | | | | 0 |
| 604 | Des institutions financières publiques | | | | | 0 |
| 605 | Des institutions financières privées | | | | | 0 |
| 606 | Des entreprises industrielles et commerciales | | | | | 0 |
| 607 | De l'étranger | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 6070 | Des institutions financières internationales | | | | | 0 |
| 6079 | De divers organismes étrangers | | | | | 0 |
| 609 | Remboursements de Prêts et avances non ventilés ailleurs | | | | | 0 |
| 61 | Ventes de participations ou restitutions de capital | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 611 | Aux entreprises publiques et entreprises mixtes | | | | | 0 |
| 6111 | Aux institutions financières publiques | | | | | 0 |
| 6115 | Aux institutions financières privées | | | | | 0 |
| 616 | Aux entreprises industrielles et commerciales | | | | | 0 |
| 617 | À l'étranger | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 6170 | Aux institutions internationales | | | | | 0 |
| 6179 | A divers autres organismes à l'étranger | | | | | 0 |
| 619 | Ventes de participations ou restitutions de capital non ventilés ailleurs | | | | | 0 |
| ARTICLE 8 | EMPRUNTS | 0 | 0 | | 17 651 012 575 | 17 651 012 575 |
| 80 | Emprunts intérieurs | 0 | 0 | | 7 257 857 298 | 7 257 857 298 |
| 800 | Financement de la Banque centrale | | | | 0 | 0 |
| 801 | Emprunts auprès des autres institutions financières | | | | | 0 |
| 802 | Souscriptions de bons du Trésor | | | | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 |
| 803 | Souscriptions d'autres obligations | | | | | 0 |
| 809 | Autres emprunts internes | | | | 5 757 857 298 | 5 757 857 298 |
| 81 | Emprunts extérieurs | 0 | 0 | | 10 393 155 277 | 10 393 155 277 |
| 810 | Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale | | | | 0 | 0 |
| 811 | Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette multilatérale | | | | 10 393 155 277 | 10 393 155 277 |
| 812 | Emprunts auprès d'institutions financières privées | | | | | 0 |
| 819 | Autres emprunts externes | | | | | 0 |
| 82 | Remboursements d'Emprunts garantis | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 820 | Remboursement d'emprunts résultant de la mise en jeu de garanties | | | | | 0 |
| ARTICLE 9 | RECETTES PERCUES POUR LE COMPTE DE TIERS | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 90 | Communes | | | | | 0 |
| 900 | Impôts sur propriété immobilière | | | | | 0 |
| 9000 | Contribution forcée propriétés bâties | | | | | 0 |
| 9001 | Taxe de logement des maisons | | | | | 0 |
| 901 | Impôts sur utilisation de biens mobiliers et immobiliers | | | | | 0 |
| 9010 | Patente (impôt restaurant - 80% pour communes) | | | | | 0 |
| 902 | Taxes sur biens et services | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9020 | Permis d'habiter | | | | | 0 |
| 9021 | Visseuses terrains agricole | | | | | 0 |
| 9022 | Droit d'alignement | | | | | 0 |
| 9023 | Éclairage | | | | | 0 |
| 9024 | Use de pavs | | | | | 0 |
| 9025 | Taxe sur matériaux et débris sur la voie publique | | | | | 0 |
| 9026 | Certificat de vente de bœuf | | | | | 0 |
| 9027 | Échappe, tonnelle, ancrage | | | | | 0 |
| 9029 | Autres taxes sur biens et services | | | | | 0 |
| 91 | Collectivités territoriales | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 910 | CFGDC sur revenus et gains | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9100 | CFGDC - Revenus base bénéfices et réel | | | | | 0 |
| 9101 | CFGDC - Revenus base déclaration d'impôt | | | | | 0 |
| 9102 | CFGDC - Salaires | | | | | 0 |
| 9103 | CFGDC - Gratifications, primes, bonus et assimes | | | | | 0 |

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET RECTIFICATIF

EXERCICE 2014-2015

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

| | NATURE | DGI | AGD | | AUTRES | TOTAL |
|------|--|-----|---------------------------|----------------------|--------|-------|
| | | | Hors recettes pétrolières | Recettes pétrolières | | |
| 911 | <i>CFGDCT sur biens et services</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9110 | CFGDCT : Cigarettes | | | | | 0 |
| 9111 | CFGDCT : Primes assurances | | | | | 0 |
| 9112 | CFGDCT : Vignettes et plaques d'immatriculation des véhicules | | | | | 0 |
| 9113 | CFGDCT : Tickets d'avion | | | | | 0 |
| 912 | <i>CFGDCT sur commerce extérieur et transactions internationales</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9120 | CFGDCT : Bordereaux de douane | | | | | 0 |
| 913 | <i>CFGDCT sur autres recettes fiscales</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9130 | CFGDCT : Appels téléphoniques | | | | | 0 |
| 914 | <i>CFGDCT sur frais et droits administratifs</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9140 | CFGDCT : Passeports | | | | | 0 |
| 92 | Comptes spéciaux | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 920 | <i>Cotisation de sécurité sociale</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9200 | Caisse Assistance sociale | | | | | 0 |
| 9201 | Fonds d'urgence | | | | | 0 |
| 9202 | Pension civile | | | | | 0 |
| 921 | <i>Fonds en fideli commi</i> | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 9210 | Nequestre syndic | | | | | 0 |
| 9211 | Cautonnement | | | | | 0 |
| 9212 | Caisse des dépôts et consignations | | | | | 0 |
| 93 | Autres bénéficiaires | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 930 | <i>Droits portuaires au profit de l'Autorité Portuaire Nationale (APN)</i> | | | | | 0 |
| 939 | <i>Autres recettes perçues pour le compte de tiers non ventilés ailleurs</i> | | | | | 0 |

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|-------------------------|---|--------------|------------------------|----------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NILES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1 | POUVOIR EXECUTIF | | 10 270 427 369 | 5 123 357 298 | 15 393 784 667 | 18 493 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 255 402 216 | 53 649 186 883 |
| 11 | SECTEUR ECONOMIQUE | | 5 013 250 868 | 2 742 751 609 | 7 756 002 477 | 13 791 681 389 | 12 389 232 368 | | | 26 180 913 758 | 33 936 916 234 |
| 1111 | MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE | | 1 734 000 000 | 137 936 003 | 1 871 936 003 | 4 078 940 468 | 284 700 000 | | | 4 363 640 468 | 6 235 576 472 |
| 1111-1 | SERVICES INTERNES | | 1 697 000 000 | 137 936 003 | 1 834 936 003 | 4 078 940 468 | 284 700 000 | | | 4 363 640 468 | 6 198 576 472 |
| 1111-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 1 697 000 000 | 137 936 003 | 1 834 936 003 | 4 078 940 468 | 284 700 000 | | | 4 363 640 468 | 6 198 576 472 |
| 1111-1-12-50- | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | 1 433 000 000 | - | 1 433 000 000 | 895 821 845 | 284 700 000 | | | 1 180 521 845 | 2 613 521 845 |
| | PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL | | 1 433 000 000 | - | 1 433 000 000 | 895 821 845 | 284 700 000 | | | 1 180 521 845 | 2 613 521 845 |
| 1111-1-12-50-11- | CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES ET PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT D'HAIITI | NATIONAL | 152 000 000 | | 152 000 000 | | | | | | 152 000 000 |
| 1111-1-12-50-13- | MISE EN OEUVRE D'ACTIIONS EMERGENTES DE REFOUNDATIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE | NATIONAL | 90 000 000 | | 90 000 000 | | | | | | 90 000 000 |
| 1111-1-12-50-14- | INTERVENTIONS D'URGENCE DU GOUVERNEMENT | NATIONAL | 720 000 000 | | 720 000 000 | | | | | | 720 000 000 |
| 1111-1-12-50-15- | MISE EN OEUVRE D'ACTIIONS EMERGENTES DE REFOUNDATION TERRITORIALE | NATIONAL | 100 000 000 | | 100 000 000 | | | | | | 100 000 000 |
| 1111-1-12-50-16- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES QUINZE (15) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-17- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DOUZE (12) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU CENTRE | CENTRE | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-18- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DOUZE (12) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE LA GRAND-ANSE | GRAND-ANSE | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-19- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES ONZE (11) COMMUNES DU DEPARTEMENT DES NIPPES | NIPPES | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-20- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX-NEUF (19) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD | NORD | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-21- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD-OUEST | NORD-OUEST | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-22- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES TRENTE (30) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD-EST | NORD-EST | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-23- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES VINGT (20) COMMUNES DU DEPARTEMENT DE L'OUEST | OUEST | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-24- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX-HUIT (18) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU SUD | SUD | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-25- | FONDS LOCAUX D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX (10) COMMUNES DU DEPARTEMENT DU SUD-EST | SUD-EST | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-50-26- | PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN MILIEU URBAIN (PRODEPUR-HABITAT) /BMPAD BM P106699/P121833 | NATIONAL | | | | | 256 500 000 | BM | DON | 256 500 000 | 256 500 000 |
| 1111-1-12-50-27- | PROGRAMME DE REHABILITATION URBAINE DANS L'OUEST (INDIA-L1002) | OUEST | | | | | 28 200 000 | BID | DON | 28 200 000 | 28 200 000 |
| 1111-1-12-50-28- | CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL | NATIONAL | 310 000 000 | | 310 000 000 | 597 011 543 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 597 011 543 | 907 011 543 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| RESSOURCES NATIONALES | | | | | | | | | | RESSOURCES EXTERNES | | | |
|-----------------------|---|--------------|------------------------|---------------|---------------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------|---------------------|------------------------|--|--|
| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NATIONALES RECTIFIEE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 087 298 | 16 051 000 000 | 16 634 641 594 | 18 761 560 022 | | | 57 396 402 216 | 53 448 311 962 | | |
| 1111-12-50-30 | APRUI A LA MISE EN PLACE DE L'INSTRUMENTATION NATIONALE DE LA FAVORITE ET DE L'ACTIVITE SOCIALE CONPESI | NATIONAL | 16 000 000 | | 16 000 000 | | | | | | 16 000 000 | | |
| 1111-12-50-31 | SUPPORT AUX ACTIVITES DES COOPERATIVES CUBAINES ET TRIPAK III | NATIONAL | 45 000 000 | | 45 000 000 | | | | | | 45 000 000 | | |
| 1111-12-50-32 | FONDS DE SUPERVISION DES TRAVAUX RELATIFS AUX PROJETS D'INFRAS-STRUCTURES | NATIONAL | | | | 298 810 302 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 298 810 302 | 298 810 302 | | |
| 1111-12-51-51 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 75 000 000 | | 75 000 000 | | | | | | 75 000 000 | | |
| | REDUCTION DE LA VULNERABILITE AUX SAISONS PLUVIEUSES ET CYCLONIQUES | | 75 000 000 | | 75 000 000 | | | | | | 75 000 000 | | |
| 1111-12-51-11 | INTERVENTION D'URGENCE PRE-SAISON PLUVIEUSE ET CYCLONIQUE DANS LES ZONES A RISQUES CLIMATIQUES | NATIONAL | 75 000 000 | | 75 000 000 | | | | | | 75 000 000 | | |
| 1111-12-52 | PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE | | 8 000 000 | | 8 000 000 | 1 053 654 674 | | | | 1 053 654 674 | 1 060 654 674 | | |
| | RENOVATION DES POLES REGIONAUX ET LOCAUX DE DEVELOPPEMENT | | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-13 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE CENTRE | CENTRE | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-14 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS L'OUEST | OUEST | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-15 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD | NORD | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-16 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS L'ARIBONITE | ARIBONITE | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-17 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LES NIPPES | NIPPES | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-18 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD-EST | NORD-EST | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-19 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD | SUD | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-20 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD-EST | SUD-EST | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-21 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LA GRAND-ANSE | GRAND-ANSE | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-22 | MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD-OUEST | NORD-OUEST | | | | | | | | | | | |
| | RENOVATION URBAINE A DES FINS TOURISTIQUES | | | | | 79 000 000 | | | | 79 000 000 | 79 000 000 | | |
| 1111-12-52-24 | REHABILITATION DES PLACES PUBLIQUES | NATIONAL | | | | 79 000 000 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 79 000 000 | 79 000 000 | | |
| 1111-12-52-25 | DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DANS LES NIPPES | NIPPES | | | | | | | | | | | |
| | RENOVATION DE L'URBAIN | | 8 000 000 | | 8 000 000 | 973 654 674 | | | | 973 654 674 | 981 654 674 | | |
| 1111-12-52-26 | RENOVATION URBAINE DE ST MARC | ARIBONITE | | | | | | | | | | | |
| 1111-12-52-27 | RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE HIBONTE | CENTRE | | | | 29 913 902 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 29 913 902 | 29 913 902 | | |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|-------------|-----------------------|------------------------|-------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| 1111-1-12-52-28 | RENOVATION URBAINE DES GONAIVES | ARTIBONITE | - | - | - | 1 573 372 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 1 573 372 | 1 573 372 |
| 1111-1-12-52-29 | RENOVATION URBAINE A MIREBALAIS ET LASCAHOBAS | CENTRE | - | - | - | 326 717 343 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 326 717 343 | 326 717 343 |
| 1111-1-12-52-30 | RENOVATION DES ROUTES DU VILLAGE ARTISTIQUE NOAILLES DE CROIX DES BOUQUETS | OUEST | - | - | - | 3 311 902 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 3 311 902 | 3 311 902 |
| 1111-1-12-52-31 | CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SOCIO-COMMUNAUTAIRE AU WHARF DE JEREMIE A CITE SOLEIL | OUEST | - | - | - | 423 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 423 000 000 | 423 000 000 |
| 1111-1-12-52-32 | RENOVATION URBAINE DANS LE NORD OUEST | NORD OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-12-52-33 | AMENAGEMENT URBAIN DE KONKON | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-12-52-34 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE D'AQUIN | SUD | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1111-1-12-52-35 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE VIEUX BOURG D'AQUIN | SUD | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | - | - | - | - | 3 000 000 |
| 1111-1-12-52-36 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "OCCIDE JEANTY" | OUEST | - | - | - | 47 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 47 000 000 | 47 000 000 |
| 1111-1-12-52-37 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "SAINTE ANNE" | OUEST | - | - | - | 8 500 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 8 500 000 | 8 500 000 |
| 1111-1-12-52-38 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "CANAPE VERT" | OUEST | - | - | - | 15 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 1111-1-12-52-39 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "GIEFFRARD" | OUEST | - | - | - | 8 500 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 8 500 000 | 8 500 000 |
| 1111-1-12-52-40 | REHABILITATION PLACE PUBLIQUE "AEROPORT HUGO CHAVEZ" | OUEST | - | - | - | 108 728 155 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 108 728 155 | 108 728 155 |
| 1111-1-12-52-40 | CONSTRUCTION MARCHES PUBLIC DES GONAIVES | ARTIBONITE | - | - | - | 1 410 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 1 410 000 | 1 410 000 |
| 1111-1-12-53 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | | - | - | - | 78 960 000 | - | - | - | - | 78 960 000 | 78 960 000 |
| | FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL | | - | - | - | 78 960 000 | - | - | - | - | 78 960 000 | 78 960 000 |
| 1111-1-12-53-11 | REHABILITATION DE LA ROUTE COLLADERE-CERCA CAVAJAL 15 KM | CENTRE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-1-12-53-12 | REHABILITATION TRONCON FERMIER-FRERES VIA SOISSON, DUPLAN, GHARDEAU ET COLLECTRICES RUE METELIUS, MEYOTTE-FRERES, THOMASSIN 25, FERMIER | OUEST | - | - | - | 78 960 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 78 960 000 | 78 960 000 |
| 1111-1-12-54 | PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT | | - | - | - | 36 999 998 | - | - | - | - | 36 999 998 | 36 999 998 |
| | RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DES DECHETS SOLIDES | | - | - | - | 36 999 998 | - | - | - | - | 36 999 998 | 36 999 998 |
| 1111-1-12-54-11 | COLLECTE DES ORDURES | NATIONAL | - | - | - | 36 999 998 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 36 999 998 | 36 999 998 |
| 1111-1-12-55 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES | | - | - | - | 386 434 000 | - | - | - | - | 386 434 000 | 386 434 000 |
| | CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE MARCHES PUBLICS | | - | - | - | 386 434 000 | - | - | - | - | 386 434 000 | 386 434 000 |
| 1111-1-12-55-12 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE FONTAMARA | OUEST | - | - | - | 386 434 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 386 434 000 | 386 434 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 341 594 | 12 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 893 |
| 1111-1-12-55-14 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE PIGNON | NORD | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-55-15 | CONSTRUCTION DU MARCHE PUBLIC DE GRANDE RIVIERE DU NORD | NORD | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-56 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT | | | | | 164 500 000 | | | | 164 500 000 | 164 500 000 |
| | APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES | | | | | 164 500 000 | | | | 164 500 000 | 164 500 000 |
| 1111-1-12-56-12 | MISE EN PLACE AU NIVEAU DES DEPARTEMENTS DES SHELTERS POUR BESOINS D'INTERVENTION D'URGENCE | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-56-13 | IMPLANTATION DE SITES ET DE SERVICES POUR UN DEVELOPPEMENT ORDONNE DE L'HABITAT (Urbanisation) | NATIONAL | | | | 164 500 000 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 164 500 000 | 164 500 000 |
| 1111-1-12-57 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 181 000 000 | 137 936 003 | 318 936 003 | 603 153 805 | | | | 603 153 805 | 922 089 808 |
| | RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 181 000 000 | 137 936 003 | 318 936 003 | 564 000 000 | | | | 564 000 000 | 882 936 003 |
| 1111-1-12-57-11 | SOUS-PROGRAMME D'URGENCE DE RESTRUCTURATION DES STRUCTURES DU PALAIS NATIONAL | DELSI | 181 000 000 | | 181 000 000 | | | | | | 181 000 000 |
| 1111-1-12-57-13 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU MPCE | OUEST | | 137 936 003 | 137 936 003 | | | | | | 137 936 003 |
| 1111-1-12-57-14 | CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET LOGEMENTS PUBLICS-UCI/DP | OUEST | | | | 564 000 000 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 564 000 000 | 564 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | 39 153 805 | | | | 39 153 805 | 39 153 805 |
| 1111-1-12-57-16 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MPCE-UCANG PHASE 5 | OUEST | | | | 24 089 355 | | ESPAGNE | DON | 24 089 355 | 24 089 355 |
| 1111-1-12-57-17 | APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED) PHASE 2 | OUEST | | | | 4 142 543 | | ESPAGNE | DON | 4 142 543 | 4 142 543 |
| 1111-1-12-57-18 | APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED) | OUEST | | | | 10 921 907 | | ESPAGNE | DON | 10 921 907 | 10 921 907 |
| 1111-1-12-58 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE | | | | | 475 016 146 | | | | 475 016 146 | 475 016 146 |
| | MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES | | | | | 475 016 146 | | | | 475 016 146 | 475 016 146 |
| 1111-1-12-58-11 | RECONSTRUCTION DU LYCEE TOUSSAINT LOUVERTURE (INCLUANT SUPERVISION) | OUEST | | | | 260 601 288 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 260 601 288 | 260 601 288 |
| 1111-1-12-58-12 | RECONSTRUCTION DU LYCEE ALEXANDRE PELLON (INCLUANT SUPERVISION) | OUEST | | | | 214 414 858 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 214 414 858 | 214 414 858 |
| 1111-1-12-59 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS | | | | | | | | | | |
| 1111-1-12-59-11 | FINALISATION DE LA CONSTRUCTION DES CASC | NATIONAL | | | | | | | | | |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------------------|--|--------------|---------------------------|----------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------|----------|------------------------|---------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1111-1-12-60- | PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE | | - | - | - | 385 400 000 | - | - | - | 385 400 000 | 385 400 000 |
| | MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT | | - | - | - | 385 400 000 | - | - | - | 385 400 000 | 385 400 000 |
| 1111-1-12-60-11- | REHABILITATION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES (INSTALLATION DE GAZON SYNTHETIQUE, HIRCHIL, SAINT LOUIS DU NORD ET) | NATIONAL | - | - | - | 385 400 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 385 400 000 | 385 400 000 |
| | 1111-2 SERVICES EXTERNES | | 37 000 000 | - | 37 000 000 | - | - | - | - | - | 37 000 000 |
| 1111-2-13- | CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA) | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1111-2-13-50- | PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | APPUI A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-2-13-50-11- | INVENTAIRE ET EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DES OUTILS DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT LOCAL | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1111-2-13-51- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1111-2-13-51-11- | REAMENAGEMENT DU BATIMENT DU CTPEA | OUEST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| | 1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC) | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1111-2-14-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1111-2-14-50-11- | DECONCENTRATION DES ACTIVITES DU CNC DANS LES DEPARTEMENTS | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| | 1111-2-15- CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT. | | 27 000 000 | - | 27 000 000 | - | - | - | - | - | 27 000 000 |
| 1111-2-15-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 27 000 000 | - | 27 000 000 | - | - | - | - | - | 27 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 27 000 000 | - | 27 000 000 | - | - | - | - | - | 27 000 000 |
| 1111-2-15-50-11- | MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE | NATIONAL | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | - | - | 8 000 000 |
| 1111-2-15-50-12- | MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE DURABLE (MOIE ST NICOLAS, ILES DE LA TROTHE, AOFIN) | NORD-OUEST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | - | - | 10 000 000 |
| 1111-2-15-50-13- | MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES | NATIONAL | 4 000 000 | - | 4 000 000 | - | - | - | - | - | 4 000 000 |
| 1111-2-15-50-14- | INVENTAIRE DES PERIMETRES IRRIGUES ET DES INFRASTRUCTURES HYDROAGRICOLES (PHASE 2) | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

56

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | | |
|-----------------|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|------|---------------------|------------------------|----------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1112 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | 321 000 000 | 928 548 552 | 1 249 548 552 | 79 000 000 | 992 219 585 | | | | 1 071 219 585 | 2 320 768 137 |
| 1112-1 | SERVICES INTERNES | | 155 000 000 | 624 251 556 | 779 251 556 | 70 000 000 | 992 219 585 | | | | 1 062 219 585 | 1 841 471 141 |
| 1112-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 155 000 000 | 624 251 556 | 779 251 556 | 70 000 000 | 992 219 585 | | | | 1 062 219 585 | 1 841 471 141 |
| 1112-1-12-50 | PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE | | 10 000 000 | 23 500 000 | 33 500 000 | - | 188 000 000 | | | | 188 000 000 | 221 500 000 |
| | RENOVATION DES VILLES TAMPONS ACCUEILLANT DES FLUX MIGRATOIRES | | 10 000 000 | 23 500 000 | 33 500 000 | - | 188 000 000 | | | | 188 000 000 | 221 500 000 |
| 1112-1-12-50-11 | SOUTIEN AU PLAN D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR DE L'HABITAT/PAES-HA-L1018 | NATIONAL | - | - | - | - | 188 000 000 | BID | DON | | 188 000 000 | 188 000 000 |
| 1112-1-12-50-12 | CONSTRUCTION D'UN VILLAGE POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT | OUEST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | | | - | 10 000 000 |
| 1112-1-12-50-13 | VALORISATION ET AMENAGEMENT TERRAIN BELVIL EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES PUBLICS | OUEST | - | 23 500 000 | 23 500 000 | - | - | | | | - | 23 500 000 |
| 1112-1-12-51 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | | - | - | - | - | 608 182 585 | | | | 608 182 585 | 608 182 585 |
| | INTEGRATION ROUTIERE LOCALE | | - | - | - | - | 608 182 585 | | | | 608 182 585 | 608 182 585 |
| 1112-1-12-51-11 | REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1006 | NATIONAL | - | - | - | - | 497 260 | BID | DON | | 497 260 | 497 260 |
| 1112-1-12-51-12 | REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1008 | NATIONAL | - | - | - | - | 50 902 504 | BID | DON | | 50 902 504 | 50 902 504 |
| 1112-1-12-51-13 | CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER COFINACEMENT-HA-X1007 | NATIONAL | - | - | - | - | 556 782 821 | BID | DON | | 556 782 821 | 556 782 821 |
| | REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES | | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1112-1-12-51-14 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PORT DE BAIE DES FLAMANDS | SUD | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1112-1-12-52 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 20 000 000 | 100 201 556 | 120 201 556 | - | 89 300 000 | | | | 89 300 000 | 209 501 556 |
| | ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES | | - | 40 808 533 | 40 808 533 | - | - | | | | - | 40 808 533 |
| 1112-1-12-52-12 | APPUI A LA DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE | NATIONAL | - | 14 664 000 | 14 664 000 | - | - | | | | - | 14 664 000 |
| 1112-1-12-52-13 | APPUI A L'UNITE D'ANALYSE ET DES POLITIQUES FISCALES (UAFF) | NATIONAL | - | 7 708 000 | 7 708 000 | - | - | | | | - | 7 708 000 |
| 1112-1-12-52-14 | APPUI A LA COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE ET DOUCANIERE | NATIONAL | - | 18 436 533 | 18 436 533 | - | - | | | | - | 18 436 533 |
| 1112-1-12-52-15 | COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE | NATIONAL | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| | APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE | | 20 000 000 | 59 393 022 | 79 393 022 | - | 89 300 000 | | | | 89 300 000 | 168 693 022 |
| 1112-1-12-52-16 | APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'UNITE DE GESTION DU PARTENARIAT PUBLIC PRIVE | NATIONAL | - | 50 393 022 | 50 393 022 | - | - | | | | - | 50 393 022 |
| 1112-1-12-52-16 | MISE EN PLACE DE FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES/ FDI (RID)HA-L1030 | NATIONAL | - | - | - | - | 32 900 000 | BID | DON | | 32 900 000 | 32 900 000 |

<< LE MONITEUR >>

Special No. 2 - Vendredi 27 Mars 2015

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|------------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------------------|------------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | | TYPE |
| TOTAL | | | 18 294 053 369 | 5 757 857 298 | 16 051 999 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 422 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1112-1-12-52-17- | AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAÏTI (DOING BUSINESS) | OUEST | - | - | - | - | 56 400 000 | BM | DON | 56 400 000 | 56 400 000 |
| 1112-1-12-52-18- | FONDS DE GARANTIE AU DEVELOPPEMENT DES PME | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-12-52-19- | VALORISATION DE CERTAINES ACTIVITES LOCALES GENERATRICES DE REVENUS (GAGNEUR, DEZAFIS ...) | NATIONAL | 20 000 000 | - | 20 000 000 | - | - | - | - | - | 20 000 000 |
| 1112-1-12-53- | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-12-53-11- | PROREV (SOURCE : BMAPD) | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1112-1-12-54- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 40 000 000 | 500 550 000 | 540 550 000 | - | 106 737 000 | - | - | 106 737 000 | 647 287 000 |
| | RELOGEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | - | 441 800 000 | 441 800 000 | - | - | - | - | - | 441 800 000 |
| 1112-1-12-54-11- | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PALAIS DES FINANCES (MEF, AGD, DGI) | OUEST | - | 441 800 000 | 441 800 000 | - | - | - | - | - | 441 800 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 40 000 000 | 58 750 000 | 98 750 000 | - | 106 737 000 | - | - | 106 737 000 | 205 487 000 |
| 1112-1-12-54-12- | TRANSFORMATION DE LA DIRECTION DU TRESOR EN DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCP) ET IMPLANTATION DE NOUVEAUX POSTES COMPTABLES ET DE REGIES (PHASE 2) | OUEST | 40 000 000 | - | 40 000 000 | - | - | - | - | - | 40 000 000 |
| 1112-1-12-54-13- | RENFORCEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION DE PROJETS (UCP) | OUEST | - | 58 750 000 | 58 750 000 | - | - | - | - | - | 58 750 000 |
| 1112-1-12-54-14- | APPUI A LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR PUBLIC-HA-L1018 | NATIONAL | - | - | - | - | 106 737 000 | IID | DON | 106 737 000 | 106 737 000 |
| 1112-1-12-55- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 85 000 000 | - | 85 000 000 | 70 000 000 | - | - | - | 70 000 000 | 155 000 000 |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS | | 45 000 000 | - | 45 000 000 | - | - | - | - | - | 45 000 000 |
| 1112-1-12-55-11- | CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD-OUEST A PORT-DE-PAIX | NORD-OUEST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | - | - | 10 000 000 |
| 1112-1-12-55-12- | CONSTRUCTION DU BUREAU DEPARTEMENTAL DU NORD | NORD | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | - | - | - | 15 000 000 |
| 1112-1-12-55-13- | CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE DEVANT LOGER LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE | CENTRE | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | - | - | - | 15 000 000 |
| 1112-1-12-55-14- | CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER LE BUREAU DU DISTRICT DE PETIT-GOAVE | OUEST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENTS DE CENTRES ADMINISTRATIFS | | 40 000 000 | - | 40 000 000 | 70 000 000 | - | - | - | 70 000 000 | 110 000 000 |
| 1112-1-12-55-15- | MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DECONCENTRE D'IMPRESSON DES CHEQUES DU TRESOR DANS LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DU MEF | NATIONAL | 40 000 000 | - | 40 000 000 | - | - | - | - | - | 40 000 000 |
| 1112-1-12-55-16- | CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A PORT DE PAIX | NORD-OUEST | - | - | - | 20 000 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 20 000 000 | 20 000 000 |
| 1112-1-12-55-17- | CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A SAINT LOUIS DU NORD | NORD-OUEST | - | - | - | 33 000 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 33 000 000 | 33 000 000 |
| 1112-1-12-55-18- | CONSTRUCTION DE MEDIATHEQUES A JEAN RABEL | NORD-OUEST | - | - | - | 17 000 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 17 000 000 | 17 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-------------------------------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 860 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1112-2-SERVICES EXTERNES | | | 166 000 000 | 304 296 996 | 470 296 996 | 9 000 000 | - | | 9 000 000 | 479 296 996 |
| 1112-2-13- | INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE | | 64 000 000 | - | 64 000 000 | 9 000 000 | - | | 9 000 000 | 73 000 000 |
| 1112-2-13-50- | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | 64 000 000 | - | 64 000 000 | 9 000 000 | - | | 9 000 000 | 73 000 000 |
| | PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL | | 64 000 000 | - | 64 000 000 | 9 000 000 | - | | 9 000 000 | 73 000 000 |
| 1112-2-13-50-11- | RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (5EME RECENSEMENT) | NATIONAL | 50 000 000 | - | 50 000 000 | - | - | | - | 50 000 000 |
| 1112-2-13-50-12- | DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ECONOMIQUE (DEVSE) | NATIONAL | 14 000 000 | - | 14 000 000 | - | - | | - | 14 000 000 |
| 1112-2-13-50-13- | APPUI AU 5EME RECENSEMENT DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (RGPH/FNALP) | NATIONAL | - | - | - | 9 000 000 | - | BRESIL | NON | 9 000 000 |
| 1112-2-14- | DIRECTION GENERALE DU BUDGET | | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | | - | 15 000 000 |
| 1112-2-14-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | | - | 15 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | | - | 15 000 000 |
| 1112-2-14-50-11- | RENFORCEMENT DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | - | 5 000 000 |
| 1112-2-14-50-12- | SUVI CONJOINT DES PROGRAMMES ET PROJETS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (MFP/MPCE) | NATIONAL | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | - | 10 000 000 |
| 1112-2-15- | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | | 65 000 000 | 133 840 120 | 198 840 120 | - | - | | - | 198 840 120 |
| 1112-2-15-50- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 65 000 000 | 133 840 120 | 198 840 120 | - | - | | - | 198 840 120 |
| | ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES | | 65 000 000 | 133 840 120 | 198 840 120 | - | - | | - | 198 840 120 |
| 1112-2-15-50-11- | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA DGI | NATIONAL | 40 000 000 | 133 840 120 | 173 840 120 | - | - | | - | 173 840 120 |
| 1112-2-15-50-12- | EVALUATION ET AMELIORATION DES POTENTIALITES FISCALES DES COMMUNES | NATIONAL | 25 000 000 | - | 25 000 000 | - | - | | - | 25 000 000 |
| 1112-2-16- | ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES | | 10 000 000 | 170 456 876 | 180 456 876 | - | - | | - | 180 456 876 |
| 1112-2-16-50- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 10 000 000 | 170 456 876 | 180 456 876 | - | - | | - | 180 456 876 |
| | ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES | | 10 000 000 | 170 456 876 | 180 456 876 | - | - | | - | 180 456 876 |
| 1112-2-16-50-11- | MODERNISATION DES STRUCTURES DOUANIERES HAÏTIENNES | NATIONAL | 10 000 000 | 170 456 876 | 180 456 876 | - | - | | - | 180 456 876 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|--|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | | |
| TOTAL | | | 18 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1112-2-21- | UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-21-50- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| | ORIENTATION D'UNE POLITIQUE BUDGETAIRE ET FISCALE | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-21-50-11- | RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ULCC | OUEST | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-21- | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-21-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| | ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE | | 6 000 000 | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-22-50-11- | AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS DU BATIMENT DE L'ENAF | OUEST | - | - | 6 000 000 | - | - | | | | - | 6 000 000 |
| 1112-2-25- | INSPECTION GENERALE DES FINANCES | | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1112-2-25-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1112-2-25-50-11- | APPUI A L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES | OUEST | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1113 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR) | | 989 512 000 | - | 989 512 000 | 2 215 448 751 | 2 575 105 558 | | | | 4 790 554 309 | 5 780 066 309 |
| 1113-1 | SERVICES INTERNES | | 989 512 000 | - | 989 512 000 | 2 215 448 751 | 2 575 105 558 | | | | 4 790 554 309 | 5 780 066 309 |
| 1113-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 989 512 000 | - | 989 512 000 | 2 215 448 751 | 2 575 105 558 | | | | 4 790 554 309 | 5 780 066 309 |
| 1113-1-12-50- | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | 63 000 000 | - | 63 000 000 | 69 587 360 | - | | | | 69 587 360 | 132 587 360 |
| | PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL | | 63 000 000 | - | 63 000 000 | 69 587 360 | - | | | | 69 587 360 | 132 587 360 |
| 1113-1-12-50-11- | RENFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS | NATIONAL | - | - | 13 000 000 | - | - | | | | - | 13 000 000 |
| 1113-1-12-50-12- | ENQUETE SUR LES CAPACITES PRODUCTIVES AGRICOLES SUR TOUT LE TERRITOIRE | NATIONAL | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | | | - | 10 000 000 |
| 1113-1-12-50-13- | MISE EN OEUVRE DU SYSTEME INSTITUTIONNEL DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI-EVALUATION DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE | NATIONAL | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | | | - | 10 000 000 |
| 1113-1-12-50-14- | AMELIORATION DE LA FOURNITURE DE DONNEES AGRO-METEOROLOGIQUES ET HYDROLOGEOLOGIQUES EN SUPPORT A LA PRODUCTION AGRICOLE | NATIONAL | - | - | - | 69 587 360 | - | CANADA | DOOR | | 69 587 360 | 69 587 360 |
| 1113-1-12-50-15- | STIMULATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'AGRICULTURE | NATIONAL | 25 000 000 | - | 25 000 000 | - | - | | | | - | 25 000 000 |
| 1113-1-12-50-16- | ETUDES ET CLASSIFICATION DES SOLS/PROJET PILOTE DANS LES COMMUNES DE GANTHER ET CROIX-DES-BOISQUETS | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | | - | 5 000 000 |
| 1113-1-12-50-17- | MISE EN OEUVRE DU PLAN DE REFORME INSTITUTIONNELLE DU MARNDR | NATIONAL | - | - | - | - | - | | | | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 349 | 5 757 857 298 | 16 051 909 647 | 18 634 841 594 | 15 761 560 622 | 37 396 402 216 | 53 448 311 893 | |
| 1113-1-12-52- | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 46 500 000 | - | 46 500 000 | - | 376 000 000 | 376 000 000 | 422 500 000 | |
| | GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 36 500 000 | - | 36 500 000 | - | 376 000 000 | 376 000 000 | 412 500 000 | |
| 1113-1-12-52-11- | AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE TERRE NEUVE | ARTIBONITE | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | 10 000 000 | |
| 1113-1-12-52-12- | PROTECTION DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET URBAINES DANS LE BASSIN VERSANT DE LA QUINTE/BAYONNAIS/ENNERVY | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | |
| 1113-1-12-52-13- | RECALIBRAGE DE LA RIVIERE COLOMBIER ET RETABLISSEMENT DES PRISES D'EAU A ANSE ROUGE | ARTIBONITE | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | 5 000 000 | |
| 1113-1-12-52-14- | AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS EN AMONT DES SYSTEMES D'IRRIGATION (SAINT-RAPHAEL ET QUANAMINTHE) | NORD-EST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | 8 000 000 | |
| 1113-1-12-52-15- | AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEST | OUEST | 8 500 000 | - | 8 500 000 | - | - | - | 8 500 000 | |
| 1113-1-12-52-16- | AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS (VOLDROGUE, RIVIERE GLACE, ROSEAUX, ABRICOT, DAME-MARIE, GRANDPASSE, GLENAUDEE) | GRAND'ANSE | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | 5 000 000 | |
| 1113-1-12-52-17- | ATTENUATION DES DESASTRES NATURELS DANS LES BASSINS VERSANTS (NORD ET SUD-114-1104) | NATIONAL | - | - | - | - | 376 000 000 | BID | DCU | 376 000 000 |
| | CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE REGULATION DES CRUES | | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | 10 000 000 | |
| 1113-1-12-52-18- | AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BERGES DES TROIS RIVIERES (PLAISANCE, PORT-DE-PAIX, PILATE) | NORD-OUEST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | 10 000 000 | |
| 1113-1-12-53- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | | 19 992 000 | - | 19 992 000 | - | - | - | 19 992 000 | |
| | INTEGRATION ROUTIERE LOCALE | | 19 992 000 | - | 19 992 000 | - | - | - | 19 992 000 | |
| 1113-1-12-53-11- | REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE 250KMS DE PISTES AGRICOLES (PILATE, BORGNE, GROS-MORNE, BARON) | NATIONAL | 19 992 000 | - | 19 992 000 | - | - | - | 19 992 000 | |
| 1113-1-12-54- | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE | | 783 020 000 | - | 783 020 000 | 1 865 763 480 | 2 199 105 558 | 4 064 869 038 | 4 847 829 038 | |
| | ENCADREMENT DES PRATIQUES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE | | 263 000 000 | - | 263 000 000 | 222 317 680 | 794 763 558 | 1 017 080 738 | 1 280 080 738 | |
| 1113-1-12-54-11- | DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA PATATE DOUCE (PLAINE DES CAYES, PLAINE DU NORD, GONAIVES, ST-RAPHAEL) | NATIONAL | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | 10 000 000 | |
| 1113-1-12-54-12- | DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREALIERES, LEGUMINEUSES ET MARACHIERES DANS LA VALLEE DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | 50 000 000 | - | 50 000 000 | - | - | - | 50 000 000 | |
| 1113-1-12-54-13- | REGENERATION DES PLANTATIONS CAFEIERES A THIOFFE | SUD-EST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | 5 000 000 | |
| 1113-1-12-54-14- | CONTROLE INTEGRAL DU SCOLYTE DES CERISES DU CAFE A BEAUMONT | GRAND'ANSE | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | 5 000 000 | |
| 1113-1-12-54-15- | AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE: PRODUCTION DE MAIS ET OELFS DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-DELA SUD | SUD | - | - | - | 11 588 000 | - | FRANCE | DON | 11 588 000 |
| 1113-1-12-54-16- | RELANCE DE L'AGRICULTURE A MARIGOT, BASSIN VERSANT (6, BASSIN FESLES, PHASE 4) | SUD-EST | - | - | - | 19 479 680 | - | ESPAGNE | DON | 19 479 680 |
| 1113-1-12-54-17- | DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA CANNE A SUCRE (US/1DD) LEOGANE | OUEST | 25 000 000 | - | 25 000 000 | - | - | - | 25 000 000 | |
| 1113-1-12-54-18- | REINFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS AGRICOLES 2 (RESEPAQ) BM/PI26744 | NATIONAL | - | - | - | - | 690 000 000 | BM | DON | 690 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|---|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 504 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1113-1-12-54-19- | IDENTIFICATION DES ANIMAUX, D'INSPECTION SANITAIRE ET DE TRACABILITE VETERINAIRE | NATIONAL | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1113-1-12-54-20- | DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE DANS LES ZONES FRONTALIERES | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-21- | DEVELOPPEMENT DE L'APICULTURE A AQUIN | SUD | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1113-1-12-54-22- | CONTROLE DE ZONOSSES, DES MALADIES ANIMALES INFECTIEUSES ENDEMIQUES ET SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE | NATIONAL | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | 21 000 000 |
| 1113-1-12-54-23- | AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN HAITI/INITIATIVE OMD: CENTRE, ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD | NATIONAL | | | | | 104 763 058 | UE | DOH | 104 763 058 | 104 763 058 |
| 1113-1-12-54-24- | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (LEOGANE, CROIX DES | OUEST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-25- | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (CAMP-PERRIN, ST | SUD | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-26- | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES (GROS-MORNE | ARTIBONITE | 12 000 000 | | 12 000 000 | | | | | | 12 000 000 |
| 1113-1-12-54-27- | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES ATTAQUANT LES MANGUES DANS LES GRANDES ZONES PRODUCTRICES CENTRE | CENTRE | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-28- | MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES D'EPIDEMIOLOGIE VEGETALE | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1113-1-12-54-29- | MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE ET D'HYGIENE DES ALIMENTS (HAIL 1093) | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1113-1-12-54-30- | DEVELOPPEMENT ET VULGARISATION DE PAQUETS TECHNIQUES A PLAINES CAYES, THOTTE, BELLADERE, EL DONDON | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-31- | RENFORCEMENT DU LABORATOIRE DE TAMARINIER POUR LE CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS ALIMENTAIRES | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1113-1-12-54-32- | PROJET DE FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS EN QUARANTAINE ANIMALE ET VEGETALE | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1113-1-12-54-33- | PRODUCTION ET TRANSFORMATION DE LA VIANDE LI DU LAIT | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-34- | DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE ET CONTROLE DE CAPRINS | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-35- | PROMOTION DE L'ARBOVICULTURE FRUITIERE | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1113-1-12-54-36- | PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES MARAIS SALANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1113-1-12-54-37- | RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA PRODUCTION DE SEMENCES DE RIZ EN HAITI | NATIONAL | | | | 67 500 000 | | TAIWAN | DOH | 67 500 000 | 67 500 000 |
| 1113-1-12-54-38- | DEVELOPPEMENT DES FILIERES CEREAALIERES DANS LA PLAINE DES CAYES | SUD | | | | 123 750 000 | | TAIWAN | DOH | 123 750 000 | 123 750 000 |
| ACCES AUX MATERIELS ET INTRANTS AGRICOLES | | | 297 000 000 | | 297 000 000 | 73 385 800 | 564 000 000 | | | 637 385 800 | 934 385 800 |
| 1113-1-12-54-39- | SUBVENTION DE FERTILISANTS ET AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARC, PLAINE DES CAYES, ST-RAPHAEL, KENSKOFF, FERRIER) | NATIONAL | 170 000 000 | | 170 000 000 | 73 385 800 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 73 385 800 | 243 385 800 |
| 1113-1-12-54-40- | SUBVENTION DE SEMENCES | NATIONAL | 95 000 000 | | 95 000 000 | | | | | | 95 000 000 |
| 1113-1-12-54-41- | TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX PETITS AGRICULTEURS DANS LE NORD ET LE NORD-EST- HA-1-1099 | NATIONAL | | | | | 564 000 000 | BID | DOH | 564 000 000 | 564 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

62

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|--|---|---------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|---------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1113-1-12-54-02 | APPUI A LA MECANISATION AGRICOLE | NATIONAL | 32 000 000 | | 32 000 000 | | | | | | 32 000 000 |
| CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE SYSTEMES D'IRRIGATION | | | 223 020 000 | | 223 020 000 | 1 570 000 000 | 240 342 500 | | | 2 410 342 500 | 2 633 362 500 |
| 1113-1-12-54-43 | APPUI A LA VALORISATION DU POTENTIEL AGRICOLE DU NORD POUR LA SECURITE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE (AVANSEE) | NORD/NORD-EST | | | | 1 104 000 000 | | | USA | DON | 1 104 000 000 |
| 1113-1-12-54-44 | REHABILITATION DES PERIMETRES (TRAIROURE, DU MAS, ROBINO, ACUL SAMEDI, BAS DES PERCHES) (650 HA) | NORD-EST | | | | | 231 570 000 | | FIDA | DON | 231 570 000 |
| 1113-1-12-54-45 | REHABILITATION DES PERIMETRES (ANDREAU, TI CHANSOLME, KATRACAS, LA HATTE, BELLIER, JEAN-PIERRE, VIDAL, POLYD, FONRAMAUX) (615 HA) | NORD-OUEST | | | | | 164 000 000 | | FIDA | DON | 164 000 000 |
| 1113-1-12-54-46 | CONSTRUCTION DU BARRAGE DES TROIS (3) RIVIERES | NORD-OUEST | 120 000 000 | | 120 000 000 | | | | | | 120 000 000 |
| 1113-1-12-54-47 | REHABILITATION DU BARRAGE DE LA RIVIERE GRISE (CROIX DES BOUQUETS-WINNER) 4000 HA-SOURCE, MARNDR | OUEST | | | | 364 000 000 | | | USA | DON | 364 000 000 |
| 1113-1-12-54-48 | REHABILITATION DU PERIMETRE DE L'AVEZAC A CAMP-PERRIN (2000 HA) -SEC AL_SUD | SUD | | | | 102 000 000 | | | FRANCE | DON | 102 000 000 |
| 1113-1-12-54-49 | REHABILITATION DES PERIMETRES (BOHOC, POULIE, DUFAILY, LOS POSOS, FLANDE/ST MARTIN, GOYAVE, SOURCE PEREL) 635 HA | CENTRE | | | | | 104 625 000 | | FIDA | DON | 104 625 000 |
| 1113-1-12-54-51 | REHABILITATION DU PERIMETRE DE LATANNERIE (1800 HA) | OUEST | | | | | | | | | |
| 1113-1-12-54-52 | RECALIBRAGE ET DRAGAGE DU CHENAL SALLEE FLOODWAY 9 KMS | ARTIBONITE | | | | | | | | | |
| 1113-1-12-54-53 | REHABILITATION DES PERIMETRES DU NORD-EST, ARTIBONITE, NIPES, CENTRE, NORD, OUEST | NATIONAL | 33 000 000 | | 33 000 000 | | | | | | 33 000 000 |
| 1113-1-12-54-54 | PLAN DIRECTEUR DES PLAINES D'AUQUIN ET DE BACONNOIS DANS LE CADRE DU PPI-III (4500 HA) | NIPES | | | | | 11 147 500 | | FIDA | DON | 11 147 500 |
| 1113-1-12-54-55 | CONSTRUCTION DU SYSTEME D'IRRIGATION DE LA PLAINE DE BACONNOIS (ETUDES) | NIPES | 40 000 000 | | 40 000 000 | | | | | | 40 000 000 |
| 1113-1-12-54-56 | REHABILITATION DES PERIMETRES (BONGRIS, DEBARRIERES, LAVIRIDURE) (1451 HA) | ARTIBONITE | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1113-1-12-54-57 | PROJET DE GESTION DE L'EAU DANS LE BASSIN DE L'ARTIBONITE (PROGEBIA) | ARTIBONITE | 20 020 000 | | 20 020 000 | | 329 000 000 | | BID | DON | 349 020 000 |
| 1113-1-12-54-58 | AMENAGEMENT ET/OU REHABILITATION DES BARRAGES (PROFILIER, YVON) (600 HA) | ARTIBONITE | | | | | | | | | |
| 1113-1-12-55 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE | | 32 000 000 | | 32 000 000 | 41 657 911 | | | | | 73 657 911 |
| ENCADREMENT DES PRATIQUES DE PECHE | | | | | | 22 642 576 | | | | | 22 642 576 |
| 1113-1-12-55-11 | MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE MARITIME EN HAITI | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1113-1-12-55-12 | REINFORCEMENT DE LA PECHE MARITIME DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST | SUD-EST | | | | 22 642 576 | | | ESPAGNE | DON | 22 642 576 |
| AMENAGER LES LACS COLLINAIRES | | | 12 000 000 | | 12 000 000 | | | | | | 12 000 000 |
| 1113-1-12-55-13 | CONSTRUCTION ET MISE EN VALEUR DES LACS COLLINAIRES | NATIONAL | 12 000 000 | | 12 000 000 | | | | | | 12 000 000 |

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 2 - Vendredi 27 Mars 2015

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|---------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 482 216 | 53 448 311 823 |
| | IMPLANTATION DE FERMES AQUICOLES | | 20 000 000 | . | 20 000 000 | 19 015 335 | . | | 19 015 335 | 39 015 335 |
| 1113-1-12-55-14 | REHABILITATION ET MISE EN VALEUR DE QUATRE FERMES AQUICOLES | OUEST | 10 000 000 | . | 10 000 000 | . | . | | . | 10 000 000 |
| 1113-1-12-55-15 | APPUI AU RELANCEMENT DE L'AQUACULTURE ET LA PECHE CONTINENTALE DANS LE SUD-EST, PHASE 4 | SUD-EST | . | . | . | 19 015 335 | . | ESPAGNE | DON | 19 015 335 |
| 1113-1-12-55-16 | EMPOISSONNEMENT DES PLANS D'EAU ET L'ÉLEVAGE DE POISSON EN BASSINS | NATIONAL | 10 000 000 | . | 10 000 000 | . | . | | . | 10 000 000 |
| 1113-1-12-56 | PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES | | 5 000 000 | . | 5 000 000 | 238 500 000 | . | | 238 500 000 | 243 500 000 |
| | AMELIORATION DE L'ACCES AUX ASSURANCES | | 5 000 000 | . | 5 000 000 | 238 500 000 | . | | 238 500 000 | 243 500 000 |
| 1113-1-12-56-11 | SYSTEME DE FINANCEMENT ET D'ASSURANCES AGRICOLES EN HAÏTI/A034869-001 | NATIONAL | 5 000 000 | . | 5 000 000 | 238 500 000 | . | CANADA | DON | 243 500 000 |
| 11131-2-12-57 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 40 000 000 | . | 40 000 000 | . | . | | . | 40 000 000 |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS | | 15 000 000 | . | 15 000 000 | . | . | | . | 15 000 000 |
| 1113-1-12-57-11 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES | NATIONAL | 10 000 000 | . | 10 000 000 | . | . | | . | 10 000 000 |
| 1113-1-12-57-12 | ETUDES ET CONSTRUCTION DE L'ODN ZONE NORD | NORD | 5 000 000 | . | 5 000 000 | . | . | | . | 5 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 25 000 000 | . | 25 000 000 | . | . | | . | 25 000 000 |
| 1113-1-12-57-13 | FORMATION ET ENCADREMENT TECHNIQUE DES ENTREPRENEURS AGRICOLES (LIMBE, HINCHEL, LEOGANE) | NATIONAL | 10 000 000 | . | 10 000 000 | . | . | | . | 10 000 000 |
| 1113-1-12-57-14 | ETUDES FONCIERES ET ETABLISSEMENT DE REPERTOIRE DE TERRES AGRICOLES EN HAÏTI (PRIVEES ET ETAT) | NATIONAL | 5 000 000 | . | 5 000 000 | . | . | | . | 5 000 000 |
| 1113-1-12-57-15 | SECURISATION FONCIERE/APPUI A L'ACQUISITION DES TITRES LEGAUX EN HAÏTI | NATIONAL | 10 000 000 | . | 10 000 000 | . | . | | . | 10 000 000 |
| 1114 | MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATIONS | | 1 261 138 868 | 1 626 267 053 | 2 887 405 921 | 7 117 649 467 | 7 928 300 193 | | 15 045 949 669 | 17 933 355 582 |
| 1114-1 | SERVICES INTERNES | | 1 165 138 868 | 1 626 267 053 | 2 791 405 921 | 4 708 928 892 | 7 531 300 193 | | 12 240 229 085 | 15 031 635 007 |
| 1114-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 1 165 138 868 | 1 626 267 053 | 2 791 405 921 | 4 708 928 892 | 7 531 300 193 | | 12 240 229 085 | 15 031 635 007 |
| 1114-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 45 000 000 | 705 000 000 | 750 000 000 | . | 1 065 044 131 | | 1 065 044 131 | 1 815 044 131 |
| | MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 45 000 000 | 705 000 000 | 750 000 000 | . | 1 065 044 131 | | 1 065 044 131 | 1 815 044 131 |
| 1114-1-12-50-11 | AMELIORATION DU SYSTEME DE CONTROLE DE POIDS DES VEHICULES SUR LES ROUTES, CONSTRUCTION DE 3 STATIONS DE PESAGE A BELLADERE, MORNE A CABRI | NATIONAL | . | . | . | . | 200 663 000 | UE | DON | 200 663 000 |
| 1114-1-12-50-12 | REPARATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS LOURDS | NATIONAL | . | . | . | . | . | | . | . |
| 1114-1-12-50-13 | REHABILITATION ET ENTRETIEN D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET D'EQUIPEMENTS URBAINS | NATIONAL | . | . | . | . | . | | . | . |
| 1114-1-12-50-14 | FINALISATION DES TRAVAUX POST SEISME/MTFC | NATIONAL | . | 705 000 000 | 705 000 000 | . | . | | . | 705 000 000 |
| 1114-1-12-50-15 | CONSTRUCTION OU REPARATION DES BATIMENTS LOGEANT LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES | NATIONAL | . | . | . | . | . | | . | . |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RR RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 296 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 983 |
| 1114-1-12-50-16 | RECONSTRUCTION DES INSTITUTIONS ET INFRASTRUCTURES (PRE21) BM | NATIONAL | | | | | 849 760 000 | BM | DON | 849 760 000 |
| 1114-1-12-50-17 | RECONSTRUCTION DES MINISTERES CLÉS ET DES ADMINISTRATIONS DECENTRALISEES | NATIONAL | | | | | 14 621 131 | UE | DON | 14 621 131 |
| 1114-1-12-50-18 | MODERNISATION DU SYSTEME DE TRANSPORT | NATIONAL | 45 000 000 | | 45 000 000 | | | | | 45 000 000 |
| 1114-1-12-51 | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | | | | | | | | |
| | AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | | | | | | | | |
| 1114-1-12-51-11 | TRAVAUX DE DEMOLITION, D'ENLEVEMENT ET DE GESTION DE DECOMBRES DANS LE PERIMETRE PILOTE DE RECONSTRUCTION DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52 | PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE | | 182 500 000 | 54 050 000 | 236 550 000 | 1 597 957 060 | 472 624 313 | | | 2 070 581 373 |
| | RENOVATION DE L'URBAIN | | 182 500 000 | 54 050 000 | 236 550 000 | 1 597 957 060 | 472 624 313 | | | 2 070 581 373 |
| 1114-1-12-52-11 | RENOVATION DE LA ROUTE DE FRERES | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-13 | REHABILITATION DES RUES AU CAP-HAITIEN ET AUX ENVIRONS-PHASE 2 | NORD | 35 000 000 | | 35 000 000 | | | | | 35 000 000 |
| 1114-1-12-52-14 | REHABILITATION DES ROUTES ET DES SYSTEMES DE DRAINAGE DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-15 | RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE LIMIL | NORD | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-16 | APPUI A L'AMENAGEMENT ET LA RECONSTRUCTION DES QUARTIERS POUR FACILITER LE RETOUR DES POPULATIONS SINISTREES/CLBP | QUEST | | | | | 472 624 313 | LE | DON | 472 624 313 |
| 1114-1-12-52-17 | CONSTRUCTION VIADUC DELMAS-NAZON | QUEST | | | | 503 354 020 | | PETROCARIBL | EMPRUNT | 503 354 020 |
| 1114-1-12-52-18 | CONSTRUCTION VIADUC MARINE HAITIENNE | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-19 | REHABILITATION ET ENTRETIEN DES RUES DANS LA ZONE METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE (PETION-VILLE) | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-21 | REHABILITATION URBAINE AUX CAYES | SUD | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-22 | CONSTRUCTION DE LA ROUTE ENTREE MINOTERIE A LA NOUVELLE ZONE INDUSTRIELLE | QUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-25 | CONSTRUCTION DE DEGRAVEURS EN AMONT DU DALOT BOIS MOQUELTI | QUEST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | 10 000 000 |
| 1114-1-12-52-26 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MEYOUTE | QUEST | 43 750 000 | | 43 750 000 | | | | | 43 750 000 |
| 1114-1-12-52-27 | RENOVATION URBAINE A VERRETTES | ARTIBONITE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-52-28 | RENOVATION URBAINE A DAME-MARIL | GRAND-ANSE | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | 10 000 000 |
| 1114-1-12-52-29 | REHABILITATION DE LA ROUTE CANAPE-VERT SAINTE MARIE | QUEST | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 |
| 1114-1-12-52-30 | TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE DANS LA VILLE DE GROS MORNE | ARTIBONITE | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | 10 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES INTERNES | | | | | | |
|------------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|-------------|-----------------------|------------------------|---------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| 1114-1-12-52-31- | REHABILITATION DE LA ROUTE DE TABARRE | OUEST | - | - | - | 329 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 329 000 000 | 329 000 000 |
| 1114-1-12-52-32- | REHABILITATION DU TRONÇON DE ROUTE GONAIVES-ANSE ROUGE | ARTIBONITE | 25 000 000 | - | 25 000 000 | - | - | - | - | - | - | 25 000 000 |
| 1114-1-12-52-33- | REHABILITATION DELMAS 65/CATALPADALJA/JONCTION DELMAS 83& 75 (PHASE 2) | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-52-34- | REHABILITATION/CONSTRUCTION DU TRONÇON DE DELMAS 65 | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-52-35- | REHABILITATION ROUTE MEYOTTE-FRERES | OUEST | 43 750 000 | - | 43 750 000 | - | - | - | - | - | - | 43 750 000 |
| 1114-1-12-52-36- | ETUDES ET MISE EN PLACE DU PLAN DE RECONSTRUCTION GRAND GOAVE ET PETIT GOAVE (UCP) | OUEST | - | 2 350 000 | 2 350 000 | - | - | - | - | - | - | 2 350 000 |
| 1114-1-12-52-37- | PLAN D'AMENAGEMENT GRAND-GOAVE ET PETIT-GOAVE (UCP) | OUEST | - | 4 700 000 | 4 700 000 | - | - | - | - | - | - | 4 700 000 |
| 1114-1-12-52-38- | AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A PETIT GOAVE (UCP) | OUEST | - | 23 500 000 | 23 500 000 | - | - | - | - | - | - | 23 500 000 |
| 1114-1-12-52-39- | AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A GRAND-GOAVE (UCP) | OUEST | - | 23 500 000 | 23 500 000 | - | - | - | - | - | - | 23 500 000 |
| 1114-1-12-52-40- | REHABILITATION URBAINE DE JEREMIE | GRAND-ANSE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-52-41- | AMENAGEMENT INTEGRE DES QUARTIERS INFORMELS DE PORT AU FRANÇOIS (UE ET AFD) | OUEST | - | - | - | 362 813 040 | - | - | FRANCE | DON | 362 813 040 | 362 813 040 |
| 1114-1-12-52-42- | REHABILITATION TRONÇON PORT DE PAIX - PORT MARGOT | NATIONAL | - | - | - | 355 790 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 355 790 000 | 355 790 000 |
| 1114-1-12-52-43- | REHABILITATION CARREFOUR DUFORT - JACMEI | NATIONAL | - | - | - | 47 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 47 000 000 | 47 000 000 |
| 1114-1-12-53- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL | | 489 225 735 | 715 910 217 | 1 205 135 952 | 2 538 987 058 | 4 093 210 484 | | | | 6 632 197 542 | 7 837 333 494 |
| | FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL | | 286 000 000 | - | 286 000 000 | 1 663 739 848 | 4 093 210 484 | | | | 5 756 950 332 | 6 042 950 332 |
| 1114-1-12-53-11- | REPARATION ET PROTECTION DE PONTS | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-13- | CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER DANS LE SUD ET LA GRAND-ANSE-BIDHA L1019 | NATIONAL | - | - | - | - | 350 479 000 | - | BID | DON | 350 479 000 | 350 479 000 |
| 1114-1-12-53-14- | APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI (ARTIBONITE, GRAND-ANSE, OUEST, SUD SUD-EST)-HA-L1054 | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-15- | REHABILITATION DE LA RN1 (GONAIVES-ENNERY)- SOURCE MITPC | ARTIBONITE | - | - | - | - | 760 313 472 | - | UE | DON | 760 313 472 | 760 313 472 |
| 1114-1-12-53-16- | REHABILITATION DE LA RN1 (ENNERY-PLAISANCE) - SOURCE MITPC | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-17- | REHABILITATION DE LA ROUTE CROIX DES BOUQUETS-FONDS PARISIEN | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-18- | TRAVAUX COMPLEMENTAIRES SUR LA ROUTE CARREFOUR PUILBOREAU-MARMELADE | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-20- | REHABILITATION DE LA ROUTE CAYES-JEREMIE-A033178-001- SOURCE MITPC | NATIONAL | - | - | - | 658 000 000 | - | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 658 000 000 | 658 000 000 |
| 1114-1-12-53-21- | REHABILITATION HINCHÉ, ST. RAPHAEL, BARRIERE BATTANT - PHASE I; HINCHÉ ST-RAPHAEL-COFINANCEMENT (AED) CENTRE-NORD- SOURCE MITPC | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1114-1-12-53-22 | REHABILITATION HINCHIL ST. RAPHAEL, BARRIERE BATTANT - PHASE 2: ST-RAPHAEL-DOMDON ET CARREFOUR MENARD/BARRIERE BATTANT.(AFD) CENTRE-NORD/CO | NORD | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-23 | REHABILITATION THOMASSIQUE / CERCA LA SOURCE | CENTRE | | | | | 6 673 878 | UE | DXN | 6 673 878 |
| 1114-1-12-53-24 | CONSTRUCTION PONT HYPPOLITE (PONT A L'EMBOUCHURE DE LA RIVIERE DU HAUT DU CAP) | NORD | | | | | 86 528 633 | UE | DXN | 86 528 633 |
| 1114-1-12-53-26 | REHABILITATION ROUTE PETITE RIVIERE DE NIPPES/PETIT TROU DE NIPPES | NIPPES | | | | 58 387 818 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 58 387 818 |
| 1114-1-12-53-27 | REHABILITATION TRONCON RNI-FREYCYNEAUNT MARCOBIGOT (GONAIVES), CONSTRUCTION BIGOT-CARREFOUR JOFFRE, BIENNAC-RUE CLERVEAU ET RNI- | ARTIBONITE | | | | 31 601 813 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 31 601 813 |
| 1114-1-12-53-28 | REHABILITATION PARTIELLE DE LA ROUTE DE PONT SONDE MIREBALAIS | ARTIBONITE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-30 | REHABILITATION DE LA ROUTE MIREBALAIS HINCHERE/REALLOCATION DE FONDS SUR RN3 | CENTRE | | | | | 415 000 000 | UE | DXN | 415 000 000 |
| 1114-1-12-53-32 | CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE MARIGOT/PEREDO | SUD-EST | | | | 15 750 217 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 15 750 217 |
| 1114-1-12-53-33 | CONSTRUCTION DU PONT DE ROSEAUX | GRAND-ANSE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-34 | CONSTRUCTION DU PONT DE VOLDROGUE | GRAND-ANSE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-35 | CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DES BARRIES RELIANT ST LOUIS DU NORD A ANSE A FOLEUR | NORD-OUEST | 188 000 000 | | 188 000 000 | | | | | 188 000 000 |
| 1114-1-12-53-36 | CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DU HAUT DU CAP (PONT ILLIE HILL) | NORD | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-37 | CONSTRUCTION DE PONTS DANS LE NORD-OUEST(AXE CARREFOUR JOFFRE/PORT-DE-PAIX | NORD-OUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-38 | REHABILITATION DE LA ROUTE LASCAHOBAS-BELLADERE-CACHIMAN | CENTRE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-39 | REHABILITATION DES CONTOURNEMENTS DES VILLES DE LASCAHOBAS ET BELLADERE | CENTRE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-42 | TRAVAUX D'URGENCE ENTRE CARREFOUR DUFORT ET JACMEI (43Km) | SUD-EST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-43 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT BONNET A GANTHIER (RNS) | OUEST | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | 20 000 000 |
| 1114-1-12-53-44 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT GENS DE NANTES SUR TAXE OUANAMINTE - CAPOTILLE | NORD-EST | 15 000 000 | | 15 000 000 | | | | | 15 000 000 |
| 1114-1-12-53-45 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MALFETY SUR L'AXE ROUTIER DE LA RN6 | NORD-EST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | 10 000 000 |
| 1114-1-12-53-46 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SUR LA RIVIERE QUINAUDEE | GRAND-ANSE | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | 17 000 000 |
| 1114-1-12-53-47 | TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SAINT-ANNE A ANSE A FOLEUR | NORD-OUEST | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-48 | TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE RNI - DENDUNES | ARTIBONITE | | | | | | | | |
| 1114-1-12-53-49 | TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE THOMAZEAU - CORNILLON - GRAND BOIS | OUEST | 26 000 000 | | 26 000 000 | | | | | 26 000 000 |
| 1114-1-12-53-50 | CARREFOUR PLAIN DU NORD - CARREFOUR MORNE ROUGE RNI | NORD | | | | | | | | |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|---|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFU | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | | TYPE |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | | |
| 1114-1-12-53-51- | TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE MARGOT-PEREDO - BELLE ANSE | SUD-EST | - | - | - | - | - | - | - | | |
| 1114-1-12-53-52- | TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE DE LA VALLEE -BAINET | SUD-EST | - | - | - | - | - | - | - | | |
| 1114-1-12-53-53- | TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE CAVAILLON-BONNE FIN -BARADERES | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | | |
| 1114-1-12-53-54- | DALOT SUR L'AUCODIÈRE A PILATE | NORD | - | - | - | - | - | - | - | | |
| 1114-1-12-53-55- | APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI IIA-L1054 | NATIONAL | - | - | - | - | 634 776 501 | BID | DON | 634 776 501 | 634 776 501 |
| 1114-1-12-53-56- | APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI II IIA-L1058 | NATIONAL | - | - | - | - | 852 439 000 | BID | DON | 852 439 000 | 852 439 000 |
| 1114-1-12-53-57- | APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI III IIA-L1079 | NATIONAL | - | - | - | - | 611 000 000 | BID | DON | 611 000 000 | 611 000 000 |
| 1114-1-12-53-58- | APPUI AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAÏTI IV IIA-L1089 | NATIONAL | - | - | - | - | 376 000 000 | BID | DON | 376 000 000 | 376 000 000 |
| 1114-1-12-53-59- | TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA ROUTE HINCHÉ - CERCA LA SOURCE | CENTRU | - | - | - | 900 000 000 | - | JAPON | DXN | 900 000 000 | 900 000 000 |
| 1114-1-12-53-60- | DALOT DOUBLE SUR LA ROUTE LIBERAL A LIMBE | NORD | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | - | - | 10 000 000 |
| 1114-1-12-53-61- | RÉHABILITATION DES TRONÇONS DE ROUTE EN TERRE BATTUE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'OUEST | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-62- | RÉHABILITATION DES TRONÇONS DE ROUTE EN TERRE BATTUE DANS LE DÉPARTEMENT DU CENTRE | CENTRE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-63- | REHABILITATION DE LA ROUTE DE FORT JACQUES | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-64- | CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE DU SUD A GRESSIER | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| AMELIORATION DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE | | | - | 715 910 217 | 715 910 217 | 51 982 940 | - | - | - | 51 982 940 | 767 893 157 |
| 1114-1-12-53-65- | REHABILITATION ET ENTRETIEN DE LA ROUTE BAIE DE L'ACUL /BARRIERE BATTANT/MILOT (RN3) ET BARRIERE BATTANT /SANS SOUCI/MILLEMILLOT | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-66- | CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE GAUCHE (Rie Jacmel-La vallée de Jacmel | SUD-EST | - | - | - | 51 982 940 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 51 982 940 | 51 982 940 |
| 1114-1-12-53-67- | ENTRETIEN DE ROUTES INTERURBAINES | NATIONAL | - | 431 290 547 | 431 290 547 | - | - | - | - | - | 431 290 547 |
| 1114-1-12-53-68- | REHABILITATION ET/OU ENTRETIEN DE ROUTES A PETIT-GOAVE | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-69- | REHABILITATION ROUTE PIGNON /BOUQUERONNE GARDE SIXIEME /SAINT MICHEL | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-71- | ENTRETIEN DE ROUTES URBAINES | NATIONAL | - | 184 838 806 | 184 838 806 | - | - | - | - | - | 184 838 806 |
| 1114-1-12-53-72- | TRAVAUX PONCTUELS D'URGENCE | NATIONAL | - | 99 780 864 | 99 780 864 | - | - | - | - | - | 99 780 864 |
| INTEGRATION ROUTIERE LOCALE | | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1114-1-12-53-73- | REHABILITATION DE LA ROUTE JACMEL / LA VALLEE DE JACMEL | SUD-EST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|-----------------|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|-------------|---------------------|------------------------|---------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| | REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AEROPORTUAIRES | | 203 225 735 | - | 203 225 735 | 823 264 270 | - | | | 823 264 270 | 1 026 490 005 | |
| 1114-1-12-53-74 | ETUDES DE FAISABILITE DES PORTS DANS LE NORD D'HAITI | NORD | - | - | - | 66 564 270 | - | | USA | DON | 66 564 270 | 66 564 270 |
| 1114-1-12-53-75 | CONSTRUCTION DE STRUCTURES D'IRRIGATION A SAÛT DE BARI (NIPPE), MARRON(SAZLES) ET TROIS-RIVIERES(NORD-OUEST) | NATIONAL | - | - | - | 164 500 000 | - | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 164 500 000 | 164 500 000 |
| 1114-1-12-53-77 | REPARATION DU PORT DES CAYES | SUD | - | - | - | - | - | | | | | |
| 1114-1-12-53-78 | CONSTRUCTION AEROGARE DE PORT DE PAIX | NORD-OUEST | - | - | - | - | - | | | | | |
| 1114-1-12-53-79 | CONSTRUCTION GARE ROUTIERE ET MARCHÉ PUBLIC A MIRAGOANE (INCLUANT LA SUPERVISION) | NIPPE | - | - | - | 404 200 000 | - | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 404 200 000 | 404 200 000 |
| 1114-1-12-53-80 | CONSTRUCTION DU TERMINAL DE L'AEROPORT DES CAYES (ANTOINE SIMON) | SUD | - | - | - | 188 000 000 | - | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 188 000 000 | 188 000 000 |
| 1114-1-12-53-81 | CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE DES CAYES | SUD | 7 000 000 | - | 7 000 000 | - | - | | | | 7 000 000 | 7 000 000 |
| 1114-1-12-53-82 | REHABILITATION DE LA ROUTE CARREFOUR CHARLES-CORAIL | GRAND-ANSE | 12 000 000 | - | 12 000 000 | - | - | | | | 12 000 000 | 12 000 000 |
| 1114-1-12-53-83 | REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE A MORNE CHIEN | NORD-OUEST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | | 8 000 000 | 8 000 000 |
| 1114-1-12-53-84 | CONSTRUCTION DU PONT A DAME MARIE | GRAND-ANSE | 40 000 000 | - | 40 000 000 | - | - | | | | 40 000 000 | 40 000 000 |
| 1114-1-12-53-85 | REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE LILAVOIS-BON REPOS/CROIX DES BOUCHAIS | OUEST | 122 559 227 | - | 122 559 227 | - | - | | | | 122 559 227 | 122 559 227 |
| 1114-1-12-53-86 | PERCE ET REHABILITATION DE ROUTE A L'ILE DE LA TORTUE | NORD-OUEST | 13 666 598 | - | 13 666 598 | - | - | | | | 13 666 598 | 13 666 598 |
| 1114-1-12-54 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE | | 349 474 406 | - | 349 474 406 | - | 1 005 800 000 | | | | 1 005 800 000 | 1 355 274 406 |
| | LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES | | - | - | - | - | 1 005 800 000 | | | | 1 005 800 000 | 1 005 800 000 |
| 1114-1-12-54-11 | DRAGAGE DES EXUTOIRES ET DE LA BAIIE DES RAVINES DE PORT-AU-PRINCE | OUEST | - | - | - | - | - | | | | | |
| 1114-1-12-54-12 | EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL-ARTIBONITE-GRAND-ANSE-OUEST(HA-C.1007EAU) POTABLE | NATIONAL | - | - | - | - | 117 500 000 | | BID | DON | 117 500 000 | 117 500 000 |
| 1114-1-12-54-13 | EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPA) VILLES INTERMEDIAIRES (II) (ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST- HA-1.1039 | NATIONAL | - | - | - | - | 188 000 000 | | BID | DON | 188 000 000 | 188 000 000 |
| 1114-1-12-54-14 | EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPA) VILLES INTERMEDIAIRES (II) (ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST- HA-1.1013 | NATIONAL | - | - | - | - | 263 200 000 | | BID | DON | 263 200 000 | 263 200 000 |
| 1114-1-12-54-15 | TRAVAUX EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT POUR PORT-AU-PRINCE- HA L1044 | OUEST | - | - | - | - | 61 100 000 | | BID | DON | 61 100 000 | 61 100 000 |
| 1114-1-12-54-16 | EAU ET SANITATION A PORT-AU-PRINCE- HA X1021 | OUEST | - | - | - | - | 376 000 000 | | BID | DON | 376 000 000 | 376 000 000 |
| | RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHETS SOLIDES | | 349 474 406 | - | 349 474 406 | - | - | | | | 349 474 406 | 349 474 406 |
| 1114-1-12-54-17 | INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT) | NATIONAL | 140 000 000 | - | 140 000 000 | - | - | | | | 140 000 000 | 140 000 000 |
| 1114-1-12-54-18 | TRAVAUX DE CURAGE ET DE PROTECTION DES BERGES DE LA RIVIERES DES BARADERES | NIPPE | - | - | - | - | - | | | | | |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1114-1-12-54-19 | CURAGE, RECALIBRAGE, RENFORCEMENT DE DIGUE RIVIERE LA QUINTE ET RAVINE DURE | NIPPEN | 209 474 406 | - | 209 474 406 | - | - | - | - | 209 474 406 |
| 1114-1-12-55 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS | | 98 938 727 | 151 306 836 | 250 245 563 | 571 984 774 | 894 621 265 | | 1 466 606 039 | 1 716 851 602 |
| | RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE | | - | - | - | 571 984 774 | 423 470 000 | | 995 454 774 | 995 454 774 |
| 1114-1-12-55-11 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ENERGIE | NATIONAL | - | - | - | - | - | | - | - |
| 1114-1-12-55-12 | REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELIGRE HA-1.1032 | CENTRE | - | - | - | - | 5 170 000 | BID | DON | 5 170 000 |
| 1114-1-12-55-13 | REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELIGRE-HA-1.1038 | CENTRE | - | - | - | - | 418 300 000 | BID | DON | 418 300 000 |
| 1114-1-12-55-14 | REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE PELIGRE | CENTRE | - | - | - | 92 947 500 | - | ALLEMAGNE | DON | 92 947 500 |
| 1114-1-12-55-15 | SERVICE SEMI AUTONOME EN ELECTRICITE | NATIONAL | - | - | - | 479 037 274 | - | CANADA | DON | 479 037 274 |
| | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE | | 41 000 000 | 151 306 836 | 192 306 836 | - | - | | - | 192 306 836 |
| 1114-1-12-55-19 | EXTENSION DE RESEAUX SUR GROS-MORNE, SAINT-MICHEL DE L'ATTALAYE ET ENNERY | ARTIBONITE | - | 151 306 836 | 151 306 836 | - | - | | - | 151 306 836 |
| 1114-1-12-55-23 | EXTENSION RESEAU HINCHE/PAPAYE/BASSIN ZIM | CENTRE | - | - | - | - | - | | - | - |
| 1114-1-12-55-24 | EXTENSION DU RESEAU THOMASSIQUE/CERCA LA SOURCE | CENTRE | 30 000 000 | - | 30 000 000 | - | - | | - | 30 000 000 |
| 1114-1-12-55-27 | INTERCONNECTION DES RESEAUX DE ST-MICHEL DE L'ATTALAYE/MARMELADE | ARTIBONITE | 11 000 000 | - | 11 000 000 | - | - | | - | 11 000 000 |
| | ACCROISSEMENT DE LA CAPACITE DE DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | | 50 000 000 | - | 50 000 000 | - | 441 800 000 | | 441 800 000 | 491 800 000 |
| 1114-1-12-55-33 | EXTENSION ET REHABILITATION RESEAU LAS-CAHOBAS/BELLADERE | CENTRE | - | - | - | - | - | | - | - |
| 1114-1-12-55-36 | REHABILITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE A PORT-AU-PRINCE HA - L.1014 | OUEST | - | - | - | - | 89 300 000 | BID | DON | 89 300 000 |
| 1114-1-12-55-37 | APPUI SUPPLEMENTAIRE AU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE A PORT-AU-PRINCE-HA- L1035 | OUEST | - | - | - | - | 352 500 000 | BID | DON | 352 500 000 |
| 1114-1-12-55-38 | CONSTRUCTION D'UNE SOUS-STATION DE 20 MVA A PELIGRE POUR L'ALIMENTATION DE HINCHE & BELLADERE | CENTRE | 50 000 000 | - | 50 000 000 | - | - | | - | 50 000 000 |
| 1114-1-12-55-39 | RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TROIS CENTRALES ELECTRIQUES | NATIONAL | - | - | - | - | - | | - | - |
| | AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | | 7 938 727 | - | 7 938 727 | - | 29 351 265 | | 0 | 29 351 265 |
| 1114-1-12-55-40 | RECONSTRUCTION DE L'INFRASTRUCTURE ENERGETIQUE BM/P127203 | NATIONAL | - | - | - | - | 29 351 265 | BM | DON | 29 351 265 |
| 1114-1-12-55-41 | ELECTRIFICATION DE LA COLLINE D'AQUIN (PHASE 1) | SUD | 7 938 727 | - | 7 938 727 | - | - | | - | 7 938 727 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|------------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|---------------------|------------------------|----------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | | TYPE |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 741 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| | 1114-2.SERVICES EXTERNES | | 96 000 000 | - | 96 000 000 | 2 408 720 575 | 397 000 000 | | | 2 805 720 575 | 2 901 720 575 |
| 1114-2-15- | LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL. | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| 1114-2-15-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| 1114-2-15-50-11- | MISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CIMENT AU LNHTP | OUEST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| 1114-2-15-50-12- | MISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CONTROLE DE L'ACIER AU LNHP MISE EN PLACE DES NORMES DU POSTE DES PRODUITS NOIRS EN VUE DE L'ACCREDITATION ISO | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-15-51- | PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| | METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-15-51-11- | MISE EN VALEUR DES SOURCES DE GRANULAT | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-16- | OFFICE NATIONAL DU CADASTRE | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-16-50- | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| | RESPECT DU DROIT A LA PROPRIETE | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-16-50-11- | MONTAGE D'UN SYSTEME D'INFORMATION CADASTRALE : CARREFOUR, CROIX-DES-BORQUELS, PITION-VILLE, TABARRE, DELMAS ET JACMEI | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1114-2-19- | BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | | 35 000 000 | - | 35 000 000 | - | - | | | - | 35 000 000 |
| 1114-2-19-50- | PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES | | 26 600 000 | - | 26 600 000 | - | - | | | - | 26 600 000 |
| | METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES | | 6 610 000 | - | 6 610 000 | - | - | | | - | 6 610 000 |
| 1114-2-19-50-11- | PROMOTION ET RATIONNALISATION DES MARAIS SALANTS DANS LES COMMUNES DE CARACOL, AQUIN (PHASE 1), BAIE DE HENNE, CORIDON ET ANSE ROUGE (PHASE 2) | NATIONAL | 2 500 000 | - | 2 500 000 | - | - | | | - | 2 500 000 |
| 1114-2-19-50-12- | MISE EN PLACE D'UN CADASTRE MINIER SUR LE TERRITOIRE (NORD, NORD-EST, CENTRE ET OUEST (PHASE 1); NORD-OUEST, NIPPES, SUD, GRAND-ANSE, SUD-EST: (Phase 2) | NATIONAL | 4 110 000 | - | 4 110 000 | - | - | | | - | 4 110 000 |
| | EXPLOITATION DURABLE DES CARRIERES | | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| 1114-2-19-50-13- | GESTION RATIONNELLE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES SUR LE TERRITOIRE (ZONE METROPOLITAINE DE PAP ET REGION NORD) | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| | AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE | | 14 990 000 | - | 14 990 000 | - | - | | | - | 14 990 000 |
| 1114-2-19-50-16- | REDUCTION DE LA MENACE SISMIQUE | NATIONAL | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |
| 1114-2-19-50-17- | PROMOTION D'ENERGIE NOUVELLE | NATIONAL | 6 990 000 | - | 6 990 000 | - | - | | | - | 6 990 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|------------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------------------|------------------------|---------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | | TYPE |
| TOTAL | | | 18 294 052 369 | 5 757 857 398 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| 1114-2-19-51- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 8 400 000 | - | 8 400 000 | - | - | | - | 8 400 000 | |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 8 400 000 | - | 8 400 000 | - | - | | - | 8 400 000 | |
| 1114-2-19-51-11- | RECONSTRUCTION DES LOCAUX DU BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE | OUEST | 8 400 000 | - | 8 400 000 | - | - | | - | 8 400 000 | |
| 1114-2-21- | CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS | | - | - | - | 940 000 000 | - | | 940 000 000 | 940 000 000 | |
| 1114-2-21-50- | PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE | | - | - | - | 940 000 000 | - | | 940 000 000 | 940 000 000 | |
| | RENOVATION DE L'URBAIN | | - | - | - | 940 000 000 | - | | 940 000 000 | 940 000 000 | |
| 1114-2-21-50-11- | REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE CARREFOUR 44COTE DE FER | SUD/EST | - | - | - | 940 000 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 940 000 000 | 940 000 000 |
| 1114-2-22- | DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT | | 56 000 000 | - | 56 000 000 | 1 468 720 575 | 397 000 000 | | | 1 865 720 575 | 1 921 720 575 |
| 1114-2-22-50- | PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT | | 56 000 000 | - | 56 000 000 | 1 468 720 575 | 397 000 000 | | | 1 865 720 575 | 1 921 720 575 |
| | CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAU D'EAU POTABLE | | 56 000 000 | - | 56 000 000 | 294 220 575 | 279 500 000 | | | 573 720 575 | 629 720 575 |
| 1114-2-22-50-11- | REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: MONT-ORGANISE, GRANDS SAVANE, CARICL, SAVANE LONGUL, LIMONADE/TROU DU NORD, TERRIER ROUGE, CARACOL. | NORD/EST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |
| 1114-2-22-50-12- | REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: CHANSOLME, DESGRANGES, ST LOUIS DU NORD, VILLE BASSIN BLEU, FOISSON, MEYANCE/ANSE A FOLEUR, MOLE ST NICOLAS, VILLE DE LA TORTUE, JEAN-RABEL. | NORD/OUEST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |
| 1114-2-22-50-13- | REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: BAS LIMBE, LIMONADE, PLAINE DU NORD, CHABOTTE/LIMBE, PILATE, VILLE DE BORGNE | NORD | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |
| 1114-2-22-50-15- | CONSTRUCTION D'UN RESEAU D'EAU ET D'UN RESERVOIR A LEOGANE-JICA | OUEST | - | - | - | 294 220 575 | - | JAPON | DON | 294 220 575 | 294 220 575 |
| 1114-2-22-50-17- | CONSTRUCTION DE CHATEAU D'EAU 1500 M3 ET DE STATION DE POMPAGE/CAYES- BID/OPEP | SUD | - | - | - | - | 279 500 000 | OPEP | DON | 279 500 000 | 279 500 000 |
| 1114-2-22-50-18- | REHABILITATION ET EXTENSION DU SAEP DE GERMONT LAHATE/DAME MARIE, LES IROIS, DUCHIY/CHANTALL, GERMONT LAHATE/DAME MARIE, KASAVON, ANSE DU CLERCK/ABRICOT, CORAIL, ANSE D'HAINAULT, DAME MARIE | GRAND-ANSE | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |
| 1114-2-22-50-20- | REHABILITATION ET EXTENSION RESEAUX SAEP DE: PETIT-TROU/BATARDEAU, L'ASILE, TI FRANCOIS/PLAISANCE, BARADERES, JOVANGE CADILLAC/MIRAGOANE, LAVAL/ANSE A VEAU, CHARLIER/PETITE RIVIERE DE NIPPIES, SOURCE QUETANT/ANSE A VEAU, BARREAU IERE SECTION, | NIPPIES | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | | | - | 8 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
|------------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|---------|---------------------|------------------------|---------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | | TYPE |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 257 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| 1114-2-22-50-21- | REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: GRAND L'ATANIER THINCHIE, L'ASCARIBAS, SAVANETTE, THOMONDE, THINCHIE, GASCOGNE/MIREBALAIS | CENTRE | 8 000 000 | | 8 000 000 | | | | | 8 000 000 | |
| 1114-2-22-50-22- | REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: TERRE NEUVE, GONAIVES, DUCLOS LESTERE/DES DUNES, L'ACHAPELLE | ARTIBONITE | 8 000 000 | | 8 000 000 | | | | | 8 000 000 | |
| | CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT | | | | | 1 174 500 000 | 117 500 000 | | 1 292 000 000 | 1 292 000 000 | |
| 1114-2-22-50-23- | PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT/DINIPA (ARTIBONITE, GRAND ANSE, OUEST) -HA-L1007 | NATIONAL | | | | | 117 500 000 | BID | DON | 117 500 000 | 117 500 000 |
| 1114-2-22-50-27- | REFORME ET INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU POTABLE EN HAITE/ACID | NATIONAL | | | | 1 174 500 000 | | ESPAGNE | DON | 1 174 500 000 | 1 174 500 000 |
| | 1115 MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI) | | 90 000 000 | | 90 000 000 | 17 131 594 | 430 305 632 | | 447 437 226 | 537 437 226 | |
| | 1115-1 SERVICES INTERNES | | 90 000 000 | | 90 000 000 | 17 131 594 | 430 305 632 | | 447 437 226 | 537 437 226 | |
| | 1115-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 90 000 000 | | 90 000 000 | 17 131 594 | 430 305 632 | | 447 437 226 | 537 437 226 | |
| | 1115-1-12-50- PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL MODERNISATION DU CADRE LEGAL DES AFFAIRES | | | | | | | | | | |
| 1115-1-12-50-11- | MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE DES AFFAIRES | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1115-1-12-51- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | | 5 000 000 | | 34 843 542 | | | 34 843 542 | 39 843 542 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | 34 843 542 | | | 34 843 542 | 34 843 542 |
| 1115-1-12-51-11- | APPUI AU MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE/ONUDI | NATIONAL | | | | | 34 843 542 | UE | DON | 34 843 542 | 34 843 542 |
| | RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 | |
| 1115-1-12-51-13- | RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE L'OFFICE DES POSTES D'HAITI | OUEST | | | | | | | | | |
| 1115-1-12-51-14- | APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA SONAPI | OUEST | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 | |
| 1115-1-12-52- | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE | | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 | |
| | RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE | | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 | |
| 1115-1-12-52-11- | APPUI A LA MODERNISATION ET LA DYNAMISATION DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES CONSOMMATEURS HAITIENS | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | 5 000 000 | |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------|---------------------|------------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1115-1-12-53 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 62 000 000 | - | 62 000 000 | 17 131 594 | 138 474 000 | | | | 155 605 594 | 217 605 594 |
| | APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE | | 62 000 000 | - | 62 000 000 | 17 131 594 | 138 474 000 | | | | 155 605 594 | 217 605 594 |
| 1115-1-12-53-11 | MISE EN PLACE DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRENEURIAT-CDEE | NATIONAL | 12 000 000 | - | 12 000 000 | - | - | | | | - | 12 000 000 |
| 1115-1-12-53-12 | MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES DE RENFORCEMENT A LA CREATION ET A LA GESTION DES ENTREPRISES | NATIONAL | 45 000 000 | - | 45 000 000 | 17 131 594 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | | 17 131 594 | 62 131 594 |
| 1115-1-12-53-13 | APPUI A LA FORMALISATION ET CAPITALISATION DE 20000 MICRO-ENTREPRISES RECENSEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE | NATIONAL | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | | - | 5 000 000 |
| 1115-1-12-53-19 | DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (HA-L1078) | NATIONAL | - | - | - | - | 132 822 000 | BIJ | DON | | 132 822 000 | 132 822 000 |
| 1115-1-12-53-20 | PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (HA-L1078) | NATIONAL | - | - | - | - | 2 826 000 | BIJ | DON | | 2 826 000 | 2 826 000 |
| 1115-1-12-53-21 | PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CFI et MEF) | NATIONAL | - | - | - | - | 2 826 000 | BIJ | DON | | 2 826 000 | 2 826 000 |
| 1115-1-12-54 | PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL | | 18 000 000 | - | 18 000 000 | - | 256 988 090 | | | | 256 988 090 | 274 988 090 |
| | AMENAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES/MANUFACTURIERES | | 18 000 000 | - | 18 000 000 | - | 256 988 090 | | | | 256 988 090 | 274 988 090 |
| 1115-1-12-54-11 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ZONES FRANCHES D'EXPORTATION SUR LA FRONTIERE HAÏTIANO-DOMINICAINE-CONSTRUCTION D'UN AGRO VILLAGE A MORNE CASSE | NORD EST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | | | - | 10 000 000 |
| 1115-1-12-54-15 | MISE EN PLACE ET GESTION DE MICRO PARCS ET DE CENTRALES D'ACHAT ET DE DISTRIBUTION | NATIONAL | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | 220 107 904 | UE | DON | | 220 107 904 | 228 107 904 |
| 1115-1-12-54-16 | PROGRAMME BINATIONAL HAÏTI/REPUBLIQUE DOMINICAINE (CARIBBEANEXPORT) | NATIONAL | - | - | - | - | 36 880 186 | UE | DON | | 36 880 186 | 36 880 186 |
| 1115-1-12-54-17 | DEVELOPPEMENT D'UN PARC INDUSTRIEL A MORNE A CABRI | OUEST | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1116 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | | 533 000 000 | - | 533 000 000 | 170 897 310 | 47 000 000 | | | | 217 897 310 | 750 897 310 |
| 1116-1 | SERVICES INTERNES | | 533 000 000 | - | 533 000 000 | 170 897 310 | 47 000 000 | | | | 217 897 310 | 750 897 310 |
| 1116-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 533 000 000 | - | 533 000 000 | 170 897 310 | 47 000 000 | | | | 217 897 310 | 750 897 310 |
| 1116-1-12-51 | PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT | | 220 000 000 | - | 220 000 000 | - | 47 000 000 | | | | 47 000 000 | 267 000 000 |
| | GESTION ET DEVELOPPEMENT DES USAGES DU BOIS | | 220 000 000 | - | 220 000 000 | - | 47 000 000 | | | | 47 000 000 | 267 000 000 |
| 1116-1-12-51-13 | CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT | NATIONAL | 170 000 000 | - | 170 000 000 | - | - | | | | - | 170 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|---------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1116-1-12-51-15- | MODERNISATION ET DYNAMISATION DES CORPS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE | NATIONAL | 50 000 000 | | 50 000 000 | | | | | | 50 000 000 |
| 1116-1-12-51-17- | PROTECTION DU PARC MACAYA | SUD | | | | | 47 000 000 | | IID | DON | 47 000 000 |
| 1116-1-12-51-18- | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1116-1-12-52- | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 300 000 000 | | 300 000 000 | 170 897 310 | | | | | 470 897 310 |
| | PROTECTION DES BASSINS VERSANTS | | 300 000 000 | | 300 000 000 | 170 897 310 | | | | | 470 897 310 |
| 1116-1-12-52-11- | GESTION AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU MORNE DE L'HOPITAL SURPLOMBANT TOUTE LA PARTIE SUD DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE | OUEST | 60 000 000 | | 60 000 000 | | | | | | 60 000 000 |
| 1116-1-12-52-12- | PRESERVATION ET RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS TRES VULNERABLES NON COMPRIS LES AIRES PROTEGEES | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1116-1-12-52-19- | GESTION DES CRUES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS-PHASE 2 | NATIONAL | 120 000 000 | | 120 000 000 | | | | | | 120 000 000 |
| 1116-1-12-52-22- | PROTECTION DE LA VILLE DES CAYES CONTRE LES CRUES DE LA RAVINE DU SUD ET MADAN SAMEDI | SUD | 50 000 000 | | 50 000 000 | | | | | | 50 000 000 |
| 1116-1-12-52-26- | PROTECTION DE LA VILLE DE JACMEL CONTRE LES CRUES DES RIVIERES DES ZORANGERS ET LA GOSSELINE | SUD-EST | | | | 151 875 000 | | | FRANCE | DON | 151 875 000 |
| 1116-1-12-52-31- | PROTECTION DE TROU CAIMAN | OUEST | | | | 19 022 310 | | | ESPAGNE | DON | 19 022 310 |
| 1116-1-12-52-32- | DRAINAGE ET PROTECTION DE LA VILLE DE OUANAMINTHE CONTRE LES CRUES DE LA RIVIERE DU MASSACRE | NORD-EST | 70 000 000 | | 70 000 000 | | | | | | 70 000 000 |
| 1116-1-12-52-33- | PROTECTION DU VILLAGE DE BORGNE ET DE PETIT-BOURG DE BORGNE | NORD | | | | | | | | | |
| 1116-1-12-52-34- | PROTECTION EN AMONT DES SOURCES D'EAU EXPLOITEES EN MILIEU RURAL | NATIONAL | | | | | | | | | |
| 1116-1-12-53- | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| | APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1116-1-12-53-12- | MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES STATIONS SISMOLOGIQUES | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|------------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 257 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1116-1-12-54- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | | | - | 3 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | | | - | 3 000 000 |
| 1116-1-12-54-12- | GESTION ET ENTRETIEN DES AIRES PROTEGEES | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1116-1-12-54-14- | MISE EN PLACE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES | OUEST | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | | | - | 3 000 000 |
| 1116-1-12-54-15- | STRUTURATION DE L'UNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION (UEP) | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1117- | MINISTERE DU TOURISME | | 84 600 000 | 50 000 000 | 134 600 000 | 112 613 799 | 131 601 400 | | | 244 215 199 | 378 815 199 |
| 1117-1- | SERVICES INTERNES | | 84 600 000 | 50 000 000 | 134 600 000 | 112 613 799 | 131 601 400 | | | 244 215 199 | 378 815 199 |
| 1117-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 84 600 000 | 50 000 000 | 134 600 000 | 112 613 799 | 131 601 400 | | | 244 215 199 | 378 815 199 |
| 1117-1-12-50- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 40 600 000 | - | 40 600 000 | - | - | | | - | 40 600 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 40 600 000 | - | 40 600 000 | - | - | | | - | 40 600 000 |
| 1117-1-12-50-11- | MISE EN PLACE DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION HOTELIERE ET TOURISTIQUE (INFORTH) (Phase II) | OUEST | 7 600 000 | - | 7 600 000 | - | - | | | - | 7 600 000 |
| 1117-1-12-50-12- | MISE EN PLACE DU BUREAU DE STANDARDISATION ET DES NORMES | OUEST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | | | - | 5 000 000 |
| 1117-1-12-50-13- | MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION S STATISTIQUES TOURISTIQUES (SIT) (Phase II) | NATIONAL | 4 500 000 | - | 4 500 000 | - | - | | | - | 4 500 000 |
| 1117-1-12-50-15- | AMENAGEMENT DE KIOSQUES D'INFORMATION DANS LES REGIONS TOURISTIQUES (NORD, SUD, OUEST, SUD-EST...) | NATIONAL | 10 500 000 | - | 10 500 000 | - | - | | | - | 10 500 000 |
| 1117-1-12-50-16- | CONSTRUCTION DE L'ECOLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE | OUEST | 13 000 000 | - | 13 000 000 | - | - | | | - | 13 000 000 |
| 1117-1-12-51- | PROGRAMME D'APPEL AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME | | 44 000 000 | 50 000 000 | 94 000 000 | 112 613 799 | 131 601 400 | | | 244 215 199 | 338 215 199 |
| | DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNEAIRE | | 36 500 000 | 50 000 000 | 86 500 000 | 99 791 434 | 131 601 400 | | | 231 392 834 | 317 892 834 |
| 1117-1-12-51-11- | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD-EST (ETANG BOSSIER, MOULIN PRICE, SEGRIN...) | SUD-EST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1117-1-12-51-12- | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA REGION DU CENTRE ARTIBONITE (MARCHANG DESSALINES, ENNERY, PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE...) | ARTIBONITE | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | | | - | 3 000 000 |
| 1117-1-12-51-13- | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD (MILOT, BAS-LIMBE, CAP-HAITIEN...) | NORD | 10 500 000 | - | 10 500 000 | - | - | | | - | 10 500 000 |
| 1117-1-12-51-14- | PROMOTION DU TOURISME (PHASE II) | NATIONAL | 10 000 000 | 50 000 000 | 60 000 000 | - | - | | | - | 60 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|--|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| TOTAL | | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1117-1-12-51-15 | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD (ILES A VACHE, COTE AUX CAMP PERRIN.) | SUD | | | | | | | | |
| 1117-1-12-51-16 | MISE EN PLACE DE CIRCUITS TOURISTIQUES DANS LES REGIONS PRIORITAIRES (NORD-OUEST, ARTIBONITE, GRAND-ANSE, NORD) | NATIONAL | | | | | | | | |
| 1117-1-12-51-17 | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS L'OUEST (PLETTE-GOAVE) | OUEST | 11 000 000 | | 11 000 000 | | | | | 13 000 000 |
| 1117-1-12-51-18 | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD-OUEST | NORD-OUEST | | | | | 106 531 400 | BM | DON | 106 531 400 |
| 1117-1-12-51-19 | DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ILE A VACHE | SUD | | | | 99 791 434 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 99 791 434 |
| 1117-1-12-51-35 | SENSIBILISATION AU TOURISME | NATIONAL | | | | | 10 293 000 | OFA | DON | 10 293 000 |
| 1117-1-12-51-36 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD | SUD | | | | | 2 115 000 | UNEP | DON | 2 115 000 |
| 1117-1-12-51-37 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD | SUD | | | | | 6 392 000 | IHD | DON | 6 392 000 |
| 1117-1-12-51-38 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DE JACMEL | SUD-EST | | | | | 6 470 000 | UNESCO | DON | 6 470 000 |
| | DEVELOPPEMENT D'UN RESEAU D'ECOTOURISME, D'ETHNOTOURISME ET DE TOURISME D'AVEVENTURE | | 7 500 000 | | 7 500 000 | 12 822 365 | | | | 20 322 365 |
| 1117-1-12-51-20 | RENOVATION URBAINE A JACMEL | SUD-EST | | | | | | | | |
| 1117-1-12-51-21 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MAIRIE DE JACMEL | SUD-EST | | | | 9 481 115 | | ESPAGNE | DON | 9 481 115 |
| 1117-1-12-51-22 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA MAIRIE DE JACMEL | SUD-EST | | | | 3 341 250 | | ESPAGNE | DON | 3 341 250 |
| 1117-1-12-51-23 | AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA GRAND-ANSE | GRAND-ANSE | 7 500 000 | | 7 500 000 | | | | | 7 500 000 |
| 12^e SECTEUR POLITIQUE | | | 603 520 000 | 211 500 000 | 815 020 000 | 1 814 953 250 | 629 800 000 | | | 2 444 753 250 |
| 1211: MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP) | | | 155 320 000 | 70 500 000 | 225 820 000 | 1 171 153 250 | | | | 1 171 153 250 |
| 1211-1: SERVICES INTERNES | | | 80 000 000 | 70 500 000 | 150 500 000 | 413 507 445 | | | | 564 007 445 |
| 1211-1-12: DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | | 20 000 000 | 70 500 000 | 150 500 000 | 413 507 445 | | | | 564 007 445 |
| 1211-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 18 000 000 | | 18 000 000 | 413 507 445 | | | | 431 507 445 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 18 000 000 | | 18 000 000 | 413 507 445 | | | | 431 507 445 |
| 1211-1-12-50-11 | MISE EN PLACE DE 4 BUREAUX REGIONAUX DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS, NORD, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST | NATIONAL | | | | | | | | |
| 1211-1-12-50-12 | MODERNISATION DU REGISTRE CIVIL EN HAITI | NATIONAL | | | | 413 507 445 | | CANADA | DON | 413 507 445 |
| 1211-1-12-50-13 | RELEVEMENT DE LA CLOTURE DE L'EMA ET LA CONSTRUCTION DU DORTOIR | OUEST | 8 000 000 | | 8 000 000 | | | | | 8 000 000 |
| 1211-1-12-50-14 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (UCREF) | OUEST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | 10 000 000 |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015 / PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 | |
| | 1211-2 SERVICES EXTERNES | | 75 320 000 | | 75 320 000 | 757 645 805 | | 757 645 805 | 832 965 805 | |
| | 1211-2-16 POLICE NATIONALE D'HAITI | | 75 320 000 | | 75 320 000 | 757 645 805 | | 757 645 805 | 832 965 805 | |
| | 1211-2-16-50 PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 4 000 000 | | 4 000 000 | | | | 4 000 000 | |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 4 000 000 | | 4 000 000 | | | | 4 000 000 | |
| | 1211-2-16-50-11 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION PENITENCIERE | NATIONAL | | | | | | | | |
| | 1211-2-16-50-12 REHABILITATION PRISON A ANSE-A-VLAU | NIPPES | 4 000 000 | | 4 000 000 | | | | 4 000 000 | |
| | 1211-2-16-51 PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | 71 320 000 | | 71 320 000 | 757 645 805 | | 757 645 805 | 828 965 805 | |
| | RENFORCEMENT DU RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE MAINTIEN DE L'ORDRE | | 71 320 000 | | 71 320 000 | 757 645 805 | | 757 645 805 | 828 965 805 | |
| | 1211-2-16-51-11 APPUI A LA PNH: RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE LA POLICE NATIONALE (PNH) | NATIONAL | | | | 382 945 566 | | 382 945 566 | 382 945 566 | |
| | 1211-2-16-51-12 REHABILITATION/CONSTRUCTION DE COMMISSARIATS | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | 10 000 000 | |
| | 1211-2-16-51-13 CONSTRUCTION DE L'ACADEMIE NATIONALE DE POLICE DE GANTHER(A033879-001) | OUEST | | | | 178 745 585 | | 178 745 585 | 178 745 585 | |
| | 1211-2-16-51-14 FORMATION INITIALE ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES DE LA POLICE NATIONALE D'HAITI(A032561-001) | OUEST | 50 000 000 | | 50 000 000 | 148 954 654 | | 148 954 654 | 178 954 654 | |
| | 1211-2-16-51-16 PROTECTION CONTRE L'INCEPDI | NATIONAL | | | | | | | | |
| | 1211-2-16-51-17 AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE | NATIONAL | | | | | | | | |
| | 1211-2-16-51-18 RENFORCEMENT DE LA FLOTTE MARITIME DE LA PNH | NATIONAL | | | | | | | | |
| | 1211-2-16-51-19 RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | NATIONAL | 31 320 000 | | 31 320 000 | | | | 31 320 000 | |
| | 1211-2-16-51-20 RENFORCEMENT DES UNITES DEPARTEMENTALES DES SAPEURS POMPIERS | NATIONAL | | | | | | | | |
| | 1211-2-16-51-21 RENFORCEMENT DE LA PNH/ISSUS DE SANTE A LA POLICE NATIONALE D'HAITI | OUEST | | | | 47 000 000 | | 47 000 000 | 47 000 000 | |
| | 1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER | | 24 000 000 | | 24 000 000 | | | | 24 000 000 | |
| | 1212-1 SERVICES INTERNES | | 24 000 000 | | 24 000 000 | | | | 24 000 000 | |
| | 1212-1-12 DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 24 000 000 | | 24 000 000 | | | | 24 000 000 | |
| | 1212-1-12-50 PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 24 000 000 | | 24 000 000 | | | | 24 000 000 | |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 24 000 000 | | 24 000 000 | | | | 24 000 000 | |
| | 1212-1-12-50-11 REINTEGRATION DES JEUNES HAITIENS ET DES RETRAITES VIVANT A L'ETRANGER AU TRAVERS DES SERVICES CIVIQUES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET LA PROMOTION APPUI A LA MISE EN PLACE D'UN MECANISME DE PRODUCTION DE CARTES D'IDENTIFICATION NATIONALE (CIN) POUR LES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | 10 000 000 | |
| | 1212-1-12-50-12 MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPUI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - TOUJOURS TRANSFERT DE COMPETENCES | NATIONAL | 4 000 000 | | 4 000 000 | | | | 4 000 000 | |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2016
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | 37 396 402 216 | 50 448 311 883 |
| 1212-1-12-50-14 | MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPUI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - POLET FINANCIER DU DEVELOPPEMENT REGIONAL | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1215-1 | LA PRIMATURE | | 134 200 000 | | 134 200 000 | 282 000 000 | 235 000 000 | | 517 000 000 | 651 200 000 |
| 1215-1 | SERVICES INTERNES | | 119 200 000 | | 119 200 000 | 282 000 000 | 235 000 000 | | 517 000 000 | 636 200 000 |
| 1215-1-12 | ADMINISTRATION GENERALE | | 119 200 000 | | 119 200 000 | 282 000 000 | 235 000 000 | | 517 000 000 | 636 200 000 |
| 1215-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 119 200 000 | | 119 200 000 | 282 000 000 | 235 000 000 | | 517 000 000 | 636 200 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 119 200 000 | | 119 200 000 | 282 000 000 | 235 000 000 | | 517 000 000 | 636 200 000 |
| 1215-1-12-50-11 | STRUCTURATION DES ORGANES DE GESTION ET DE COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE PHASE 3: ETUDE, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE GARAGE | OUEST | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | - | 20 000 000 |
| 1215-1-12-50-12 | RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE BPM | NATIONAL | 30 000 000 | | 30 000 000 | | | | - | 30 000 000 |
| 1215-1-12-50-13 | MISE EN PLACE DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE POLITIQUES PUBLIQUES- PHASE 2-ENAPP | OUEST | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | - | 5 000 000 |
| 1215-1-12-50-14 | MISE EN PLACE D'UN ATLAS EMPLOI DU SECTEUR TEXTILE (CTMO-HOPE) | OUEST | 6 700 000 | | 6 700 000 | | | | - | 6 700 000 |
| 1215-1-12-50-15 | MISE EN PLACE D'UNE UNITE DE VEILLE STRATEGIQUE- CTMO-HOPE | OUEST | 2 700 000 | | 2 700 000 | | | | - | 2 700 000 |
| 1215-1-12-50-16 | MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE DU SECTEUR TEXTILE- CTMO-HOPE | NATIONAL | 6 700 000 | | 6 700 000 | | | | - | 6 700 000 |
| 1215-1-12-50-17 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE TECHNOLOGIQUE POUR LE SEC | NATIONAL | 6 400 000 | | 6 400 000 | | | | - | 6 400 000 |
| 1215-1-12-50-18 | MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE COPRODUCTION AVEC E | NATIONAL | 6 700 000 | | 6 700 000 | | | | - | 6 700 000 |
| 1215-1-12-50-19 | MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION CE | NATIONAL | 25 000 000 | | 25 000 000 | | | | - | 25 000 000 |
| 1215-1-12-50-22 | APPUI AU CDES POUR L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE | OUEST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | - | 10 000 000 |
| 1215-1-12-50-23 | APPUI A L'UCLBP | OUEST | | | | 282 000 000 | | PETROCARBE | EMPRUNT | 282 000 000 |
| 1215-1-12-50-26 | PROJET SECURISATION FONCIERE (CIAT) HA-L1056 | NATIONAL | - | | - | | 235 000 000 | BID | DON | 235 000 000 |
| 1215-1-12-50-27 | MISE EN PLACE DE CELLULE DE COORDINATION ET DE SUIVI | NATIONAL | - | | - | | | | | - |
| 1215-1-12-50-28 | KALFOU RICHES PEYI DAYITI | NATIONAL | - | | - | | | | | - |
| 1215-1-12-50-29 | FORMATION DES ORGANISATIONS PAYSANNES | NATIONAL | - | | - | | | | | - |
| 1215-1-12-50-30 | PLATEFORME INFORMATIQUE BPM | OUEST | - | | - | | | | | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|---------------------|----------------|--------|------|--------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 550 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1215-2 | SERVICES EXTERNES | | 15 000 000 | | 15 000 000 | | | | | | 15 000 000 |
| 1215-2-19 | COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES | | 15 000 000 | | 15 000 000 | | | | | | 15 000 000 |
| 1215-2-19-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 15 000 000 | | 15 000 000 | | | | | | 15 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 15 000 000 | | 15 000 000 | | | | | | 15 000 000 |
| 1215-2-19-50-11 | FORMATION /INFORMATION EN MARCHES PUBLICS ET CONCESSION D'OUVRAGES DE SERVICES PUBLICS AUX RESPONSABLES POLITIQUES LEADERS D'OPINIONS | OUEST | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1215-2-19-50-12 | FORMATION/INFORMATION EN MARCHES PUBLICS ET CONCESSION D'OUVRAGES DE SERVICES POUR LES CADRES DES SERVICES DECONCENTRES DANS LES DEPARTEMENTS | NATIONAL | 2 500 000 | | 2 500 000 | | | | | | 2 500 000 |
| 1215-2-19-50-13 | FORMATION/INFORMATION EN MARCHES PUBLICS ET CONCESSION D'OUVRAGES DE SERVICES POUR LES CADRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DES DEPARTEMENTS | NATIONAL | 2 500 000 | | 2 500 000 | | | | | | 2 500 000 |
| 1216 | MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES | | 270 000 000 | 1 41 000 000 | 411 000 000 | 361 800 000 | 394 800 000 | | | 756 600 000 | 1 167 600 000 |
| 1216-1 | SERVICES INTERNES | | 270 000 000 | 1 41 000 000 | 411 000 000 | 361 800 000 | 394 800 000 | | | 756 600 000 | 1 167 600 000 |
| 1216-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 270 000 000 | 1 41 000 000 | 411 000 000 | 361 800 000 | 394 800 000 | | | 756 600 000 | 1 167 600 000 |
| 1216-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 14 000 000 | | 14 000 000 | | | | | | 14 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 14 000 000 | | 14 000 000 | | | | | | 14 000 000 |
| 1216-1-12-50-11 | CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION AUX GONAIVES | ARTIBONITE | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | 3 000 000 |
| 1216-1-12-50-12 | CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION A JACNEL | SUDEST | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1216-1-12-50-13 | CONSTRUCTION D'UN BUREAU D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION A ILE A VACHE | SUD | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | 3 000 000 |
| 1216-1-12-50-14 | CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A BELLADERE | CENTRE | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-15 | CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A ANSE A FITRE | SUD-EST | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-16 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE SAINT-MARC (ETUDES ET CONSTRUCTION) | ARTIBONITE | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1216-1-12-50-17 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE MIREBALAIS (ETUDES ET CONSTRUCTION) | CENTRE | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1216-1-12-50-18 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE GRANDE RIVIERE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1216-1-12-50-19 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE TROU DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD-EST | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-20 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE LABBE (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-21 | RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE CONTROLE FRONTALIER: OUEST, NORD-EST, SUD-EST, CENTRE | NATIONAL | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-22 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LES CADRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES A AQUIN | SUD | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-50-23 | REHABILITATION DU BUREAU CENTRAL D'IMMIGRATION ET D'EMIGRATION DE L'ALUE | OUEST | - | | - | | | | | | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|------------------|--|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|--------|------|---------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIRE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1216-1-12-51- | PROGRAMME DE DECENTRALISATION | | 9 500 000 | 141 000 000 | 150 500 000 | | | | | | 150 500 000 |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS | | 9 500 000 | 141 000 000 | 150 500 000 | | | | | | 150 500 000 |
| 1216-1-12-51-11- | IMPLANTATION DES BASES DE DONNEES COMMUNALES A TABARRE, LIMBE, ANSE D'HAINAULT, CORAIL, ANSE A VEAU, SAINT-LOUIS DU NORD, CERCA LA SOURCE GRANDE | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-12- | RECONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE VERRETTES | ARTIBONITE | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1216-1-12-51-14- | CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE PLAINE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-15- | CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE LA VICTOIRE (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-16- | CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE FERRIER (ETUDES ET CONSTRUCTION) | NORD-EST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-18- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE LIANCOURT (VERRETTES) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-19- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE DELUGE (SAINT-MARC) | ARTIBONITE | 1 500 000 | | 1 500 000 | | | | | | 1 500 000 |
| 1216-1-12-51-20- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE BASSE PLAINE (LIMONADE) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-21- | CONSTRUCTION DE CENTRES DE SERVICES AU NIVEAU DES SECTIONS COMMUNALES-ETUDES | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-22- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE PERODIN (PETITE RIVIERE ARTIBONITE) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-23- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 6EME SECTION COMMUNALE MEDOR (PETITE RIVIERE ARTIBONITE) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-24- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE MARTINEAU (LACHAPELLE) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-25- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1EME SECTION COMMUNALE DESARMES (VERRETTES) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-26- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 3EME SECTION COMMUNALE GOYAVIER (ST MARC) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-27- | CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE BOCOZELLE (ST MARC) | ARTIBONITE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-51-28- | CONSTRUCTION, SUPERVISION ET AMENAGEMENT HOTEL DE VILLE DE PORT-AU-PRINCE | OUEST | - | 141 000 000 | 141 000 000 | | | | | | 141 000 000 |
| 1216-1-12-51-29- | CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE ADMINISTRATIF ET FRONTAUER A QUANAMINTE (CAF) | NORD/EST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-52- | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 62 000 000 | | 62 000 000 | | 394 800 000 | | | 394 800 000 | 456 800 000 |
| | REINGENIERIE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE | | 62 000 000 | | 62 000 000 | | 394 800 000 | | | 394 800 000 | 456 800 000 |
| 1216-1-12-52-12- | ENQUETE/RECHERCHE SUR LE CONTROLE FRONTALIER ET LES ATTEINTES A LA LIBERTE ET AUX DROITS DES CITOYENS | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1216-1-12-52-13- | APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DESASTRES (PASNGRD) | NATIONAL | 50 000 000 | | 50 000 000 | | | | | | 50 000 000 |
| 1216-1-12-52-14- | RECONSTRUCTION ET GESTION DES RISQUES ET DESASTRES/PRGRD/BM/PI26346/BM | NATIONAL | - | - | - | | 394 800 000 | BM | DON | 394 800 000 | 394 800 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RR RECTIFIEES | TOTAL PP RECTIFICATIF |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 257 298 | 16 051 309 667 | 18 634 841 594 | 12 761 560 623 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1216-1-12-52-15 | APPUI A LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE MITIGATION DES RISQUES (INCLUANT L'INVENTAIRE DES BESOINS DANS LES ZONES VULNERABLES) | NATIONAL | 12 000 000 | | 12 000 000 | | | | | | 12 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | |
| 1216-1-12-52-16 | CREATION D'UN ATELIER D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DE VEHICULES A PORT-AU-PRINCE | OUEST | - | | - | | | | | | - |
| 1216-1-12-53 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE | | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | 17 000 000 |
| | STRUCTURATION DES PARTENAIRES DE LA SOCIETE CIVILE | | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | 17 000 000 |
| 1216-1-12-53-11 | ENCADREMENT STRUCTUREL DE LA SOCIETE CIVILE (KATYE PAM POZE) | NATIONAL | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | 17 000 000 |
| 1216-1-12-54 | PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS | | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| | PROTECTION DES BASSINS VERSANTS | | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| 1216-1-12-54-11 | RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNE DE L'HOPITAL | OUEST | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| 1216-1-12-54-12 | RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNE DE L'HOPITAL | OUEST | | | | | | | | | |
| 1216-1-12-54-13 | PROTECTION DES VILLES DE LA COTE SUD CONTRE LES RISQUES D'INONDATION ET DES INTERPERIES | SUD | | | | | | | | | |
| 1216-1-12-55 | PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT | | 20 000 000 | | 20 000 000 | 361 800 000 | | | | 361 800 000 | 381 800 000 |
| | RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHET | | 20 000 000 | | 20 000 000 | 361 800 000 | | | | 361 800 000 | 381 800 000 |
| 1216-1-12-55-11 | CREATION D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT DE DECHETS: CAP-HAITIEN | NORD | - | | - | 180 900 000 | | FRANCE | DON | 180 900 000 | 180 900 000 |
| 1216-1-12-55-12 | CREATION D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT DE DECHETS: GONAIVES | ARTIBONITE | - | | - | 180 900 000 | | FRANCE | DON | 180 900 000 | 180 900 000 |
| 1216-1-12-55-13 | SECURISATION ET ENTRETIEN DES PLACES PUBLIQUES | NATIONAL | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1216-1-12-56 | PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES | | 141 500 000 | | 141 500 000 | | | | | | 141 500 000 |
| | PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL | | 141 500 000 | | 141 500 000 | | | | | | 141 500 000 |
| 1216-1-12-56-11 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE LIMONADE | NORD | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1216-1-12-56-12 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE MILOT | NORD | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| 1216-1-12-56-13 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE CARACOL | NORD | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| 1216-1-12-56-14 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE PONT SOUDE (SAINT-MARC) | ARTIBONITE | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1216-1-12-56-15 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE L'ESTERE | ARTIBONITE | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | 5 000 000 |
| 1216-1-12-56-16 | CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE SALTADERE | ARTIBONITE | | | | | | | | | |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 422 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1216-1-12-56-17 | CREATION D'UN PARC RECREATIF A BOUCAN CARRE | CENTRE | 4 000 000 | | 4 000 000 | | | | | - | 4 000 000 |
| 1216-1-12-56-18 | CREATION D'UN PARC RECREATIF A DESLANDES PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | 5 500 000 | | 5 500 000 | | | | | - | 5 500 000 |
| 1216-1-12-56-19 | CREATION D'UN PARC RECREATIF A SAUT D'EAU | CENTRE | | | | | | | | - | - |
| 12 161 125 620 | PROJET DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER | NATIONAL | 105 000 000 | | 105 000 000 | | | | | - | 105 000 000 |
| 1216-1-12-56-21 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'ARTIBONITE | ARTIBONITE | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-22 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU CENTRE | CENTRE | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-23 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD | NORD | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-24 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD EST | NORD EST | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-25 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'OUEST | OUEST | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-26 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD | SUD | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-27 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD EST | SUD EST | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-28 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE LA GRANDE ANSE | GRAND ANSE | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-29 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DES NIPPES | NIPPES | | | | | | | | | - |
| 1216-1-12-56-30 | PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD OUEST | NORD OUEST | | | | | | | | | - |
| 1217 | MINISTERE DE LA DEFENSE | | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1217-1 | SERVICES INTERNES | | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1217-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1217-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1217-1-12-50-11 | CREATION D'UN CENTRE DE FORMATION ET MISE EN PLACE DU SERVICE CIVIQUE MILITE OBLIGATOIRE (ETUDES ET PHASE II) | NATIONAL | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 13 | SECTEUR SOCIAL | | 4 315 656 201 | 2 169 165 689 | 6 484 821 891 | 2 875 693 918 | 5 721 338 371 | | | 8 598 032 289 | 15 082 794 480 |
| 1311 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | 3 261 000 000 | 1 957 605 689 | 5 218 605 689 | 415 352 191 | 4 647 538 371 | | | 5 062 890 562 | 10 281 496 252 |
| 1311-1 | SERVICES INTERNES | | 3 211 000 000 | 1 812 462 200 | 5 023 462 200 | 415 352 191 | 4 647 538 371 | | | 5 062 890 562 | 10 086 352 762 |
| 1311-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 3 211 000 000 | 1 812 462 200 | 5 023 462 200 | 415 352 191 | 4 647 538 371 | | | 5 062 890 562 | 10 086 352 762 |
| 1311-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 7 000 000 | | 7 000 000 | | | 790 621 000 | | 790 621 000 | 797 621 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 7 000 000 | | 7 000 000 | | | 790 621 000 | | 790 621 000 | 797 621 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 422 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1311-1-12-50-12 | ASSISTANCE TECHNIQUE-APPUI INSTITUTIONNEL ET POLITIQUES PUBLIQUES-APPUI A LA CONOPS/SUIVI PSUGO | NATIONAL | - | - | - | - | 9 000 000 | UNICEF | DON | 9 000 000 | 9 000 000 |
| 1311-1-12-50-17 | SUPPORT A LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE L'EDUCATION- HA-L1049 | NATIONAL | - | - | - | - | 768 121 000 | BB | DON | 768 121 000 | 768 121 000 |
| 1311-1-12-50-18 | MISE EN PLACE DE LABORATOIRES SCOLAIRES EXPERIMENTAUX | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-12-50-19 | REFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-12-50-23 | FORMATION DES AGENTS EDUCATIFS | NATIONAL | - | - | - | - | 13 500 000 | UNICEF | DON | 13 500 000 | 13 500 000 |
| 1311-1-12-50-24 | STANDARDISATION DU SYSTEME DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE ET DE SUIVI-EVALUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES PUBLICS | OUEST | 7 000 000 | - | 7 000 000 | - | - | - | - | - | 7 000 000 |
| 1311-1-12-50-25 | MISE EN ŒUVRE D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-12-51 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | 91 500 000 | - | 91 500 000 | 63 296 000 | 13 001 754 | | | 76 297 754 | 167 797 754 |
| | MISE EN PLACE DES RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | - | - | - | 63 296 000 | 13 001 754 | | | 76 297 754 | 76 297 754 |
| 1311-1-12-51-11 | APPUI A LA MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE | NATIONAL | - | - | - | - | 3 101 754 | UNESCO | DON | 3 101 754 | 3 101 754 |
| 1311-1-12-51-12 | APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE-APPUI AU RECENSEMENT | NATIONAL | - | - | - | - | 9 900 000 | UNICEF | DON | 9 900 000 | 9 900 000 |
| 1311-1-12-51-13 | APPUI AU RENFORCEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CANADO-HAÏTI A PORT-AU-PRINCE (CFPH-CANADO-HAÏTI) | OUEST | - | - | - | 41 796 000 | - | CANADA | DON | 41 796 000 | 41 796 000 |
| 1311-1-12-51-16 | APPUI A LA GOUVERNANCE ET A L'EDUCATION (PHASE II/A034699-001) | NATIONAL | - | - | - | 21 500 000 | - | CANADA | DON | 21 500 000 | 21 500 000 |
| | MISE EN PLACE DE CENTRES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | 91 500 000 | - | 91 500 000 | - | - | - | - | - | 91 500 000 |
| 1311-1-12-51-17 | ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR L'ENST | OUEST | 5 000 000 | - | 5 000 000 | - | - | - | - | - | 5 000 000 |
| 1311-1-12-51-18 | CONSTRUCTION DU CAMPUS UNIVERSITAIRE DU SUD | SUD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-12-51-19 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU NORD-OUEST | NORD-OUEST | 16 500 000 | - | 16 500 000 | - | - | - | - | - | 16 500 000 |
| 1311-1-12-51-20 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU SUD-EST | MID-EST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | - | - | 8 000 000 |
| 1311-1-12-51-21 | CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DE L'ARTIBONITE AUX GONAIVES | ARTIBONITE | 15 000 000 | - | 15 000 000 | - | - | - | - | - | 15 000 000 |
| 1311-1-12-51-22 | CONSTRUCTION DU BATIMENT DEVANT LOGER L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE | OUEST | 40 000 000 | - | 40 000 000 | - | - | - | - | - | 40 000 000 |
| 1311-1-12-51-23 | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU CENTRE | CENTRE | 7 000 000 | - | 7 000 000 | - | - | - | - | - | 7 000 000 |
| 1311-1-12-52 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | - | - | - | - | 27 450 000 | | | 27 450 000 | 27 450 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | - | - | - | - | 27 450 000 | | | 27 450 000 | 27 450 000 |
| 1311-1-12-52-11 | APPUI AU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE-MICRO PLANIFICATION ET INSPECTORAT | NATIONAL | - | - | - | - | 27 450 000 | UNICEF | DON | 27 450 000 | 27 450 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIKES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1311-1-12-53 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE | | 3 112 500 000 | 1 812 462 200 | 4 924 962 200 | 352 056 191 | 3 816 465 617 | | | 4 168 521 808 | 9 093 484 008 |
| | MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES | | 3 112 500 000 | 1 812 462 200 | 4 924 962 200 | 352 056 191 | 3 816 465 617 | | | 4 168 521 808 | 9 093 484 008 |
| 1311-1-12-53-11 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE-POLITIQUE ET PLAN STRATEGIQUE | NATIONAL | - | - | - | - | 3 600 000 | UNICEF | DON | 3 600 000 | 3 600 000 |
| 1311-1-12-53-12 | DEVELOPPEMENT DU CURRICULUM PRESCOLAIRE NATIONAL | NATIONAL | - | - | - | - | 7 200 000 | UNICEF | DON | 7 200 000 | 7 200 000 |
| 1311-1-12-53-13 | APPUI A L'EDUCATION PARENTALE ET AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DU JE | NATIONAL | - | - | - | - | 13 500 000 | UNICEF | DON | 13 500 000 | 13 500 000 |
| 1311-1-12-53-14 | REVALORISATION DES ECULES PUBLIQUES DANS LES 10 DEPARTEMENTS DU PAYS | NATIONAL | 100 000 000 | - | 100 000 000 | - | - | - | - | - | 100 000 000 |
| 1311-1-12-53-16 | APPUI A L'ACCES ET A LA QUALITE DE L'EDUCATION | NATIONAL | - | - | - | - | 197 000 000 | UNICEF | DON | 197 000 000 | 197 000 000 |
| 1311-1-12-53-17 | APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU PRESCOLAIRE | NATIONAL | - | - | - | - | 25 650 000 | UNICEF | DON | 25 650 000 | 25 650 000 |
| 1311-1-12-53-18 | APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN OPERATIONNEL DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME (FAES)- HA-L1060 | NATIONAL | - | - | - | - | 677 270 000 | BID | DON | 677 270 000 | 677 270 000 |
| 1311-1-12-53-19 | SCOLARISATION DES ENFANTS (FONDS NATIONAL POUR L'EDUCATION + tresor) | NATIONAL | 2 790 400 000 | 1 812 462 200 | 4 602 862 200 | - | - | - | - | - | 4 602 862 200 |
| 1311-1-12-53-20 | SCOLARISATION POUR LES ENFANTS SURAGES ET DES ENFANTS EN AGE SCOLAIRE DANS LE PAYS (PRONEL BIENASECO - PBE) IMPLANTATION D'ECOLES DANS LES | NATIONAL | 45 000 000 | - | 45 000 000 | - | - | - | - | - | 45 000 000 |
| 1311-1-12-53-21 | EDUCATION POUR TOUS phase 2 BM/PI2H3H | NATIONAL | - | - | - | - | 1 269 000 000 | BM | DON | 1 269 000 000 | 1 269 000 000 |
| 1311-1-12-53-22 | CONSTRUCTION DE LYCEE A BELLADERE, THOMASSIQUE ET CERCA LA SOURCE (AIDE ALIMENTAIRE JAPONAISE)- SOURCE BIMPADIEFF | CENTRE | - | - | - | 70 000 000 | - | JAPON | DON | 70 000 000 | 70 000 000 |
| 1311-1-12-53-24 | APPUI A L'AMELIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE CANTINES SCOLAIRES | NATIONAL | 85 800 000 | - | 85 800 000 | - | 310 906 395 | PAM | DON | 310 906 395 | 396 706 395 |
| 1311-1-12-53-26 | CAMPAGNE PILOTE D'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1311-1-12-53-27 | EXTENSION DU NOUVEAU SECONDAIRE DANS LES DEPARTEMENTS | NATIONAL | 7 500 000 | - | 7 500 000 | - | - | - | - | - | 7 500 000 |
| 1311-1-12-53-28 | REFONTE DU CURRICULUM DU SYSTEME EDUCATIF HAITIEN | NATIONAL | 7 500 000 | - | 7 500 000 | - | - | - | - | - | 7 500 000 |
| 1311-1-12-53-29 | ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MORISSEAU D'AQUIN | SUD | 6 750 000 | - | 6 750 000 | 127 256 191 | - | CANADA | DON | 127 256 191 | 134 006 191 |
| 1311-1-12-53-30 | ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MICHEL LAZARE DES CAYES | SUD | 6 250 000 | - | 6 250 000 | - | - | ESPAGNE | DON | - | 6 250 000 |
| 1311-1-12-53-31 | APPUI AU PROGRAMME DE SCOLARISATION | NATIONAL | - | - | - | 25 800 000 | - | CANADA | DON | 25 800 000 | 25 800 000 |
| 1311-1-12-53-32 | ACCES A L'EDUCATION PRIMAIRE-RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 / OUEST ET SUD-EST/ (Source : ACDI / A035198-001) | NATIONAL | - | - | - | - | 940 000 000 | BID | DON | 940 000 000 | 940 000 000 |
| 1311-1-12-53-33 | ACCROISSEMENT DE L'ACCES A L'EDUCATION DE QUALITE | NATIONAL | - | - | - | - | 372 339 222 | BID | DON | 372 339 222 | 372 339 222 |
| 1311-1-12-53-35 | AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT EN HAITI | NATIONAL | - | - | - | 43 000 000 | - | CANADA | DON | 43 000 000 | 43 000 000 |
| 1311-1-12-53-38 | ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP SALTADERE DES CAYES | SUD | 15 000 000 | - | 15 000 000 | 43 000 000 | - | CANADA | DON | 43 000 000 | 58 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 294 | 18 761 260 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1311-1-12-53-39 | ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAPDE MARFRANC DE JEREMIE | GRAND'ANSE | 10 000 000 | | 10 000 000 | 43 000 000 | | CANADA | DCN | 43 000 000 | 53 000 000 |
| 1311-1-12-53-40 | CONSTRUCTION DU LYCEE DE BOCOZELLE | ARTIBONTE | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1311-1-12-53-41 | ACHEVEMENT DE L'ECOLE NATIONALE DE SAINT HELENE | GRAND'ANSE | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1311-1-12-53-42 | CONSTRUCTION DE L'ECOLE NATIONALE LEGRAS A PORT MARGOT | NORD | 8 300 000 | | 8 300 000 | | | | | | 8 300 000 |
| 1311-2 | SERVICES EXTERNES | | 20 000 000 | 145 143 489 | 195 143 489 | | | | | | 195 143 489 |
| 1311-2-17 | INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | | 20 000 000 | 145 143 489 | 195 143 489 | | | | | | 195 143 489 |
| 1311-2-17-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20 000 000 | 145 143 489 | 195 143 489 | | | | | | 195 143 489 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 20 000 000 | 145 143 489 | 195 143 489 | | | | | | 195 143 489 |
| 1311-2-17-50-11 | MISE EN ŒUVRES D'ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | NATIONAL | 20 000 000 | | 20 000 000 | | | | | | 20 000 000 |
| 1311-2-17-50-13 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE A PIGNON | NORD | | | | | | | | | |
| 1311-2-17-50-14 | EQUIPEMENTS POUR LES ATELIERS DES ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN CONSTRUCTION (UCP) | NATIONAL | | 141 000 000 | 141 000 000 | | | | | | 141 000 000 |
| 1311-2-17-50-15 | CONSTRUCTION DE CINQ ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (UCP) | NATIONAL | | 4 143 489 | 4 143 489 | | | | | | 4 143 489 |
| 1311-2-17-50-16 | CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A L'AZILE | NIPPES | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1311-2-17-50-17 | CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE A DONEUX | NORD | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1311-2-17-50-17 | CONSTRUCTION ECOLE PROFESSIONNELLE POUR LES FILLES LES ANGLAIS | SUD | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| 1312 | MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL | | 560 500 000 | 117 500 000 | 678 000 000 | 968 332 395 | 799 000 000 | | | 1 767 332 395 | 2 445 332 395 |
| 1312-1 | SERVICES INTERNES | | 560 500 000 | 117 500 000 | 678 000 000 | 968 332 395 | 799 000 000 | | | 1 767 332 395 | 2 445 332 395 |
| 1312-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 560 500 000 | 117 500 000 | 678 000 000 | 968 332 395 | 799 000 000 | | | 1 767 332 395 | 2 445 332 395 |
| 1312-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | |
| 1312-1-12-50-11 | RENFORCEMENT DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE D'AGENTS GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX POUR LA PROMOTION ET LA DEFENSE | OUEST | | | | | | | | | |
| 1312-1-12-51 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | 0 | | 0 | | | | | | 0 |
| | MISE EN PLACE DE RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE | | 0 | | 0 | | | | | | 0 |
| 1312-1-12-51-11 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI A FORT-LIBERTE | NORD-EST | (0) | | (0) | | | | | | (0) |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1312-1-12-51-12 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE REINSERTION DANS L'OUEST | OUEST | 1 | | 1 | | | | | - | 1 |
| 1312-1-12-52 | PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE | | 10 000 000 | 117 500 000 | 127 500 000 | - | - | | | - | 127 500 000 |
| | CONSTRUIRE UN ATELIER DE TRAVAIL PROTEGE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | | | - | 10 000 000 |
| 1312-1-12-52-11 | IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL AU CAP-HAITIEN | NORD | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-12 | MISE EN OEUVRE DE 5 BOULANGERIES COMMUNAUTAIRES | NATIONAL | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-13 | IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL A JACMEL | SUDEST | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-14 | CONSTRUCTION DE 4 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE 20000 HANDICAPES (PORT-AU-PRINCE, CAP-HAITIEN, GONZATES ET CAYES) | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | - | 10 000 000 |
| | CONSTRUIRE UN CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES DEPENDANTES DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| 1312-1-12-52-16 | ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'HEBERGEMENT POUR LES PERSONNES DU 3EME AGE A PORT-AU-PRINCE | OUEST | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-17 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION DE 2 CENTRES D'HEBERGEMENT POUR LES PERSONNES DU 3EME AGE A CAP-HAITIEN ET AUX CAYES | NATIONAL | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-18 | IMPLANTATION DE 9 CENTRES DE REINSERTION PSYCHOSOCIALE POUR LES ENFANTS DES RUES | NATIONAL | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-52-19 | ENQUETES, ETUDES, PLANIFICATION ET CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX (UCP) | NATIONAL | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| 1312-1-12-52-20 | CONSTRUCTION DE 1500 MAISONS ET D'INFRASTRUCTURES AMORNE A CABRI | OUEST | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-53 | PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS | | 550 500 000 | - | 550 500 000 | 705 000 000 | - | | | 705 000 000 | 1 255 500 000 |
| | EXTENSION DE L'ASSURANCE SOCIALE A TOUS LES TRAVAILLEURS | | 550 500 000 | - | 550 500 000 | 705 000 000 | - | | | 705 000 000 | 1 255 500 000 |
| 1312-1-12-53-11 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS A LA SONAPI | OUEST | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-53-12 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS DU PARC CARACOL | NORD | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-53-13 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES OUVRIERS DE LA CODEVI | NORDEST | - | | - | | | | | - | - |
| 1312-1-12-53-14 | LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION SOCIALE | NATIONAL | 480 000 000 | - | 480 000 000 | 705 000 000 | | PETROCARDIE | EMPRUNT | 705 000 000 | 1 185 000 000 |
| 1312-1-12-53-15 | CHANE METYE CHANE LAVI | NATIONAL | 70 500 000 | | 70 500 000 | | | | | - | 70 500 000 |
| 1312-1-12-54 | PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT | | - | | - | 263 332 395 | 799 000 000 | | | 1 062 332 395 | 1 062 332 395 |
| | APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES | | - | | - | 263 332 395 | 799 000 000 | | | 1 062 332 395 | 1 062 332 395 |
| 1312-1-12-54-11 | CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A CARACOL - EKAM | NORD | | | | 125 227 350 | | USA | DOM | 125 227 350 | 125 227 350 |
| 1312-1-12-54-12 | PREPARATION DU SITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS- EKAM CARACOL | NORD | | | | 138 105 045 | | USA | DOM | 138 105 045 | 138 105 045 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|---------|---------------------|------------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
| | TOTAL | | 10 293 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1312-1-12-54-13 | RECONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DE PORT-AU-PRINCE (PREKAD) BME/PI/580/CHMPAD | OUEST | - | - | - | - | 799 000 000 | BM | DON | 799 000 000 | - | 799 000 000 |
| 1313 | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION | | 3 40 956 501 | 94 000 000 | 43 4 956 501 | 1 485 009 332 | 275 800 000 | | | | 1 760 809 332 | 2 195 765 833 |
| 1313-1 | SERVICES INTERNES | | 3 40 956 501 | 94 000 000 | 43 4 956 501 | 1 485 009 332 | 275 800 000 | | | | 1 760 809 332 | 2 195 765 833 |
| 1313-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 3 40 956 501 | 94 000 000 | 43 4 956 501 | 1 485 009 332 | 275 800 000 | | | | 1 760 809 332 | 2 195 765 833 |
| 1313-1-12-50 | PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE | | 324 400 001 | - | 324 400 001 | 1 485 009 332 | 228 800 000 | | | | 1 713 809 332 | 2 038 209 333 |
| | MISE EN PLACE DES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHU) DANS LES TROIS GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | 12 000 000 | - | 12 000 000 | 1 030 554 412 | - | | | | 1 030 554 412 | 1 042 554 412 |
| 1313-1-12-50-11 | RECONSTRUCTION HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI-CO-FINANCEMENT FRANCE- Source UTE MEF | OUEST | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-12 | RECONSTRUCTION HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI-CO-FINANCEMENT FRANCE- Source UTE MEF | OUEST | - | - | - | 263 007 000 | - | FRANCE | DON | 263 007 000 | - | 263 007 000 |
| 1313-1-12-50-13 | CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'HOPITAUX (HUEH, ST MICHEL DE JACMEL, SEMBI CONTINAL DE MARTISSANT, HOP. SANS EUIL, CENTRE DE TRAUMAS, HOP. DE BON REPOS, ...) | NATIONAL | - | - | - | 767 547 412 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 767 547 412 | - | 767 547 412 |
| 1313-1-12-50-14 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE GRAND SUD (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | SUD | 4 000 000 | - | 4 000 000 | - | - | | | | - | 4 000 000 |
| 1313-1-12-50-15 | MISE EN PLACE D'UN POSTE DE TRANSFUSION SANGUINE A MIRAGOANE (Phase 2) | NIPPES | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | | | | - | 3 000 000 |
| 1313-1-12-50-16 | REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEN - (PEDIATRIE, BLOC OPERATOIRE, CHIRURGIE, MEDECINE INTERNE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORD | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-18 | MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE NORD/NORD-EST (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORD | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| | MISE EN PLACE DES HOPITAUX DE REFERENCE DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-17 | CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL DEPARTEMENTAL DU NORD-OUEST | NORD-OUEST | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-19 | REHABILITATION DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE DE JEREMIE /ST ANTOINE (MATERNITE, PEDIATRIE, ET SERVICES D'URGENCES, PAVAGE DE LA COUR) | GRAND-ANSE | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-20 | CONSTRUCTION DU HCR DE OGANAMINTE (CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DU MENIQUE) | NORD-EST | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-21 | RENOVATION DE LA CHIRURGIE ET MEDECINE INTERNE DE L'HOPITAL IMMACULEE CONCEPTION DES CAYES | SUD | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| | MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT | | 38 100 000 | - | 38 100 000 | 20 000 000 | - | | | | 20 000 000 | 58 100 000 |
| 1313-1-12-50-22 | TRANSFORMATION DU CAL DES ANGLAIS EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | SUD | 4 000 000 | - | 4 000 000 | - | - | | | | - | 4 000 000 |
| 1313-1-12-50-23 | TRANSFORMATION DU CAL DU BORGNE EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORD | - | - | - | - | - | | | | - | - |
| 1313-1-12-50-24 | TRANSFORMATION DU CDI DE ANSE A VEAU EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NIPPES | 3 600 000 | - | 3 600 000 | - | - | | | | - | 3 600 000 |
| 1313-1-12-50-25 | FINALISATION CONSTRUCTION /REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES A CRX DES BOUQUETS ET JEAN RABEL ET CARACOL (balance du projet 10 HCR et de Capard) | NATIONAL | 30 500 000 | - | 30 500 000 | - | - | | | | - | 30 500 000 |
| 1313-1-12-50-26 | REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SANITAIRE | NATIONAL | - | - | - | 20 000 000 | - | PETROCARIBE | EMPRUNT | 20 000 000 | - | 20 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERAL RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1313-1-12-50-27 | MISE EN PLACE DE SERVICES D'APPUI A LA SANTE (PHARMACIES...) | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-28 | RENOVATION DE L'HOPITAL ST AGNES DE BEAUMONT | GRANDE-ANSE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES | | 33 580 292 | - | 33 580 292 | - | - | - | - | - | 33 580 292 |
| 1313-1-12-50-29 | REHABILITATION CAL DE PETIT GOAYE - (Phase 2) | OUEST | 21 675 450 | - | 21 675 450 | - | - | - | - | - | 21 675 450 |
| 1313-1-12-50-30 | CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MAISSADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | CENTRE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-31 | CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A THURON (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | SUD | 8 904 842 | - | 8 904 842 | - | - | - | - | - | 8 904 842 |
| 1313-1-12-50-32 | CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MOUILLAGE FOUQUETTE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | SUD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-33 | CONSTRUCTION CSL TROIS PALMISTES - PETITE MATERNITE/SONUB-VALLIERES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORDEST | 3 000 000 | - | 3 000 000 | - | - | - | - | - | 3 000 000 |
| 1313-1-12-50-34 | CONSTRUCTION CAL-SONUB A PETIT-TROU DE NIPPES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NIPPES | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-35 | CONSTRUCTION CAL A LIMONADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES | | 143 320 509 | - | 143 320 509 | - | - | - | - | - | 143 320 509 |
| 1313-1-12-50-36 | CONSTRUCTION 9 CSL - Phase 3 (Couse, Nord, Nord-est, Nord-ouest, Nippes, Sud, Sud-est, Grande Anse, Anticenne) (Phase 1 sur budget 2012-2013 et Phase 2 sur budget 2013-2014) | NATIONAL | 100 000 000 | - | 100 000 000 | - | - | - | - | - | 100 000 000 |
| 1313-1-12-50-37 | CONSTRUCTION CSL 2EME SECTION LABICHE COTE DE FER (PHASE 2) | SUDEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-38 | CONSTRUCTION CSL LOCALITE SAINT PIERRE, S BOUCAN, BOIS PIN, CORNILLON (PHASE 2) | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-39 | CONSTRUCTION CSL FERRIER (PHASE 2) | NORDEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-40 | CONSTRUCTION D'UN CSL A BOIS CAMAN SC BALAN PLAIN DU NORD (PHASE 2) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-41 | CONSTRUCTION D'UN CSL A CORAIL SOULT -MARIGOT - PHASE 2 ET 3 | SUDEST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | - | - | 8 000 000 |
| 1313-1-12-50-42 | CONSTRUCTION D'UN CSL A BRAS DE GAUCHE-COTE DE FER- PHASE 2 | SUDEST | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | - | - | 8 000 000 |
| 1313-1-12-50-43 | CONSTRUCTION CSL ST YVES, SC SAUT DU BARIL (C ANSEAVEAU) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NIPPES | 9 569 935 | - | 9 569 935 | - | - | - | - | - | 9 569 935 |
| 1313-1-12-50-44 | REHABILITATION CSL DE CORNILLON | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-45 | CONSTRUCTION CSL PERCHES (C. PERCHES) - (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORDEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-46 | REHABILITATION DU DISPENSAIRE DE PETITE RIVIERE (DAME MARIE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) ET DES CENTRES DE DESORMEAUX, CHARDONNETTE, JEAN | GRAND-ANSE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-50-47 | CONSTRUCTION CSL ANSE A MASSON (CAYMITTES) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | GRAND-ANSE | 4 664 740 | - | 4 664 740 | - | - | - | - | - | 4 664 740 |
| 1313-1-12-50-48 | CONSTRUCTION CSL A TOZJA - COMMUNE PESTEL (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | GRAND-ANSE | 8 000 000 | - | 8 000 000 | - | - | - | - | - | 8 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL MF RECTIFICATIF |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1313-1-12-50-49 | CONSTRUCTION CSL A DUVERNAY | OUEST | | | | | | | | | |
| 1313-1-12-50-50 | CONSTRUCTION D'UN CSL A ROCHE A BATEAU (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | SUD | 5 085 834 | | 5 085 834 | | | | | | 5 085 834 |
| | LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES | | 61 000 000 | | 61 000 000 | | 96 800 000 | | | 96 800 000 | 157 800 000 |
| 1313-1-12-50-51 | MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA SUR LE TERRITOIRE NATIONAL | NATIONAL | 27 000 000 | | 27 000 000 | | | | | | 27 000 000 |
| 1313-1-12-50-52 | LUTTE CONTRE LE CHOLERA | NATIONAL | | | | | 96 800 000 | BM | DON | 96 800 000 | 96 800 000 |
| 1313-1-12-50-53 | MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA ET LA TUBERCULOSE (ENGAGEMENT DE L'ETAT A LA CONTRIBUTION DU FONDS MONDIAL) | NATIONAL | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | 6 000 000 |
| 1313-1-12-50-54 | MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LES ENDEMIES MAJEURES (MALARIA, CHIKUNGUNYA, DENGUE, ETC) Engagemnt de l'Etat a la contribution du Fonds Mondial | NATIONAL | 18 000 000 | | 18 000 000 | | | | | | 18 000 000 |
| 1313-1-12-50-55 | MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | 10 000 000 |
| | MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANTE SCOLAIRE | | | | | | | | | | |
| 1313-1-12-50-56 | MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANTE SCOLAIRE AU NIVEAU DES 10 DIRECTIONS DEPARTEMENTALES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NATIONAL | | | | | | | | | |
| | IDENTIFICATION ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN DIFFICULTE | | | | | | | | | | |
| 1313-1-12-50-57 | FORMATION EN REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPEES/SEIPIH | OUEST | | | | | | | | | |
| | RENFORCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE POLITIQUES PORTANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION | | 36 399 200 | | 36 399 200 | 43 454 920 | 132 000 000 | | | 566 454 920 | 602 854 120 |
| 1313-1-12-50-58 | APPROVISIONNEMENT EN MATERIELS ET EQUIPEMENTS D'AU MOINS 30 INSTITUTIONS DE SANTE (HCR, HD, CAL, CSL) SUR TOUT LE TERRITOIRE | NATIONAL | 31 450 000 | | 31 450 000 | | | | | | 31 450 000 |
| 1313-1-12-50-59 | AMELIORATION DES SERVICES DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS L'ARTIBONITE (S065290-001) | ARTIBONITE | | | | 89 372 793 | | CANADA | DON | 89 372 793 | 89 372 793 |
| 1313-1-12-50-60 | PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE/A035207-002 | ARTIBONITE | | | | 13 500 000 | | CANADA | DON | 13 500 000 | 13 500 000 |
| 1313-1-12-50-61 | PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE (1YA035207-001) | ARTIBONITE | | | | 315 074 942 | | CANADA | DON | 315 074 942 | 315 074 942 |
| 1313-1-12-50-62 | AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (PASMIS) | NATIONAL | | | | | 132 000 000 | BM | DON | 132 000 000 | 132 000 000 |
| 1313-1-12-50-63 | ENCADREMENT DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION A TOUS LES NIVEAUX | NATIONAL | | | | 16 507 185 | | CANADA | DON | 16 507 185 | 16 507 185 |
| 1313-1-12-50-64 | APPH A LA CHAINE DE FROID DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (GAZ PROPANE) | NATIONAL | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1313-1-12-50-65 | MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU MSPP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NATIONAL | 2 949 200 | | 2 949 200 | | | | | | 2 949 200 |
| 1313-1-12-51 | PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT | | 16 556 500 | 94 000 000 | 110 556 500 | | 47 000 000 | | | 47 000 000 | 157 556 500 |
| | PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIRU | | 16 556 500 | 94 000 000 | 110 556 500 | | 47 000 000 | | | 47 000 000 | 157 556 500 |
| 1313-1-12-51-11 | MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE | NATIONAL | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | 3 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL FIP RECTIFICATIF |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | AFC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1313-1-12-51-12 | PROTECTION SANITAIRE | NATIONAL | - | - | - | - | 47 000 000 | BID | DON | 47 000 000 | 47 000 000 |
| 1313-1-12-51-13 | CONSTRUCTION ET SUPERVISION DE LA MORGUE DE L'HOPIT | OUEST | - | 94 000 000 | 94 000 000 | - | - | - | - | - | 94 000 000 |
| 1313-1-12-51-14 | CONSTRUCTION DE LA MORGUE PRINCIPALE A TABARRE | OUEST | 13 556 500 | - | 13 556 500 | - | - | - | - | - | 13 556 500 |
| 1313-1-12-52 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-52-11 | AMENAGEMENT DU NOUVEAU LOCAL DU MSPFA MAIS GATE (EXTENSION) | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1313-1-12-52-12 | CONSTRUCTION D'UN LOCAL POUR L'INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE MEDICALE DU CAP HAITIEN (ISTIMECH) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014) | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1314 | MINISTERE A LA CONDITION FEMMINE ET AUX DROITS DES FEMMES | | 37 000 000 | - | 37 000 000 | - | - | - | - | - | 37 000 000 |
| 1314-1 | SERVICES INTERNES | | 37 000 000 | - | 37 000 000 | - | - | - | - | - | 37 000 000 |
| 1314-1-12 | DIRECTION GENERALE | | 37 000 000 | - | 37 000 000 | - | - | - | - | - | 37 000 000 |
| 1314-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1314-1-12-50-11 | MISE EN PLACE DES BUREAUX DEPARTEMENTAUX DU NORD-EST, NORD-OUEST, ARTIBONITE, OUEST ET NIPPES-ETUDES ET PHASE I | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1314-1-12-51 | PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE | | 35 000 000 | - | 35 000 000 | - | - | - | - | - | 35 000 000 |
| | CONSTRUCTION DE CENTRES D'ACCUEIL POUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | 35 000 000 | - | 35 000 000 | - | - | - | - | - | 35 000 000 |
| 1314-1-12-51-11 | INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FILLES ET DES FEMMES DES DEPARTEMENTS DU SUD, GRAND'ANSE, CENTRE, NORD, NORD-EST, OUEST ET NORD-OUEST | NATIONAL | 25 000 000 | - | 25 000 000 | - | - | - | - | - | 25 000 000 |
| 1314-1-12-51-12 | CONTRIBUTION A L'HEBERGEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE | OUEST | 10 000 000 | - | 10 000 000 | - | - | - | - | - | 10 000 000 |
| 1314-1-12-52 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'EGALITE DE GENRE | | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | - | - | - | 2 000 000 |
| | PRODUCTION ET DIFFUSION D'INFORMATION SUR L'EGALITE DE GENRES | | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | - | - | - | 2 000 000 |
| 1314-1-12-52-11 | PREVENTION ET PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES SEXOCPECIFIQUES AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS | NATIONAL | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | - | - | - | 2 000 000 |
| 1314-1-12-50 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | MISE EN PLACE D'UN SYSTEME NATIONAL D'ASSISTANCE LEGALE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1314-1-12-52-11 | CREATION D'UN INSTITUT DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EGALITE HOMME/FEMME-PHASE I | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODEX | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | | |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLKS RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL MP RECTIFICATIF | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1315 | MINISTERE A LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE | | 116 200 000 | | 116 200 000 | 7 000 000 | | | | | 7 000 000 | 123 200 000 |
| 1315-1 | SERVICES INTERNES | | 116 200 000 | | 116 200 000 | 7 000 000 | | | | | 7 000 000 | 123 200 000 |
| 1315-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 116 200 000 | | 116 200 000 | 7 000 000 | | | | | 7 000 000 | 123 200 000 |
| 1315-1-12-20 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | | 10 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | | |
| 1315-1-12-20-11 | RECENSEMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| | PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | | 10 000 000 |
| 1315-1-12-20-12 | MISE EN PLACE DE 3 CENTRES DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL (NORD, SUD, GRAND-ANSE) INCLUANT LA FORMATION | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | | 10 000 000 |
| 1315-1-12-21 | PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE | | 106 200 000 | | 106 200 000 | 7 000 000 | | | | | 7 000 000 | 113 200 000 |
| | PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU | | | | | 7 000 000 | | | | | 7 000 000 | 7 000 000 |
| 1315-1-12-21-11 | INCLUSION SOCIALE PAR LE BIAIS DE LA PRATIQUE SPORTIVE FOOTBALL-PHASE 3- FORMATION DE 22 JOUEURS AU BRESIL | OUEST | | | | 7 000 000 | | BRESIL | DON | | 7 000 000 | 7 000 000 |
| | MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLNS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | | | 10 000 000 |
| 1315-1-12-21-12 | CREATION D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS ET D'ANIMATION SOCIO-CULTUREL AU CAP-HAITIEN, AUX CAYES ET A PORT-AU-PRINCE | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | | 5 000 000 |
| 1315-1-12-21-13 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE SPORTIF D'EXCELLENCE A JEREMIE-ETUDES | GRAND-ANSE | | | | | | | | | | |
| 1315-1-12-21-14 | MISE EN PLACE DE 2 CENTRS D'ACCUEIL ET DE REINSERTION PAR LA FORMATION TECHNIQUE, PROFESSIONNELLE ET SPORTIVE POUR DE JEUNES FEMMES | NATIONAL | 5 000 000 | | 5 000 000 | | | | | | | 5 000 000 |
| | DEVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE ET MUNICIPAL ET PROMOTION DU SPORT POUR TOUS | | | | | | | | | | | |
| 1315-1-12-21-15 | INFRASTRUCTURES SPORTIVES (SPORTS POUR CHANGEMENT, 10 TERRAINS DE SPORTS) | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| 1315-1-12-21-16 | REHABILITATION CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| | DEVELOPPEMENT DES JEUX HANDISPORTS | | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | | 17 000 000 |
| 1315-1-12-21-17 | RENFORCEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP A TRAVERS LE PAYS "HANDISPORT": ETUDES | NATIONAL | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | | 17 000 000 |
| | PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE | | 79 200 000 | | 79 200 000 | | | | | | | 79 200 000 |
| 1315-1-12-21-18 | MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES INITIATIVES DE JEUNES | NATIONAL | 17 000 000 | | 17 000 000 | | | | | | | 17 000 000 |
| 1315-1-12-21-19 | DEVELOPPEMENT DE LA CAPACITE ENTREPRENEURIALE CHEZ LES JEUNES, NORD, NORD-EST, NIPPES | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| 1315-1-12-21-20 | PROMOTION-DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PHYSQUES ET SPORTIVES (L'enseignement extra scolaire et intra scolaire) | NATIONAL | 62 200 000 | | 62 200 000 | | | | | | | 62 200 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|------------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1315-1-12-51-21- | MISE EN PLACE D'UN BUREAU NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES | NATIONAL | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 14 | SECTEUR CULTUREL | | 338 000 000 | - | 338 000 000 | 11 513 036 | 20 189 883 | | | 31 702 919 | 369 702 919 |
| 1411 | MINISTERE DES CULTES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1411-1 | SERVICES INTERNES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1411-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1411-1-12-50- | PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1411-1-12-50-11- | PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL HAITIEN A TRAVERS LE SECTEUR RELIGIEUX ET LES ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES | OUEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1412 | MINISTERE DE LA CULTURE | | 317 000 000 | - | 317 000 000 | 11 513 036 | 20 189 883 | | | 31 702 919 | 348 702 919 |
| 1412-1 | SERVICES INTERNES | | 302 000 000 | - | 302 000 000 | 10 588 057 | 20 189 883 | | | 30 777 940 | 332 777 940 |
| 1412-1-12- | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 302 000 000 | - | 302 000 000 | 10 588 057 | 20 189 883 | | | 30 777 940 | 332 777 940 |
| 1412-1-12-50- | PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE | | 302 000 000 | - | 302 000 000 | 10 588 057 | 20 189 883 | | | 30 777 940 | 332 777 940 |
| | MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIEN CULTURELS | | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | | | - | 2 000 000 |
| 1412-1-12-50-11- | CONSTRUCTION DU MEMORIAL DE ST. CHRISTOPHE A TITANVEN | OUEST | 2 000 000 | - | 2 000 000 | - | - | | | - | 2 000 000 |
| 1412-1-12-50-13- | CREATION D'UN ESPACE D'ANIMATION, D'EXPOSITION ET DE VENTE DE PRODUITS CULTURELS, ARTISTIQUES ET ARTISANAUX AUX CAVES | SUD | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1412-1-12-50-24- | REHABILITATION DU LOCAL DU MTPTC DEVANT LOGER LE COMPLEXE ADMINISTRATIF ET CULTUREL DU MINISTERE | SUDEST | - | - | - | - | - | | | - | - |
| | MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CENTRES CULTURELS | | 300 000 000 | - | 300 000 000 | 10 588 057 | - | | | 10 588 057 | 310 588 057 |
| 1412-1-12-50-16- | MISE EN PLACE D'UNE "ECOLE ATELIER DE JACMEL" (EAI - PHASE 4 ET 5) | SUDEST | - | - | - | 10 588 057 | - | ESPAGNE | DON | 10 588 057 | 10 588 057 |
| 1412-1-12-50-20- | MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'EDUCATION PATRIMONIALE A L'ECOLE (PHASE 1) | NATIONAL | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1412-1-12-50-21- | ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UN DORTOIR A L'UNAMU | CENTRE | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1412-1-12-50-22- | REHABILITATION DES LOCAUX DU MINISTERE DE LA CULTURE | CENTRE | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 1412-1-12-50-23- | ORGANISATION 12 ^{DE} EDITION CARIFESTA 2015 EN HAITI | NATIONAL | 300 000 000 | - | 300 000 000 | - | - | | | - | 300 000 000 |
| | MISE EN PLACE D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL | | - | - | - | - | 20 189 883 | | | 20 189 883 | 20 189 883 |
| 1412-1-12-50-18- | SUPPORT AUX INITIATIVES CULTURELLES | NATIONAL | - | - | - | - | 20 189 883 | UE | DON | 20 189 883 | 20 189 883 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTI-LATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIE | TOTAL MP RECTIFICATIF |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 1412-2 | SERVICES EXTERNES | | 15 000 000 | | 15 000 000 | 924 980 | | | | 924 980 | 15 924 980 |
| 1412-2-13 | ÉCOLE NATIONALE DES ARTS | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-13-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-13-50-11 | REHABILITATION PHYSIQUE DE L'ENARTS A PORT-AU-PRINCE | OUEST | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-14 | INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL | | | | | 924 980 | | | | 924 980 | 924 980 |
| 1412-2-14-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | 924 980 | | | | 924 980 | 924 980 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | 924 980 | | | | 924 980 | 924 980 |
| 1412-2-14-50-11 | REHABILITATION DES FORTS JACQUES ET ALEXANDRE A FERMATHE ET AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DES FORTS | OUEST | | | | | | | | | |
| 1412-2-14-50-12 | RESTAURATION ET MISE EN VALRUR DE L'ARTILLERIE ANGLAISE DE LA CITADELLE HENRY AU PARC NATIONAL HISTORIQUE CITADELLE SANS-SOUCI RAMIER | NORD | | | | | | | | | |
| 1412-2-14-50-13 | REAMENAGEMENT DES JARDINS DU ROI ET PERRENISATION DU CIMITIER DU ROI SUR LE SITE DE SANS-SOUCI | NORD | | | | | | | | | |
| 1412-2-14-50-14 | RESTAURATION PALAIS SANS SOUCI | NORD | | | | | | | | | |
| 1412-2-14-50-15 | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN CULTURE ET CONSERVATION DU PATRIMOINE POUR LE DEVELOPPEMENT PHASE 3 | OUEST | | | | 924 980 | | ESPAGNE | DON | 924 980 | 924 980 |
| 1412-3-15 | THEATRE NATIONAL | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-3-15-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-3-15-50-11 | REHABILITATION DES LOCAUX DU THEATRE NATIONAL | OUEST | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-16 | MUSEE DU PANTHRON NATIONAL | | | | | | | | | | |
| 1412-2-16-50 | PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE | | | | | | | | | | |
| | MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE MUSEES NATIONAUX DANS LES GRANDS POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | | | | | | | | | |
| 1412-2-16-50-11 | REHABILITATION DES LOCAUX DU MUPANAH | OUEST | | | | | | | | | |
| 1412-2-16-50-12 | CONSTRUCTION D'UN ATELIER DE RESTAURATION DES OEUVRES DU MUPANAH | OUEST | | | | | | | | | |
| 1412-2-17 | BUREAU D'ETHNOLOGIE | | | | | | | | | | |
| 1412-2-17-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | |

BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | | |
|-----------------|--|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|---------------------|------------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL PIP RECTIFICATIF | |
| | TOTAL. | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | | | | | | | |
| 1412-2-17-50-12 | REHABILITATION ET MISE EN VALEUR TOURISTIQUE DES POINTS D'EAU A CARACTERE SACRE DU PAYS; BASSIN ST SAINT JACQUES a Plage du Nord, Source curiea Culturel et Bassin Water | NATIONAL | | | | | | | | | | |
| 1412-2-18 | BIBLIOTHEQUE NATIONALE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-18-50 | PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | | 2 000 000 |
| | MISE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-18-50-11 | ETUDES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN AUDITORIUM AHAICHIE | CENTRE | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | | | | | 2 000 000 |
| 1412-2-19 | ARCHIVES NATIONALES | | | | | | | | | | | |
| 1412-2-19-50 | PROGRAMME DE DECONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | | | | | | | | | | |
| | MISE EN PLACE DE BUREAUX REGIONAUX DES ARCHIVES NATIONALES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | | | | | | | | | | |
| 1412-2-19-50-11 | CONSTRUCTION D'UN COMPLENE POUR LA GESTION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DES ARCHIVES PUBLIQUES A PORT-AU-PRINCE | OUEST | | | | | | | | | | |
| 1412-2-24 | DIRECTION NATIONALE DU LIVRE | | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | | 6 000 000 |
| 1412-2-24-50 | PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE | | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | | 6 000 000 |
| | MISE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT | | 6 000 000 | | 6 000 000 | | | | | | | 6 000 000 |
| 1412-2-24-50-11 | CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A GROS MORNE | ARTIBONITE | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| 1412-2-24-50-12 | IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE A LA VALLEE DE JACMEL | SUDEST | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| 1412-2-25 | BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR | | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| 1412-2-25-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| 1412-2-25-50-11 | MISE EN PLACE DE LA GESTION COLLECTIVE ET LUTTE ANTI-PIRATAGE DANS LE DOMAINE DU DROIT D'AUTEUR ET DES DROITS VOISINS (MIDDA) | OUEST | 3 000 000 | | 3 000 000 | | | | | | | 3 000 000 |
| 1413 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | | 21 000 000 |
| 1413-1 | SERVICES INTERNES | | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | | 21 000 000 |
| 1413-1-12 | DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES | | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | | 21 000 000 |
| 1413-1-12-50 | PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | | 21 000 000 |
| | MISE EN PLACE DE CELLULES DE COMMUNICATION DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT | | 21 000 000 | | 21 000 000 | | | | | | | 21 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | TOTAL RE RECTIFIEES | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | | |
| | TOTAL | | 10 294 053 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 894 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 516 | 53 448 311 883 |
| 1413-1-12-50-11 | MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE COMMUNICATION AUX CAYES | SUD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1413-1-12-50-12 | MISE EN PLACE D'UNE CELLULE DE COMMUNICATION AU CAP-HAÏDEN | NORD | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1413-1-12-50-13 | RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION | OUEST | 21 000 000 | - | 21 000 000 | - | - | - | - | - | 21 000 000 |
| | RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE | | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 1413-1-12-50-14 | APPUI A LA RTNH: NUMERISATION DE LA DIFFUSION TERRESTRE HERTZIENNE DE LA TELEVISION NATIONALE (DHAUTICENT) TELEVISION NUMERIQUE TERRESTRE | OUEST | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 2 | POUVOIR LEGISLATIF | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| 2211 | SENAT DE LA REPUBLIQUE | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| 2211-1 | SERVICES INTERNES | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| 2211-1-11 | ASSEMBLEE DES SENATEURS | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| 2211-1-11-51 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| | RENFORCEMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE | | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |
| 2211-1-11-51-12 | CONSTRUCTION DU PALAIS LEGISLATIF | OUEST | - | 470 000 000 | 470 000 000 | - | - | - | - | - | 470 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL PIP RECTIFICATIF |
|-----------------|---|--------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------|------|-----------------------|------------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 369 | 5 757 857 298 | 16 051 909 667 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 2212 | CHAMBRE DES DEPUTES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 2212-1 | SERVICES INTERNES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 2212-1-12 | QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 2212-1-12-50 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| | RENFORCEMENT DE L'ACTION PARLEMENTAIRE | | - | - | - | - | - | | | - | - |
| 2212-1-11-50-11 | CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE DEL | OUEST | - | - | - | - | - | | 0 | - | - |
| 3 | POUVOIR JUDICIAIRE | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| 3211 | CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSJ) | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| 3211-1 | SERVICES INTERNES | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| 3211-1-11 | ADMINISTRATION GENERALE | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| 3211-1-11-50 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| | CERTIFICATION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES | | 13 625 000 | 47 000 000 | 60 625 000 | | | | | | 60 625 000 |
| 3211-1-11-50-11 | CERTIFICATION DES MAGISTRATS-PHASE I | NATIONAL | 13 625 000 | | 13 625 000 | | | | | | 13 625 000 |
| 3211-1-11-50-12 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT PALAIS DE LA COUR DE CASSATION | OUEST | - | 47 000 000 | 47 000 000 | | | | | | 47 000 000 |
| 4 | INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 10 000 000 | 117 500 000 | 127 500 000 | 141 000 000 | - | | | 141 000 000 | 268 500 000 |
| 4111 | CSCCA | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | - | - | | | - | 117 500 000 |
| 4111-1 | SERVICES INTERNES | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| 4111-1-11 | CONSEIL DE LA COUR | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| 4111-1-11-50 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| | RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | - | 117 500 000 | 117 500 000 | | | | | - | 117 500 000 |
| 4111-1-11-50-15 | CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE LA COUR SUPERIEUR | OUEST | - | 117 500 000 | 117 500 000 | - | - | | | - | 117 500 000 |
| 4311 | RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH) | | 10 000 000 | - | 10 000 000 | 141 000 000 | - | | | 141 000 000 | 151 000 000 |
| 4311-1 | SERVICES INTERNES | | 10 000 000 | - | 10 000 000 | 141 000 000 | - | | | 141 000 000 | 151 000 000 |
| 4311-1-11 | RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI | | 10 000 000 | - | 10 000 000 | 141 000 000 | - | | | 141 000 000 | 151 000 000 |

**BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

| CODE | PROGRAMMES ET PROJETS | LOCALISATION | RESSOURCES NATIONALES | | | RESSOURCES EXTERNES | | | | | TOTAL MP RECTIFICATIF |
|----------------|---|--------------|------------------------|---------------|--------------------------------|----------------------|----------------|-------------|---------|---------------------|-----------------------|
| | | | TRESOR PUBLIC RECTIFIE | APC | TOTAL RESSOURCES NLES RECTIFIE | BILATERALE RECTIFIEE | MULTILATERALE | SOURCE | TYPE | TOTAL RE RECTIFIEES | |
| | TOTAL | | 10 294 052 269 | 5 757 857 298 | 16 051 909 567 | 18 634 841 594 | 18 761 560 622 | | | 37 396 402 216 | 53 448 311 883 |
| 411-1-11-50 | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES | | 10 000 000 | | 10 000 000 | 141 000 000 | | | | 141 000 000 | 151 000 000 |
| | RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES | | 10 000 000 | | 10 000 000 | 141 000 000 | | | | 141 000 000 | 151 000 000 |
| 411-1-11-50-11 | CONSTRUCTION DU CAMPUS PRINCIPAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (source UTEMEF) | OUEST | - | | - | | | | | - | - |
| 411-1-11-50-12 | RENFORCEMENT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (UEH) | NATIONAL | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | | | - | 10 000 000 |
| 411-1-11-50-13 | PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENTS DE DORTOIRS ET DE RESIDENCES POUR PROFESSEURS | NORD | - | | - | 47 000 000 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 47 000 000 | 47 000 000 |
| 411-1-11-50-14 | RENFORCEMENT DES STRUCTURES DES BATIMENTS DE L'UNIVERSITE DE LIMONADE | NORD | - | | - | 94 000 000 | | PETROCARIBE | EMPRUNT | 94 000 000 | 94 000 000 |

ANNEXE 1
EXPOSE DES MOTIFS

EXPOSE DES MOTIFS DU BUDGET RECTIFICATIF 2014-2015

1. Généralités

L'exécution du budget 2014-2015 s'est heurtée à un ensemble de facteurs internes et externes qui pourraient affecter de manière considérable l'atteinte des objectifs prévus initialement. En effet, la baisse sensible du cours des produits pétroliers sur le marché international entraînant une révision à la baisse des ressources provenant du Fonds PETROCARIBE et un ralentissement au niveau de l'exécution des projets financés par lesdites ressources, l'intégration dans le document budgétaire de nouvelles priorités définies par le nouveau Gouvernement, la réalisation des élections pour l'ensemble des élus des collectivités locales, 119 députés et deux tiers du sénat de la République, constituent, entre autres, des éléments majeurs impliquant une révision de l'enveloppe budgétaire et des modifications au niveau de la répartition des crédits initiaux de certaines entités administratives de façon à faciliter la mise en œuvre des mesures liées à la situation socioéconomique actuelle du pays.

2. Le cadrage macroéconomique

La révision du budget est étroitement liée au cadrage macroéconomique qui doit être ajusté aux nouvelles conditions de recettes et de dépenses publiques. Le tableau ci-dessous présente les nouveaux éléments de cadrage sur la base desquels reposent les nouvelles prévisions budgétaires.

BUDGET INITIAL

- Taux de croissance réelle de l'économie : 4,6
- **Taux d'inflation**
 - en glissement annuel :6,2
 - Moyenne annuelle :6,6
- Taux de pression fiscale : 13,5
- Taux de change inscrit dans le PIP
(45gdes pour \$ 1 USD)

BUDGET RECTIFIE

- Taux de croissance réelle de l'économie : 2,5
- **Taux d'inflation**
 - en glissement annuel :6,0
 - Moyenne annuelle: 6,3
- Taux de pression fiscale : 14,1
- Actualisation du taux de change
(47 gdes pour \$ 1USD)

3. Les grandes masses du budget révisé

L'enveloppe budgétaire globale diminue de 11% en raison de la baisse des ressources provenant du fonds PETROCARIBE (49%) et du recours modéré à l'émission de Bons du Trésor (1,5 milliard de Gourdes dans le budget rectificatif contre 5,46 milliards de Gourdes dans le budget initial). Ceci implique un ajustement de crédits initialement projetés.

Les crédits prévus pour des dépenses courantes et de capital sont revus à la baisse respectivement de 2% et 20% en raison surtout du caractère incompressible de la première catégorie de dépenses, notamment des salaires, le seul poste de dépenses à n'avoir subi de réduction.

4. Les grandes orientations du budget révisé

A travers le budget rectificatif 2014-2015, de nouvelles priorités sont établies :

- la promotion de la croissance et de l'emploi par l'adoption d'un document intitulé (Pacte pour la croissance et l'emploi);

- le renforcement des travaux à haute intensité de main-d'œuvre et à impacts durables;
- la promotion du développement des PME (350 millions de Gourdes sur Trésor Public);
- le renforcement de la structure des entités électorales par:
 - l'augmentation du financement des activités électorales (+ 100 millions pour un total de 300 millions de Gourdes) ;
 - l'augmentation du financement des Partis Politiques (+ 150 millions pour un total de 500 millions de Gourdes) ;
- la modification des tarifs de certains produits pour encourager prioritairement la production nationale;
- la finalisation d'un ensemble de projets ayant atteint une phase avancée;
- le renforcement des structures de la PNH (+ 300 millions de Gourdes) ;
- la prise en compte de nouveaux engagements de l'État auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux :
 - Gvt. américain/USAID/NRECA (47 millions de Gourdes);
 - BID/Gvt. Américain/Contribution au fonctionnement du parc de CARACOL (47 millions de Gourdes).
- l'implémentation d'une politique de stage pour des jeunes universitaires (10 millions de Gourdes) ;
- la modernisation du secteur du transport (45 millions) ;

5. Mesures relatives à l'amélioration de la gestion des finances publiques

- Recherche d'une meilleure efficacité des dépenses publiques (Réduction des dépenses de fonctionnement jugées non essentielles);
- Paiement direct des bénéficiaires finaux
- Poursuite des travaux relatifs à la mise en place du CUT
- Non recours à la création monétaire pour financer le budget;

6. Les nouvelles mesures fiscales et douanières

Le budget rectificatif 2014-2015 introduit de nouvelles mesures fiscales et douanières :

- Établissement d'un droit de «circulation à l'intérieur du pays» pour tout véhicule étranger de transport de marchandises entrant sur le territoire national par la frontière terrestre :
 - 5000 Gourdes pour les camions et 6000 Gourdes pour les trailers
 - Impact: 8,9 millions de Gourdes
- Actualisation des tarifs douaniers sur certains produits importés (offerts par des producteurs locaux)
 - Incidences « avantages comparatifs; gains sur les termes de l'échange et amélioration des revenus des producteurs».

- Modification des droits d'accises établis sur les produits tels que : Rhum, Bière, boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées (4 % du prix ex-usine pour les produits de fabrication locale et 16 % de la valeur en douane (CIF) pour les produits importés).
- Institution d'une taxe de 10 %, dite Taxe pour la Protection de l'Environnement (TPE), sur la valeur CIF, à l'importation des biens suivants :
 - Pneus usagés
 - Batteries usagées
 - Articles de friperie usagés

Cette taxe sera de 25 % sur les véhicules suivants :

- Véhicules de tourisme de plus de sept (7) ans
- Véhicules utilitaires de plus de sept (7) ans
- Véhicules de transport de passagers de plus de sept (7) ans
- Camions de transport de marchandises de plus de cinq (5) tonnes de Charge utile dont l'âge est supérieur à douze (12) ans.

ANNEXE 2
PACTE POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE
ECONOMIQUE INCLUSIVE

SOMMAIRE

- 1.0. Introduction : Les principaux enjeux de ces pactes économiques**
- 2.0. Le contexte global amenant ce changement**
 - 2.1. Des tendances économiques récentes
 - 2.2. De l'influence du contexte politique
- 3.0 Conditions concrètes de mise en place de ces mécanismes**
 - 3.1. La nature des « pactes pour l'emploi et une croissance économique inclusive »(PECEI)
 - 3.2. Les composantes des pactes
 - 3.3. Leur horizon temporel
 - 3.4. Enjeux pour le programme financier en négociation avec le FMI
 - 3.5. De la limitation dans le choix des domaines d'intervention
- 4.0 Les premiers grands domaines d'application des pactes**
 - 4.1. Programme spécial pour une stabilité socio-économique rapide
 - 4.1.1 Volet de consolidation et rationalisation budgétaire
 - 4.1.2. Volet de stabilisation socio-économique
 - 4.1.3. Sous-programme « emplois-jeunes »
 - 4.2. Programme d'élargissement de la base des PME dans l'économie nationale
 - 4.2.1. Pourquoi les PME/PMI?
 - 4.2.2. Secteurs cibles
 - 4.2.2.1 Priorité à l'agro-business
 - 4.2.2.2 Le sous-secteur bâtiments et travaux publics : le moteur de la croissance en Haïti
 - 4.3 Programme de développement des facteurs économiques stratégiques
 - 4.3.1 Importance des facteurs économiques stratégiques
 - 4.3.2. L'existence d'un éventail très large de facteurs
 - 4.3.3 Nécessité de faire une sélection
 - 4.4 Programme d'amélioration de la gestion frontalière
- 5.0 Les six étapes de lancement du nouveau mode opératoire économique**
- 6.0 Documents d'annexes**
 - Annexe 1 : Premières réflexions sur les sources et modalités de financement
 - Annexe 2 : Remembrement foncier par capitalisation
 - Annexe 3 : Amélioration des procédures liées à l'administration douanière
 - Annexe 4 : Recherche de débouchés
 - Annexe 5 : Lignes d'action diverses
 - Annexe 6 : Vers l'Observatoire National de l'Emploi
 - Annexe 7 : Pour la mise en place de Sociétés Publiques d'Aménagement du Territoire ou Sociétés de Développement Economique Régional ;

1.0. INTRODUCTION : LES PRINCIPAUX ENJEUX DES PACTES ECONOMIQUES

Haïti a retrouvé le chemin de la croissance depuis un certain nombre d'années, mais n'a commencé à la prendre comme pivot de la politique économique et de l'emploi que depuis le séisme de Janvier 2010. Le taux de croissance annuel moyen de 2011 à 2014 est de 3.2%, soit plus de 3 fois le niveau atteint au cours des 10 dernières années. Ce chiffre ne tient pas compte des 5.5% atteint en 2010-2011 - très lié aux effets post-séisme. Même s'il est clair que ces effets ne se sont pas complètement encore estompés et même s'il faut reconnaître que ces résultats restent en-deça des espérances, il est significatif de noter que comparé aux deux décennies précédentes avec leurs cortèges de problèmes plus ou moins similaires, c'est la première fois que le pari de la croissance semble être pris de manière aussi explicite.

Mais une préoccupation demeure. Tel un atterrissage forcé après le dopage post-séisme – les afflux d'aide externe diminuent et passent de 1.6 milliard en 2010-2011 à environ 550 millions de dollars actuellement. Des chocs conjoncturels inattendus (baisse importante des ressources du fonds pétro-caribe environ 8.5 milliards de Gourdes, baisse de recettes fiscales par rapport aux ressources programmées en début d'exercice, consécutive aux pressions à la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers environ 2.7 milliards, etc.) viennent renforcer les déséquilibres structurels et menacent les bases de cette croissance économique prioritairement supportée par les dépenses publiques. Tout ceci sur fond de crise pré-électorale, parfois très violente, très inhibitrice de l'initiative privée. C'est dans ce contexte que le Ministre de l'Économie et des Finances a suggéré de décréter « **P'état d'urgence économique** ». Pour responsabiliser l'ensemble des acteurs de la société en vue d'arrêter la saignée, de mieux encadrer la dépense publique et de prendre les mesures appropriées pour diversifier les bases du système productif national et rendre l'économie moins dépendante de ressources qui sont hors de contrôle des décideurs politiques. Cela implique de renforcer la performance des administrations fiscales, contrôler la progression et la qualité de la dépense publique tout en recherchant la maximisation de son impact sur les conditions de vie des ménages, dynamiser les initiatives privées, desserrer les contraintes auxquelles elles font face, et dégager des marges de flexibilité et des gains d'efficacité sur l'aide externe.

Il s'agira pour ce faire de travailler en profondeur et en toute urgence sur deux faiblesses majeures qui caractérisent les politiques publiques nationales :

- le manque de cohérence entre les politiques macroéconomiques et les politiques sectorielles;
- la faible articulation des actions conduites par le secteur privé, pris au sens large, avec les politiques publiques, du fait d'un manque ou parfois d'absence de concertation.

C'est là que peut faire la différence la mise en place des « **pactes pour l'emploi et une croissance économique inclusive (PECEI)** ». Ces derniers se définissent comme des « *actions concertées et validées au service d'une politique économique rationnelle, efficace, partagée par l'ensemble des parties concernées* ». Ils ont donc l'ambition de stimuler la croissance et l'emploi à travers des mécanismes de concertation et de coordination nationaux impliquant le Gouvernement, le secteur privé, les groupes organisés de la société civile, les partenaires internationaux du pays. Bien entendu, il faut définir dans quelles conditions une telle modalité de gestion économique pourrait se concrétiser à travers une approche méthodologique convaincante. Mais, il faut d'abord rappeler brièvement les raisons qui rendent cette nouvelle action opportune. La section suivante présente le contexte de l'introduction des PECE avant de détailler la méthodologie à utiliser pour la mise en place des pactes. Les sections subséquentes proposent des domaines d'application possibles pour les premiers PECE envisagés.

2. LE CONTEXTE GLOBAL AMENANT CE CHANGEMENT

La politique de développement en Haïti jusqu'à date relevait surtout d'actions isolées de la part des ministères sectoriels, du MEF ou encore du MPCE. Les entreprises et associations de producteurs par exemple étaient peu incluses dans les décisions gouvernementales. Le changement dans la gestion économique préconisé par le présent document se justifie par deux facteurs principaux :

- Les tendances économiques récentes
- L'influence du contexte politique

2.1. Tendances économiques récentes

Depuis plusieurs décennies, Haïti accuse des performances économiques globales faibles qui ont débouché sur la pérennisation d'une situation de pauvreté massive, de chômage, de précarité, de bidonvilisation, de rachitisme de la classe moyenne et d'émigration des couches vives de la population. Comme conséquence, l'économie nationale s'est transformée en une économie de services tournée prioritairement vers le commerce de produits importés financés en grande partie par les transferts de la diaspora. Le pays dispose pourtant d'un potentiel extraordinaire dans beaucoup de secteurs, particulièrement dans la production agricole et l'agrobusiness, la pêche, mais aussi dans le tourisme, le textile, ou la filière des matériaux de construction.

Les politiques et réformes nécessaires qui pourraient permettre au pays d'exploiter ces opportunités ont rarement été assumées. La croissance économique réalisée est restée insuffisante pour garantir les progrès substantiels en termes d'amélioration des conditions de vie de la population qui croit à un rythme annuel de 2%.

Du point de vue de la gestion économique de court terme, les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances. En effet, l'État fait périodiquement face à des situations de déséquilibre parfois difficilement gérables au niveau des finances publiques, sur le plan monétaire et sur celui de la balance des paiements. Les investissements publics sont restés fortement tributaires des ressources externes qui ne cessent de se raréfier au cours de ces dernières années.

Les réponses apportées se sont constamment concentrées sur la résolution des problèmes conjoncturels, sauf pour la période qui a suivi le séisme de Janvier 2010 où la recherche de la croissance économique a commencé à orienter certaines politiques publiques. Le manque de cohésion entre les politiques économiques continue de poser des limites à cette même politique de croissance.

La période qui a démarré en 2014/15, est un de ces exemples de conjoncture difficile dont l'histoire économique contemporaine est coutumière. Elle préfigure des tendances extrêmement inquiétantes avec la baisse continue de l'aide internationale, la baisse de la disponibilité des fonds de Péto-Caribe, l'augmentation des sorties de capitaux, la pression sur le change et les importations massives et non-contrôlées en provenance de la République Dominicaine.

2.2. Influence du contexte politique

Parallèlement à l'évolution économique difficile observée, Haïti est souvent confrontée à une situation d'instabilité sociopolitique pouvant amplifier les tendances économiques contreperformantes. Cet état de crise globale, structurelle et multidimensionnelle à effet conjoncturel rend difficile à la fois la construction de la démocratie et les efforts de développement économique. Or, l'histoire économique établit sans ambiguïté le rôle central de la stabilité politique et des institutions dans le progrès des peuples, comme en témoigne l'évolution contemporaine de certains pays comme la Corée du Sud, Taiwan et, plus près de nous, la République Dominicaine.

Il faut remarquer, cependant, que c'est au cours des moments d'ouverture politique que les repositionnements mis en branle par les principaux acteurs permettent de négocier de nouvelles stratégies économiques ou plus modestement de nouveaux modes de fonctionnement économique. Le contexte politique de l'année 2014/15 peut constituer un de ces moments favorables à des prises de décisions majeures pour freiner ou ralentir l'évolution économique chaotique du pays, opérer un revirement et garantir à sa population un avenir plus serein.

Cependant, ce revirement n'est concevable que si, parallèlement à la nouvelle ouverture politique, cinq (5) avancées importantes sont effectuées sur le plan économique :

1. Une attention très forte est donnée aux enjeux économiques internes et externes du pays, en déclarant une **situation d'urgence économique**;
2. Les acteurs du secteur public, privé et de la société civile s'engagent à rattraper les décennies de perte de croissance, et prennent des résolutions à partir d'aujourd'hui pour développer des actions durables visant à faire émerger d'autres leviers de croissance ;

3. Le pays reconnaît que les décennies d'instabilité qu'il a connues lui ont fait perdre ses principaux moteurs économiques et qu'il faille à partir d'aujourd'hui développer des actions durables pour en faire émerger d'autres;
4. Tous les acteurs économiques stratégiques concernés s'accordent sur un nouveau cadre de gestion de l'économie, en contribuant à la mise en place dans leur secteur de **PACTES**, dont l'axe fondamental est la recherche de la convergence de tous les efforts vers des objectifs définis de manière consensuelle;
5. Les projets sont mis en œuvre en tenant compte des politiques sectorielles et de leur valeur ajoutée à l'économie.

3. CONDITIONS DE MISE EN PLACE DES PECEI

3.1. La nature des « Pactes pour l'Emploi et une Croissance Économique Inclusive » (PECEI)

Comme il a été rapidement souligné antérieurement, les PECEI seront les résultats concrets du changement désiré par les acteurs stratégiques dans le mode de gestion de l'économie nationale. En effet, à chaque fois que dans un domaine économique particulier un pacte est conclu il apparaît comme un mécanisme dont l'État et certains groupes d'acteurs stratégiques internes et externes se dotent dans le but de renforcer l'efficacité des politiques publiques et de faire converger les efforts des différentes composantes du Secteur Privé. L'idée est de garantir un impact significatif dans les domaines de la création d'emploi et de la croissance économique selon des objectifs et des réalisations concrètes clairement délimitées en termes de mise en œuvre et de calendrier.

L'objectif est d'éviter la persistance du chômage massif, du sous-emploi et d'une croissance économique molle. Plus généralement, l'objectif final est de mettre le pays sur un sentier de croissance accélérée pour atteindre sur le long terme un taux de croissance à deux chiffres du PIB.

En conséquence, les pactes sont fondamentalement des instruments de coordination et en même temps un cadre de responsabilité collective impliquant des droits et des devoirs.

3.2. Composantes des PECEI

Les pactes, tel que projetés, comporteront cinq (5) composantes :

- **Analyse de la situation:** Elle met en évidence les principales contraintes bloquant l'évolution du secteur et (ou) des filières à développer, mais recherche également les opportunités qui pourraient être exploitées pour garantir une avancée économique rapide.
- **Le réseau de partenaires :** c'est l'identification des acteurs stratégiques du secteur concerné sans lesquels aucun pacte n'est envisageable.
- **La définition d'objectifs à poursuivre avec les partenaires :** qui vont naturellement découler de l'analyse de situation effectuée antérieurement, ainsi que de l'avis des partenaires.
- **Le programme d'action :** adoption consensuelle de lignes d'action adéquates et la responsabilité conjointe et partagée dans la mise en œuvre des actions et politiques jugées appropriées et prioritaires. Il comprend obligatoirement un montage financier qui va supporter les actions définies et un calendrier de mise en œuvre.
- **Le cadre de performance :** les PECEI étant un cadre de responsabilité collective, les performances doivent être évaluées pour :
 - d'un côté, les entités du secteur public en support au programme d'actions négocié;
 - d'un autre côté, les entités du secteur privé dont la tâche fondamentale est d'opérationnaliser ce programme;

Les « pactes » comporteront nécessairement des dispositions de surveillance et de correction des écarts constatés avec des indicateurs de suivi et des moyens de vérification définis. Ils définiront en outre les étapes et modalités de mise en œuvre des actions programmées.

3.3. Horizon temporel des pactes

Notons, en outre, deux points concrets importants concernant le contexte actuel de mise en œuvre des politiques publiques :

- Le Gouvernement de la République est engagé actuellement dans des travaux de préparation d'un Budget Rectificatif pour l'année en cours.
- Il s'apprête à finaliser, sous peu, un processus de négociation avec le FMI pour parvenir à un nouveau programme économique et financier s'étalant sur trois (3) ans soit 2014/2017.

De ce fait, pour garantir un premier niveau de cohérence des politiques publiques la première série de PECE s'opérationnaliserait en leur début sur la même période de 3 ans mais selon une double modalité :

- **Une phase 1 d'une année (2014/2015)** qui concerne la dernière année du mandat présidentiel en cours et qui doit comporter des mesures de politique devant intégrer le Budget Rectificatif. Au cours de cette période, compte tenu des risques qui tendent à se multiplier, l'objectif est surtout de chercher à garantir que le niveau de croissance atteint antérieurement de même que les emplois existants pourront être maintenus.
- **Une phase 2 couvrant les deux premières années (2015/2017)** du mandat présidentiel qui suit et qui devrait faire l'objet d'un processus de validation par le nouveau pouvoir.

Ainsi, tel que conçus les PECE auront un horizon temporel de trois ans et seront renouvelables selon les résultats obtenus compte tenu des objectifs poursuivis.

3.4. Les enjeux du nouveau mode opératoire pour le programme financier en négociation avec le FMI.

Depuis 2011, les programmes économiques du FMI sont axés sur deux principaux objectifs à savoir : la stabilité macroéconomique et une croissance forte et soutenue. Les politiques et facteurs conjoncturels ont permis jusqu'ici de préserver une stabilité macroéconomique, mais qui est plutôt fragile et est menacée par des risques importants.

Actuellement, les flux de ressources externes sont en baisse, passant de \$ US 1.5 milliard en 2010 à \$ US 550 en 2013-2014 et \$ US 563 millions en 2014/2015. Les ressources Pétro Caribé dans le financement du budget diminuent de moitié passant de 20.3 milliards à environ 10 milliards. Dans ce contexte de tarissement des ressources exceptionnelles dont le pays a bénéficié sur les trois dernières années, il devient urgent d'engager un processus de consolidation et de rationalisation budgétaire et d'opter pour des politiques conjoncturelles et structurelles capables de renforcer les bases de l'économie.

Pour ce qui est de la croissance, il convient de relever que sur le dernier programme, et suite au séisme, son rythme a augmenté mais reste en dessous des projections et peu suffisant pour fléchir de manière notable le chômage et la pauvreté. La poursuite d'un tel niveau de croissance reste, cependant, fragile pour au moins quatre raisons :

- la croissance a été portée essentiellement par des dépenses d'investissement public financées par un afflux d'aide externe et des ressources de PETROCARIBE qui sont actuellement en baisse ou menacées d'épuisement ;
- une évolution erratique du secteur agricole, représentant 25% du PIB, du fait notamment d'une forte dépendance de la pluviométrie, et d'un sous-financement chronique;

- Le blocage des réformes économiques clés : certaines dispositions légales soumises au Parlement n'ont pas été adoptées et sont encore dans l'impasse ;
- le climat actuel d'incertitude et de tension politique qui sape la confiance des agents économiques.

Pour soutenir le processus de croissance, le secteur privé devrait prendre le relais mais, comment garantir cela en cette période électorale ? L'introduction des PECEI dans les conditions actuelles s'avère être une urgence pour garantir que des efforts coordonnés et stratégiques soient effectués dans ce contexte fragile et de forte contrainte financière. Elle permettra de convenir avec les acteurs étatiques, ceux du secteur privé et de la société civile des actions et réformes primordiales à mener pour maintenir la stabilité macroéconomique et sociale et soutenir le processus de croissance et de création d'emplois.

3.5 De la Limitation dans le choix des domaines d'intervention

Il est difficile de chercher à relever tous les grands défis simultanément. La stratégie la plus adaptée à la réalité haïtienne est de faire une sélection des premiers domaines d'application des PECEI en tenant compte de deux exigences dont l'une est conjoncturelle et l'autre structurelle:

- *La recherche de la stabilité économique et sociale;*
- *La promotion de l'emploi et d'une croissance économique inclusive.*

En effet, le contexte actuel commande d'agir rapidement et prioritairement pour assurer les conditions de stabilité socio-économique et redonner confiance à la population. Partant de là, de meilleures conditions seront assurées pour pouvoir avancer résolument sur les investissements et réformes nécessaires afin de développer le potentiel productif, d'habiliter les acteurs aux fins de dynamiser l'économie et de garantir une croissance forte et durable.

Il est capital pour l'Etat de réaliser rapidement des résultats concrets en termes de croissance et de création d'emplois qui soient comptabilisables de manière à faire la démonstration irréfutable que c'est possible.

A cet effet, il est indispensable d'éviter toute dispersion et de recentrer les efforts de l'Etat sur la dynamisation des secteurs les plus productifs de la nation afin d'offrir des emplois à la population active.

Les domaines d'action suivants ont été sélectionnés pour l'application des PECE :

- Politique de stabilité économique et sociale,
- Promotion des PME,
- Développement des Facteurs économiques stratégiques,
- Gestion frontalière.

Dans chacun de ces domaines, la démarche méthodologique définie antérieurement sera appliquée pour négocier un ou plusieurs pactes avec les partenaires stratégiques identifiés et selon le degré de complexité des situations observées. Les sections suivantes détaillent les PECE envisagés dans chacun des domaines précités.

4. LES PREMIERS GRANDS DOMAINES D'APPLICATION DES PACTES

Les programmes suivants, non exhaustifs, sont proposés à titre indicatif.

4.1. PROGRAMME SPÉCIAL POUR LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Ce programme inclut deux volets : un volet de consolidation et rationalisation budgétaire et un volet de stabilisation socio-économique.

4.1.1. Volet de consolidation et rationalisation budgétaire

Ce premier volet est important pour renforcer les conditions de la croissance à court et moyen terme en renforçant la confiance quant au développement d'un environnement macroéconomique stable et une gestion adéquate de l'équilibre macroéconomique et budgétaire. Il sera traité à très court terme avec trois dispositifs prioritaires qui seront pris en compte dans le programme financier avec le FMI.

- Un dispositif de rationalisation des dépenses et de la gestion budgétaire ;
- Un protocole et un plan pour le redressement de l'EDH et la réforme du secteur énergétique¹ ;
- Un dispositif pour le renforcement du recouvrement de l'impôt et la promotion du civisme fiscal.

4.1.2. Volet de stabilisation socio-économique

Ce second volet bien que n'étant pas à proprement parler un des domaines privilégiés par ce nouveau mode opératoire ou de gestion économique, s'impose dans le contexte de défis sociaux actuels. Et par la même occasion, permet de se donner les moyens de créer un environnement plus propice à tel changement.

En effet, ce type d'initiative vise essentiellement la mise en place de sous-programmes de création d'emplois temporaires destinés à répondre aux besoins pressants de revenus de la population, à mener des actions rapides tout en étant structurantes pour maintenir le niveau de l'activité économique, améliorer l'accès aux revenus et les conditions de vie, mobiliser la population sur des actions constructives. Ces sous-programmes peuvent être conduits dans plusieurs secteurs (travaux publics, agriculture, assainissement, etc.) et à l'échelle nationale, par l'État et les Collectivités Territoriales, de préférence aux travers des organisations de base fonctionnant à la campagne et dans les bidonvilles et quartiers urbains pauvres.

Ces initiatives sont regroupées dans le **sous-programme à haute intensité de main-d'œuvre et d'habilitation économique (PHIMHE)** qui intègre 11 projets (voir document en annexe). Ce programme est orienté pour prendre en compte six dimensions fondamentales :

1. Renforcement des équipements et infrastructures au niveau national;
2. Couverture des besoins urgents et prioritaires ;

¹ Plus de 2/3 du déficit non financier du secteur public en 2014 est dû à des pertes de recettes sur le pétrole soit environ \$200 millions et au déficit de l'EDH, environ 250 millions de dollars. Les pressions exercées par la population pour forcer la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers présentent un risque majeur pour les finances de la République surtout dans un contexte où les prix restent très instables sur le marché international et des fortes menaces sur l'avenir du programme pétrocaribe. Le gouvernement négocie avec les acteurs sociaux pour changer la stratégie de subvention en la faisant porter exclusivement sur le transport en commun qui concerne les catégories les plus vulnérables de la société. En effet, sous sa forme actuelle, cette subvention profite davantage aux riches (2% des personnes les plus riches gagnent 60% de la subvention, tandis que le 20% des personnes les plus pauvres n'en gagnent que 2%) et aux individus qui font la réexportation du produit vers la RD.

3. Actions à effets structurants ;
4. Équité dans la distribution des revenus et au niveau territorial ;
5. Implication et responsabilisation des autorités et organisations locales ;
6. Création d'emplois directs et indirects.

4.1.3 Sous programme « emplois-jeunes »

Ce volet de stabilisation socio-économique inclut également un sous-programme spécifique d' « emplois-jeunes » ciblant les diplômés des universités, des écoles techniques et professionnelles et les jeunes en général. Ce sous-programme se réalisera selon quatre (4) modalités:

- Des initiatives de réception de jeunes en stages pour des durées déterminées. Toutes les institutions publiques et parapubliques dans les régions seront engagées à cet effet. Des incitations seront également mobilisées pour encourager des entreprises, des ateliers ou artisans à recevoir des jeunes en stage-formation ;
- Des subventions, sous forme de remise fiscale, à des entreprises qui emploient des jeunes pour une période minimale de 3 ans assortie d'une embauche définitive aux termes d'une évaluation positive en fin de 2^e année. Les entreprises éligibles à ce programme seront inventoriées et orientées avec l'appui des Chambres de commerce et des bureaux régionaux de la DGI ;
- Des mécanismes de financement adaptés aux projets d'entreprises des jeunes qui veulent s'installer à leur compte (exemple projet Ayiti startup) ;
- Des actions de formation professionnelle tournée vers l'emploi, notamment dans les métiers de l'agriculture, de la mer et de la construction. Ces actions devraient être coordonnées par la SEFP du MENFP, avec les institutions ayant une longue expérience dans le domaine, notamment la Conférence Épiscopale et la Fédération Protestante. Au besoin, des écoles nationales pourront être électrifiées pour héberger des centres de formation, le soir.

4.2. PROGRAMME D'ÉLARGISSEMENT RAPIDE DE LA BASE DES PME-PMI DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

4.2.1. Pourquoi les PME/PMI?

Les nombreux problèmes rappelés antérieurement ont fait que l'économie haïtienne crée généralement peu d'emplois, nettement insuffisants pour satisfaire les besoins de la population du pays. Le chômage frappe une très grande partie de la population active alors même que les jeunes continuent d'arriver sur le marché du travail au rythme de plus de 200.000 par an.

Dans l'optique d'une grande politique de l'emploi et de la mise en place d'un levier de croissance à effets multiplicateurs significatifs et au niveau national, le groupe des PME apparaît éminemment stratégique. En effet, selon les données du recensement des entreprises réalisées en 2012/13 par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, ce groupe représente 95% du tissu global des entreprises, dont moins de 2% ont un statut vraiment formel.

4.2.2. Secteurs cibles

Dans le cadre du nouveau mode opératoire des PECE, il s'agira de **contractualiser les soutiens de l'Etat - à travers les ministères et autres organismes du secteur économique - avec une sélection d'entreprises qui présentent un potentiel de croissance et de création d'emploi.** En tenant compte des conclusions de plusieurs études réalisées

depuis 2008/09, dont celle du Groupe de Travail sur la Compétitivité, on pourrait démarrer avec ces regroupements de branches économiques à fort potentiel :

- Agriculture,
- Développement urbain et Logement,
- Tourisme,
- Confection de vêtements.

La partie qui suit donne quelques orientations sur les projets pilotes qui pourront être développés au niveau des deux premières branches.

4.2.2.1. Priorité à l'agri business

Dans un premier temps, la priorité sera portée sur l'agrobusiness avec le renforcement des PME existantes et la facilitation et la promotion de nouvelles. Des instruments déjà en cours seront systématisés pour :

- encourager la création de nouvelles sociétés agricoles à constituer notamment autour de micro-systèmes d'irrigation dont 62 seront réhabilités, étendus ou construits à travers le pays;
- faciliter et démocratiser l'accès au crédit avec des produits financiers plus adaptés;
- renforcer l'assistance technique à travers les SAE du MCI et les DDA du MARNDR;
- établir des contrats d'achats avec des distributeurs formels et/ou des centres de conditionnement et de transformation comme les micro-parcs industriels.

Les actions pourront cibler toutes les filières dotées d'un fort potentiel de croissance :

- Fruits et tubercules: mangue, manioc, arachides, haricots, banane, ananas, avocat, igname, patate, café, cacao, céréales, etc. ;
- Agro-transformation ;
- Elevage : poulet, œufs, porc, pisciculture, miel etc.

Critères de sélection des entreprises

La sélection des entreprises de ces chaînes de valeur porteuses pourrait se faire au regard des critères suivants :

- Potentiel de croissance ;
- Potentiel de création d'emploi à très court terme ;
- Capacité à exporter ou à réduire les importations ;
- Qualité des ressources humaines ;
- Capacité à stabiliser les populations sur les zones frontalières ;
- Bancabilité.

Les entreprises signataires de PECE, dans le cadre de leur secteur d'appartenance, s'engageront, en contrepartie d'une aide de l'Etat adaptée à leur problématique spécifique, dans un programme d'action visant l'atteinte à court et moyen terme des objectifs de croissance et de création d'emploi.

4.2.2.2 Le sous-secteur bâtiments et travaux publics : le moteur de la croissance en Haïti

Même en période de crise économique profonde, ce sous-secteur affiche les taux de croissance les plus élevés de l'économie (près de 8% en 2014). Les besoins du marché du logement restent pourtant largement insatisfaits ce qui était le cas même avant le tremblement de terre de 2010.

Malgré la mise en œuvre d'outils financiers incitatifs pour accompagner les demandeurs de crédit tel «Krédi PAM» de la BNC, les effets attendus ne se sont pas manifestés à cause de l'importance inhibante de la contrainte relative aux problèmes fonciers. Le Ministère de l'Économie et des Finances va encourager la construction de 600 unités de logement sur un site appartenant à la pension civile basée sur un modèle communautaire intégré vendu aux fonctionnaires respectant certains critères par tirage au sort. Ce projet-pilote va permettre de créer rapidement des centaines d'emplois tout en améliorant l'offre de logements pour les catégories de classe moyenne travaillant dans la fonction publique.

Le Développement de Cité des Services : L'Etat décide dans une partie de ces domaines réservée au développement immobilier de mettre en place les services de base tels que : eau , électricité, gaz et route. Il privilégie dans le court et moyen terme les domaines qui sont à proximité des services de santé et d'éducation.

Ensuite, l'Etat attire les promoteurs immobiliers pour le développement des lotissements. Cette démarche aura l'avantage de mobiliser le capital du privé, contourner le problème foncier et favoriser une amélioration de l'habitat et du cadre de vie urbains.

4. 3. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES FACTEURS ECONOMIQUES STRATÉGIQUES

4.3.1. Importance des facteurs économiques stratégiques

L'expérience passée et récente de développement de différents groupes de pays montre que le développement des filières porteuses s'accompagne toujours de celui de facteurs économiques dits stratégiques. Cette perspective a été aussi prise en compte dans la vision de développement décrite dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH). Effectivement, ce plan met l'accent, au-delà des crises conjoncturelles, sur la nécessité d'efforts assidus et permanents pour garantir le développement des infrastructures économiques et des services de base dans le pays.

La raison en est que ces politiques publiques, définies pour la majorité d'entre elles sous le vocable de « chantier territorial » dans le PSDH, doivent servir de catalyseur pour les secteurs porteurs, les filières et les zones à fortes potentialités productives.

4.3.2. Principaux facteurs économiques

La liste suivante présente des exemples de facteurs économiques stratégiques ayant un impact sur la croissance et l'emploi :

- Le financement,
- Le cadre des affaires,
- la sécurisation des droits fonciers,
- le réseau de transport,
- l'électrification du territoire,
- la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre
- l'alimentation en eau,
- l'expansion des communications,
- le maillage numérique,
- la gestion des déchets solides,
- l'exploitation de mines et carrières
- la promotion de l'économie verte, etc.

Dans plusieurs de ces domaines, Haïti fait face à des déficits et à des problèmes importants – de coût de production, de gestion, de demande - associés parfois au maintien d'une économie de rente. Pourtant, le développement de certains de ces secteurs transversaux est une condition incontournable pour impulser un réel développement des filières porteuses.

4.3.3. Nécessité de faire une sélection

Si l'on considère que cette nouvelle expérience de gestion économique veut s'inscrire dans un horizon temporel de trois ans, il est nécessaire de sélectionner les premiers leviers stratégiques à mobiliser. Compte tenu de cette exigence, des besoins de développement des entreprises et de la limitation des ressources de l'Etat et des autres acteurs de support, la priorité devrait être donnée aux facteurs suivants:

- Le financement ;
- Le cadre des affaires ;
- La sécurité foncière ;
- le réseau de transport et plus spécifiquement le désenclavement;
- l'électrification du territoire ;
- la formation professionnelle et technique de la main-d'œuvre ;
- les débouchés et l'accès aux marchés ;

4.4. PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA GESTION DE LA ZONE FRONTALIÈRE

La région frontalière, vaste territoire séparant la République Dominicaine de la République d'Haïti, constitue une zone stratégique de premier plan. D'abord, elle est l'axe autour duquel viennent s'articuler les relations commerciales, économiques et sociales entre les deux pays. En même temps, compte tenu de sa diversité géographique cette frange de terre de plus de 3500 km², couvrant 18 communes, s'étalant du Nord-Est à l'extrémité Sud-Est, comporte un potentiel de développement important dans l'agriculture, le tourisme et l'écotourisme, la petite industrie, les manufactures légères, etc..

Cette région doit être prise en main, d'abord, pour renforcer les capacités de l'Administration Publique à collecter les taxes et redevances et, ensuite, pour sécuriser les portes d'entrée du territoire et garantir ainsi une bonne circulation des biens et des personnes. Par ailleurs, cette zone frontalière bien administrée – et intégrée à une dynamique de développement sur mesure - peut se transformer à moyen ou long terme en une « **zone économique spéciale** », capable d'absorber des investissements majeurs pour produire – en jumelé des biens et/ou services pour des marchés externes. **Un montant de G. 150 millions dans le budget est consacré au renforcement de la gestion des frontières dont G. 45 millions pour appuyer la modernisation du transport.**

5.0. SIX ÉTAPES DE LANCEMENT DES PECEI

Étant donné la nature contractuelle des PECE, la réussite est conditionnée par la participation active de tous les acteurs stratégiques publics et privés. La nouvelle approche opérationnelle de gestion économique doit donc être pleinement appropriée par tous ceux qui sont concernés et sa mise en œuvre devrait faire l'objet d'un accompagnement collectif constant.

Sur cette base, on envisage de lancer ce nouveau mode opératoire selon les six (6) lignes d'action suivantes :

1. Validation du nouveau mode opératoire par le **Conseil des Ministres**;
2. Création d'un **Comité d'Urgence Économique** composé de Ministres, Secrétaires d'Etat, membres de cabinet et cadres impliqués directement dans l'action économique avec pour mission de:

- Coordonner l'action de l'Etat dans le domaine de la stratégie, de la conduite et de l'implémentation du PECE;
 - Valider une liste de mesures qui peuvent être prises immédiatement sur la gestion des dépenses publiques, la stimulation de la croissance, et la création d'emplois ;
 - Préparer pour l'exercice en cours dans le cadre du Budget 2014/15 un **Plan d'Action d'Urgence Économique** (sur la base de priorités fixées consensuellement et incluant un calendrier de mise en route et d'exécution);
 - Partager les informations **sur les actions en cours.**
3. Organisation d'une rencontre de travail avec les Conseils d'Administration de la BRH et de la BNC pour les **informer et négocier** leur appui au projet;
4. Organisation, en collaboration avec tous les ministres concernés et les deux grandes banques publiques, d'une conférence nationale sur la nouvelle approche de gestion. Elle est destinée à informer et à débattre de la question avec **ces différents groupes de partenaires** :
- les principales Associations Nationales et Départementales du Secteur Privé (incluant le Forum du Secteur Privé, la Chambre de Commerce et d'Industrie et l'APB);
 - les Sénateurs ;
 - la Presse ;
 - les Partenaires Internationaux ;
 - le secteur financier.
5. Lancement d'une campagne nationale de communication pour matérialiser sur le terrain la stratégie des «Pactes pour l'Emploi et la Croissance Economique». Elle sera rapidement mise en place et devra comporter des encarts publicitaires dans la presse, à la TV et sur les radios nationales et locales. Elle devra comporter également des émissions de vulgarisation de la vision, du contenu et de l'approche du PECE et des documentaires sur des expériences en cours pouvant servir de modèles.
6. Mise en place de quatre Groupes Mixtes d'Appui (GMA). Ils sont formés selon les programmes sélectionnés de trois types de membres :
- Représentants de deux ministères économiques transversaux : DEE/MEF et DPES/MPCE ;
 - Représentants de ministères économiques sectoriels : MARNDR, MCI, MT, MTPTC ;
 - Représentants des associations patronales et syndicales

Sur la base de la méthodologie développée pour élaborer les « pactes », leur rôle consiste à prendre des dispositions appropriées pour en faire des réalités dans chacun des domaines sélectionnés.

6.0 DOCUMENTS D'ANNEXE

Annexe 1 : Premières réflexions sur les sources et modalités de financement

Les petites et moyennes entreprises ne disposent pas le plus souvent de la capacité de financement indispensable à un fonctionnement efficace et à leur croissance. Il convient donc que des conditions soient créées pour développer des mécanismes répondant à ces besoins. Des études conduites par des spécialistes ont noté plusieurs leviers qui pourraient

apporter des changements significatifs dans les conditions de financement des PME en Haïti. Voici quelques exemples de politiques et de mécanismes qui pourraient être développés :

- a) **Etablissement d'un Fonds d'assistance aux Apports**
- b) **Négociation avec les institutions financières intéressées à la gestion d'un fonds de 250 millions de Gourdes** (dont 120 millions est déjà disponible au FDI). L'Etat réalise le travail de formalisation et facilite l'accès à des prêts aux micro-entreprises recensées en payant – en tout ou en partie - un collatéral de 5.000 Gourdes/entreprise. Pour des petits prêts de 15.000 Gourdes minimum et 100 000 Gourdes maximum. Ces PME peuvent aussi être agricoles. Elles doivent être des sociétés en noms collectifs ou en commandite simple, ou des sociétés anonymes enregistrées auprès du MCI. Le financement proviendra d'un partenariat entre le Gouvernement et le Secteur financier Haïtien. Ces avantages sont extensibles à d'autres secteurs comme l'ameublement, la construction, l'habillement, la bio-économie, sous certaines conditions.
- c) **Mise en place du Fonds de soutien aux PME** opérant prioritairement dans l'agribusiness pour des crédits allant entre 1.200.000 Gourdes et 12,000.000 de Gourdes. Ce fonds sera constitué auprès du FDI qui pourra utiliser ce levier pour mobiliser des ressources du système financier, des bailleurs et d'autres opérateurs. Ce fonds viendra encourager le regroupement des terres car les bénéficiaires devront se regrouper pour exploiter au moins 10 ha, constituer une société avec des membres n'appartenant pas exclusivement à une seule famille nucléaire, bénéficiaire de services de gestion et de comptabilité par une firme ou un personnel approprié approuvé par le FDI.
- d) **Mise en place d'un Fonds Multilatéral de Solidarité**, en vue de mobiliser une aide intelligente, immédiate en faveur d'Haïti. L'idée est de vendre des **droits d'accès privilégiés (DAP)** auprès de pays intéressés à développer leur courant d'affaires dans le pays. Ces droits d'accès peuvent être proposés à des Etats pour des secteurs identifiés.

Les secteurs envisagés peuvent être les suivants:

- Infrastructures (routes, ports, aéroports, parcs industriels, zones franches)
- Energie (éolienne, hydraulique, solaire, etc.);
- Agro-industrie;
- Ramassage et traitement d'ordures et déchets ;
- Pêche ;
- Exploitation minière,
- Recherche pétrolière,
- Transport public,
- Aéronautique.

Ces DAP se basent sur le Principe : **aide immédiate contre attribution de certains privilèges**. Ils seraient d'un montant de \$ EU 20 millions. C'est un mécanisme qui s'apparente à une titrisation des investissements nécessaires à la valorisation des actifs économiques futurs du pays. On peut commencer à en mettre 10 sur le marché. Ils donneront droit à une franchise fiscale totale sur intrants et extrants pendant une période de 10 ans et un taux de taxation fixe et linéaire sur le montant des bénéfices sur la même période pour les entreprises des différents pays acquéreurs. C'est un emprunt international, un titre de créance sur le montant du capital avec un intérêt de 1% (solidarité). Le capital serait remboursé sur 20 ans avec une franchise initiale de 3 ans compte tenu des avantages qu'ils confèrent à leurs détenteurs. Ces titres seront cessibles en tout ou parties aux entreprises ressortissantes du pays acquéreur.

Le détenteur doit implanter une activité dans le pays dans le délai de la période de franchise. Sinon, le capital serait acquis à l'émetteur, en l'occurrence, l'Etat. L'argent collecté servira à :

- Financer le désenclavement de certaines régions pour valoriser leurs actifs (ports, pistes d'aéroports, routes en terres battues) : 40%;
- Fonds d'investissement en faveur des PME : 40%;
- Programmes sociaux (formation professionnelle, éducation de base, sanitation, aménagement du territoire): 15%;
- Création de 10 Sociétés d'économie mixte, une par département (Sociétés publiques d'aménagement du territoire) : 5%.

e) **Etablissement d'un Fonds de Garantie de Crédit.** Les 250 millions de Gourdes peuvent servir de fonds propres pour une formule d'assurance-crédit (AC). L'envergure de l'AC sera déterminée à partir des objectifs de crédit fixés par les décideurs publics. La mise en œuvre d'une AC sécurisera les institutions bancaires privées, assez souvent, très réticents à financer les PME, vu le niveau élevé des risques qu'elles présentent. La gestion de l'AC devra être assurée par une banque privée, adjudicatrice d'un processus de passation d'un marché de gestion. Les modalités de fonctionnement seront définies pour éviter toute dérive du système. Ce fond de garantie de crédit pourra être réassuré auprès d'une compagnie de réassurance internationale.

- **Mécanismes.** L'implémentation de l'AC doit se faire selon une orientation stratégique pour augmenter ses chances de succès et du coup amplifier son impact sur l'économie. Supposons que le taux bancaire moyen est de 36% l'an, l'État peut procéder au plafonnement des taux d'intérêts pour les entreprises participant à l'AC à 15% l'an. Cette entreprise paiera une prime d'assurance de 5% l'an de la valeur nominale du prêt. Ce qui résulte en un taux nominal de maximum de 20% l'an ou une réduction effective des coûts du crédit d'au moins 16 points de pourcentage. Ce qui devrait stimuler l'économie, augmenter la croissance du PIB, et réduire la pauvreté.

De plus, étant donné le mécanisme d'assurance en vigueur, la couverture de collatéral nécessaire pour accéder au crédit ne devra pas dépasser 50% de la valeur du prêt. Étant donné l'assurance-crédit et les 50% de garantie en nantissement, si ex. un prêt de \$ 100 fait défaut et la balance impayée est de \$75; et supposons de plus que le collatéral saisi est vendu pour \$25, l'AC remboursera \$50 à l'institution financière ayant accordé ce prêt après que celle-ci ait produit sa réclamation de façon régulière. Cette assurance et la couverture permettront aux institutions de prendre un peu plus de risque avec des PME jadis non-bancables et des clients qui n'avaient jamais eu d'accès aux services financiers auparavant. Ces clients doivent aussi être conditionnés à s'inscrire volontairement au Bureau d'Information du Crédit pour diminuer l'asymétrie d'information qui a des coûts additionnels sur le crédit.

- **Avantages.** L'AC permettra d'atteindre des objectifs précis dont les petits entrepreneurs et fermiers exclus du système financier ou des secteurs et/ou chaîne de valeur. Elle permettra aussi de faire de la discrimination positive comme le crédit aux femmes, agriculteurs et des PME dans des secteurs stratégiques. Le programme de garantie permettra aux institutions financières privées de mobiliser le capital privé pour un montant supérieur à celui sous garantie. Par exemple, dans le cadre de l'AC pour chaque HTG 50 de garantie, le secteur pourvoira au moins HTG 100 de crédit. En outre, la garantie pourra utiliser les coopératives fonctionnant à travers la République pour atteindre d'avantage de PME. En fait, le programme de garantie de l'AC présente l'avantage d'atteindre différents groupes cibles en recherchant le partenaire approprié. La stratégie de garantie AC résout assez bien le problème principal de l'agent. Le collatérale à concurrence de 50% réduira les sélections adverses et garantira l'effort des participants en réduisant l'incidence du moral hazard.

f) Autres mécanismes de financement :

- Facilités de fonds de roulement pour les entreprises provisoirement en difficulté ;
- Fonds d'investissement avec prises de participation ou de quasi-participation ;

- Mécanismes pour inciter les acteurs du secteur financier public et privé à faire preuve de créativité en matière de produits financiers susceptibles d'accélérer la croissance et les profits de ce secteur essentiel pour la création de la richesse nationale.
- Mise en place de fonds de solidarité du secteur privé, sous le modèle du Groupe Haïti Chérie, avec matching de l'État à 1 ou 2 pour 1.
- Établissement la deuxième année d'un fonds de garantie-récolte, à partir de la constitution d'une réserve de 10% des bénéfices nets des différentes activités financées, avec un apport de 2 Gourdes de l'État pour chaque gourde collectée. C'est la base de la constitution d'une vraie banque agricole montée par les agriculteurs pour les agriculteurs.
- **Titriser en encourageant le développement du secteur immobilier** de façon suivante :
 - o Les banques investissent dans le développement du secteur immobilier dans le cadre du développement de la cité des services;
 - o Ventes des immeubles aux preneurs ou des personnes qualifiées de la classe moyenne, ou à l'ONA;
 - o Emprunt sur le marché par l'émission de titres de créance négociables garantis par les actifs (immeubles) ; et,

Facilitation du développement du **crédit immobilier** en permettant d'une part aux banques de sortir les créances de leurs bilans et d'améliorer leurs ratios de liquidité et de solvabilité. D'autre part, l'accumulation de richesse et l'élargissement de la classe moyenne, qui, à chaque versement effectué, verra augmenter sa part de propriétaire dans l'immeuble au lieu d'effectuer ces versements pour le paiement des loyers exorbitants ; En somme, à chaque versement, le locataire-propriétaire augmente son actif (part dans la propriété) contrairement au locataire traditionnel. Cette politique augmentera les emplois dans le secteur transversal de la construction.

Annexe 2 : Remembrement Foncier par Capitalisation

Pour amorcer une première solution **au problème de morcellement des terres** et conforter parallèlement le statut des entrepreneurs avec des exploitations de taille économique, les Ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, de l'Economie et des Finances doivent se concerter pour encadrer les porteurs de projets dans l'AGRIBUSINESS intéressés par le « **Remembrement Foncier par Capitalisation** ». **Il s'agira d'encourager et d'appuyer des agriculteurs ou détenteurs de terre qui le souhaitent à regrouper leurs terrains (au moins trois) pour constituer des fermes d'au moins 10 ha, qu'ils pourront apporter comme actifs dans des projets de sociétés.** Ce serait une condition nécessaire pour avoir droit au crédit et aux autres avantages (aide à la formalisation, aide à la sécurisation des titres de propriété ou contrats de fermage, préparation de plans d'affaires, assistance technique, recherches de marché, contrat d'achat, avances sur récolte).

Ces sociétés agricoles une fois constituées recevront l'appui des techniciens de l'équipe des DDA et des SAE constitués à cet effet. Ces derniers seront renforcés de compétences supplémentaires en fonction des besoins. Le financement sera mobilisé à partir des mécanismes précédemment décrits. Il est à noter que ce type de crédit ne sera jamais octroyé à une seule famille, quelle que soit la taille de sa parcelle.

Annexe 3 : Allègement des procédures d'administration douanière

Les plaintes contre l'administration douanière sont quotidiennes : perte de temps, perte de marchandises, surfacturation, délais longs, complications administratives. Il faudra prendre des mesures au niveau de l'AGD pour faciliter les opérations douanières et les rendre plus cèles et moins dispendieuses pour les entreprises et les acteurs économiques.

Sur un autre plan, il faudra procéder au renforcement de l'IGF en lui adjoignant des compétences susceptibles d'aider dans l'investigation et le contrôle de la corruption aux frontières maritimes et terrestres. Le personnel affecté à cette nouvelle mission devra être bien rémunéré et pourra bénéficier d'un statut spécial à caractère policier. Il pourrait être assermenté et aurait autorité pour prendre des décisions administratives telles que : révocation immédiate, et/ou engagement de procédures légales devant les juridictions idoines pour des sanctions pénales. Une prime d'intéressement importante doit être envisagée pour les agents ayant fait des prises, comme cela se pratique partout ailleurs.

Annexe 4 : Recherche de débouchés

D'abord, il faut aider à une meilleure distribution des produits sur le marché local. A ce sujet, le groupe « Haïti Chérie » composé des membres influents du secteur privé des affaires a déjà pris un certain nombre d'engagements pour aider dans la distribution des produits. Il s'agira de renforcer cet accord et de l'étendre à d'autres qui interviennent dans la chaîne logistique.

En outre, comme cela se fait dans d'autres pays, l'Etat devra apporter son concours pour développer les exportations. Le pays ne s'en sortira pas sans une politique agressive d'exportation. Les productions haïtiennes faibles par la taille et ne respectant pas toujours les standards de qualité n'arrivent pas à satisfaire un marché d'exportation de plus en plus exigeant.

Pourtant en matière agricole, Haïti peut développer un label propre de produit bio que peu de compétiteurs peuvent lui contester et pour lequel des demandes sont déjà exprimées au moins au niveau de la Caraïbe. Wholefood, distributeur américain, est en rupture de stock tant la demande pour ce genre de produits est importante. Dans le domaine artisanal, le savoir-faire haïtien est légendaire. Il s'agit de tirer avantage de ces opportunités. Il s'agira de connaître les besoins de ces marchés en matière de biens (fruits et légumes) organiques et produire pour en exporter en quantités suffisantes et soutenues et à des prix compétitifs.

Annexe 5 : Lignes d'action diverses

Les PECE envisagés pourraient permettre de créer de nouvelles conditions pour assurer la promotion d'autres facteurs stratégiques à travers, par exemple, les lignes d'action suivantes :

- Renforcement des SAE du MCI et des DDA du MARNDR ;
- Promotion de réseaux routiers afin de désenclavement des zones à fort potentiel de production ;
- Construction/réhabilitation de barrages et systèmes d'irrigation, y compris le forage de puits;
- Amélioration du système de production et de distribution de l'énergie électrique ;
- Développement/renforcement des chaînes d'approvisionnement ;
- Développement de sources d'énergie alternative : promotion du GPL et du gaz naturel pour les petites industries et les ménages (chauffage et cuisson) ;
- Construction et modernisation de ports et aéroports ;
- Promotion et facilitation de l'exploitation de facteurs tels que mines et carrières (avec accent particulier sur certains composants du ciment) ;
- Promotion et développement de la formation technique et professionnelle : diversification des corps de métier et adaptation aux besoins des PME et filières productives appuyées ;

Annexe 6 : Pour un Observatoire National de l'Emploi

Ces efforts pour pousser à un développement plus large des entreprises pourraient s'accompagner de la mise en place d'un Observatoire National de l'Emploi. Cet organisme sera rattaché à l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI) et aura pour mission de fournir toutes les informations relatives à la création et ou à la perte d'emploi sur le territoire national. Cet instrument de mesure en temps réel est un des outils les plus indispensables à la prise de décision dans le cadre de la conduite d'une politique de création d'emploi.

Annexe 7: Pour la mise en place de Sociétés Publiques d'Aménagement du Territoire ou Sociétés de Développement Economique Régional

Une démarche envisagée pour mieux valoriser les terres de l'Etat est de les mobiliser pour lancer les premières sociétés publiques d'aménagement du territoire. La procédure consiste à convertir les domaines de l'Etat en plusieurs certificats de Trust qui seront apportés comme participation de l'Etat à tout projet à réaliser sur ces espaces. Pour la mettre en œuvre, les étapes suivantes devraient être poursuivies :

1. *Identifier dans chaque Département/Arrondissement des propriétés de superficie diverse pour les assigner à une Société privée de l'Etat (SEM) avec des vocations préétablies, i.e. des Sociétés de Développement économique régionales constituées en Autorité autonome. Ces superficies seront converties en Certificats;*
2. *Evaluer chaque Certificat auprès d'un Actuaire institutionnel/ international qui émettra une police d'assurance nominale ;*
3. *Réévaluer périodiquement auprès des marchés boursiers la valeur marchande de ces certificats de TRUST. Cette activité périodique relèverait de la Société régionale ;*
4. *Offrir ces Certificats en guise de participation de l'Etat dans tout Projet à réaliser sur ces superficies. Il revient, en effet, à céder non les terres (ce qui est interdit par la Loi) mais l'usufruit de ces terres ;*
5. *Ces certificats ont pour vertu de transférer ces terres du domaine privé de l'Etat à une de ces entités en vue de les valoriser de manière durable ;*
6. *Si l'Etat le désire, ces certificats pourront être troqués dans les marchés boursiers, comme n'importe quel instrument pour générer des fonds de développement d'investissements, moyennant des démarches préalables appropriées ;*
7. *Cela peut naturellement déboucher sur la création d'une vraie Banque d'investissement, condition nécessaire pour jeter les bases d'une croissance économique forte et durable ;*
8. *Ce Projet peut s'inspirer d'autres exemples qui ont été menés avec succès dans la région et ailleurs dans le monde. Sa mise en place nécessitera la mobilisation d'un groupe de travail composé d'actuares, de notaires, d'arpenteurs, d'avocats, d'assureurs et de banquiers experts en émission de certificats de Trust accrédités.*

* * * * *

* * * * *

* * * *

